



**TCRI**

Table de concertation  
des organismes au service  
des personnes réfugiées  
et immigrantes



**PRÉPARER UN PLAIDOYER  
DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ASILE IMPLIQUANT UNE  
MUTILATION GÉNITALE FÉMININE/EXCISION**

**Guide à l'intention des avocat.e.s et représentant.e.s en immigration**

Par  
Me Annick Legault



Femmes et Égalité  
des genres Canada

Women and Gender  
Equality Canada

Le présent guide été réalisé par la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, grâce à une contribution financière du Ministère des Femmes et de l’Égalité des genres du Canada.

La Table de concertation des organismes communautaires au service des personnes réfugiées et immigrantes est un regroupement québécois de 150 organismes au service des personnes réfugiées, immigrantes et sans statut. Sa mission vise la défense des droits et la protection des personnes réfugiées et immigrantes au Québec dans leur parcours d’immigration, d’établissement et d’intégration en termes de services, d’aide, de soutien, de réflexion critique et de solidarité sur le territoire québécois.

À titre de regroupement des organismes communautaires du réseau de l’immigration et de l’intégration du Québec, la TCRI s’inscrit dans le mouvement de l’action communautaire autonome en déployant son expertise comme agent de transformation et de développement social. De par leurs pratiques diversifiées et une approche interculturelle, les organismes de la TCRI œuvrent pour un Québec inclusif et riche de sa diversité.

Le Volet Femmes de la TCRI, qui est responsable de la réalisation de ce guide, a pour objectif d’assurer une prise en compte des réalités et des besoins spécifiques des femmes et des filles immigrantes, réfugiées et sans statut et de soutenir leur accès à des services adaptés.

### **Validité des renseignements**

L’information contenue dans ce document était à jour le 15 novembre 2020

Les hyperliens des sources Web fournis dans ce document étaient valides le 15 novembre 2020

### **Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à :**

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes  
518 Beaubien Est  
Montréal (QC) H2S 1S5

Téléphone : 514-272-6060

Courriel : [info@tcri.qc.ca](mailto:info@tcri.qc.ca)

Ce document est disponible sur le site internet [www.tcri.qc.ca](http://www.tcri.qc.ca)

© TCRI

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationale du Québec, juillet 2021

ISBN : 978-2-9818785-4-0

**La reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée à la condition que la source soit mentionnée.**

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avant-propos	6
1. Survol du contexte international & régional des MGF/E	8
2. Définition et type de MGF/E	12
2.1 Les complications possibles d’une MGF/E	13
2.2 Les MGF/E s’inscrivent souvent dans un continuum de violence sexo-spécifique	17
2.3 Pays où les MGF/E se pratiquent	18
3. Le droit criminel canadien	21
4. Directeur de la protection de la jeunesse	23
5. La communication dans le contexte d’un dossier MGF/E	26
4.1 Communiquer l’importance du mot mutilation	26
4.2 Situer les MGF/E dans un contexte plus large	28
6. Les MGF/E dans le contexte d’une demande d’asile au Canada	28
6.1 Outils de référence de la CISR	28
6.1.1 Directives 3	29
6.1.2 Directives 4	37
6.1.3 Directive 8	45
6.2 Arguments proposés pour la SPR et/ou la SAR	48
6.2.1 Analyse distincte pour la crainte d’une MGF/E sur une enfant	48
6.2.2 Craintes multiples et préjudice constant	50
6.2.3 MGF/E et « raisons impérieuses »	51
6.3 Preuves pertinentes à rassembler	58
6.3.1 Attestation médicale	59
6.3.2 Attestation de suivi et/ou rapport psychologique	62
6.3.3 Preuve relative à la protection de l’État	66
- Pays n’ayant pas de loi criminalisant les MGF/E	68
- Pays ayant une loi criminalisant les MGF/E	69
6.3.4 Preuve relative à la possibilité de refuge interne (PRI)	71
- Guide jurisprudentiel pour ressortissants/es du Nigéria	71
- Le guide jurisprudentiel dans les décisions incluses à l’analyse	74
- Guide jurisprudentiel et santé mentale	77
7. Conclusion	82
8. Documents cités	84
9. Autorités canadiennes citées	89
10. Annexe A - Aide-mémoire pour dossier impliquant une MGF/E	91

## ABRÉVIATIONS ET SIGLES UTILISÉS

<b>ASFC</b>	Agence des services frontaliers du Canada
<b>CF</b>	Cour fédérale
<b>CH</b>	Considérations humanitaires
<b>CISR</b>	Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada
<b>DPJ</b>	Directeur de la protection de la jeunesse
<b>ERAR</b>	Évaluation des risques avant renvoi
<b>FDA</b>	Formulaire Fondement demande d’asile
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>LPJ</b>	Loi sur la protection de la jeunesse
<b>MGF</b>	Mutilation génitale féminine
<b>MGF/E</b>	Mutilation génitales féminines, dont l’excision
<b>OBNL</b>	Organisme à but non lucratif
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>SAR</b>	Section d’appel des réfugiés (de la CISR)
<b>SOGC</b>	Société des obstétriciens et gynécologues du Canada
<b>SPR</b>	Section de la protection des réfugiés (de la CISR)
<b>TCRI</b>	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

## **Recherche et rédaction**

Annick LEGAULT, avocate en droit des réfugiés

## **Coordination**

Jennifer Lys GRENIER, M.A. Anthropologie, coordonnatrice du Volet Femmes et coordonnatrice de la réalisation du projet MGF/E, TCRI

## **REMERCIEMENTS**

### **Soutien à la coordination**

Marianne LEAUNE-WELT, coordonnatrice à la Gestion interne et opérationnelle de la TCRI

### **Révision linguistique**

Viviane LEAUNE

### **Pour leur contribution, le Volet Femmes de la TCRI remercie les avocats/es suivants/es :**

Me Mylène BARRIÈRE

Me Vincent DESBIENS

Me Stacy MARKAKI

Me Claudia MOLINA

Me Éric TAILLEFER

Me Sabine VENTURELLI et sa stagiaire du Barreau Raguiata Bah

La TCRI remercie le MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES CANADA (FEGC/WAGE) qui par sa contribution financière a rendu possible la production de ce document.

## LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES/EXCISIONS DANS LE CADRE D’UNE DEMANDE D’ASILE<sup>1</sup>

### Avant-Propos

La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (ci-après TCRI), avec le soutien financier du Ministère des femmes et de l’Égalité des genres Canada, a produit un rapport sur l’*État de la situation* des mutilations génitales féminines/excision (ci-après MGF/E) au Québec.<sup>2</sup> Lors de l’élaboration de ce rapport, publié en janvier 2020, plusieurs besoins, mais aussi des recommandations ont été formulés.

Parmi les principaux constats, il en est ressorti que les femmes et les fillettes ayant vécu ou craignant une mutilation génitale féminine/excision doivent pouvoir bénéficier d’un accès à un continuum de services intersectoriels pour assurer que leurs besoins soient pris en charge par des professionnels/les sensibilisés/es à leurs réalités et problématiques spécifiques. Pour offrir ces services, la connaissance des enjeux entourant les MGF/E est centrale pour les intervenant.e.s. Partant de cette prémisse, il a été identifié, notamment, que (...) *les juges, commissaires et avocats ont eux aussi leurs limites en termes de formation et de compréhension des MGF/E, tant dans leurs manifestations sociales, politiques, économiques qu’expérientielles – telles qu’elles sont vécues par les femmes.*<sup>3</sup>

Ainsi, le besoin d’offrir des informations ciblées aux représentants/es<sup>4</sup> sur la question des MGF/E dans le contexte d’une demande d’asile a été identifié. Ce qui suit se veut un outil de travail, n’ayant pas la prétention d’être exhaustif, pouvant aider à mieux préparer et présenter une demande d’asile pour une femme ou une fillette ayant subi une MGF/E ou craignant d’en subir une. Aussi, plusieurs informations contenues aux présentes lignes directrices peuvent servir dans l’élaboration et la préparation d’autres dossiers d’immigration, tels : un appel devant la section d’appel des réfugiés (SAR), une demande d’autorisation et de contrôle judiciaire devant la Cour Fédérale (CF), une demande d’exemption de visa pour considérations humanitaires (demande CH), une demande d’évaluation des risques avant renvoi (demande ERAR), etc.

---

<sup>1</sup> Ce titre reprend le sous-titre du Manuel pratique à l’usage des avocats, actualisation juin 2014, [En ligne] [<https://www.intact-association.org/images/outils/manuel-avocats-2014.pdf>]

<sup>2</sup> Les mutilations génitales féminines, Un état de situation au Québec, Réalités, besoins et recommandations, janvier 2020, ci-après « Rapport » [En ligne] [<http://tcri.qc.ca/images/publications/volets/volet-femmes/2020/E%CC%81tat de Situation sur les MGF TCRI 2020 .pdf>]

<sup>3</sup> Rapport, précité, pp. 25-26.

<sup>4</sup> Ce terme désigne les avocats/es ainsi que les consultants/es.

Finalement, bien qu’il existe plusieurs termes pour désigner les pratiques en cause, c’est le terme  *mutilations génitales féminines/excision (MGF/E)*<sup>5</sup> qui a été retenu pour les présentes lignes directrices du fait que : « Celui-ci permet de faire référence à la fois à la pratique spécifique de l’excision (qui est la forme la plus répandue) et de référer plus largement à l’ensemble des actes pratiqués sur les corps des filles et des femmes dans le but de définir et d’exercer un contrôle sur leur vie sexuelle et sociale. L’expression  *mutilation génitale féminine (MGF)* est un terme générique, qui désigne l’ensemble des pratiques qui consistent à modifier ou à intervenir sur les parties génitales des filles et des femmes. Il a été consacré par le droit international et réfère tout autant aux engagements et aux stratégies adoptés par l’ensemble des parties signataires pour combattre ces pratiques tant sur la scène nationale qu’internationale. ».<sup>6</sup>

---

---

<sup>5</sup> MGF/E est : « largement utilisée par le Comité multisectoriel pour désigner l’ensemble des pratiques et des contextes.

**Notez que les citations peuvent présenter un vocable différent pour identifier une MGF/E.**

<sup>6</sup> Voir Avant-Propos du Rapport, page xii et voir aussi, quant à l’emploi du vocable **excision**: « (...) et « infibulation » sont utilisés pour désigner des pratiques spécifiques. Ceux-ci se veulent neutres, factuels et détachés des processus politico-historiques qui ont mené à leur définition sur la scène internationale. » (p.13)

## 1. SURVOL DU CONTEXTE INTERNATIONAL ET RÉGIONAL DES MGF/E

L’Organisation mondiale de la santé (ci-après OMS) estime aujourd’hui à plus de 200 millions le nombre de femmes et de fillettes dans le monde ayant subi une forme de MGF/E.<sup>7</sup> Pour 2020, on prévoyait qu’environ quatre (4) millions de filles risquaient de subir une MGF/E.<sup>8</sup> Aujourd’hui, du fait de la pandémie du coronavirus, ce chiffre serait à la hausse à cause d’une augmentation des violences sexo-spécifiques, dont les MGF/E.<sup>9</sup> Cette pratique est donc loin d’être éradiquée.

Cela fait environ trois décennies que plusieurs acteurs internationaux & régionaux réfléchissent sur les divers enjeux entourant les MGF/E et qu’ils se mobilisent pour leur abolition.<sup>10</sup>

En 1990, le *Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes* a adopté une recommandation générale sur l’excision (Recommandation générale N°14)<sup>11</sup>, appelant les États à prendre des mesures appropriées et efficaces pour mettre fin à la pratique. De plus, on souhaitait que les États partis incluent, dans les rapports périodiques à soumettre au Comité, des renseignements sur les mesures spécifiques mises en place pour leur élimination.<sup>12</sup>

Introduit dans les années 70, la terminologie « mutilation génitale féminine »<sup>13</sup> a été adoptée par l’OMS en 1991<sup>14</sup>. Les MGF/E sont dès lors reconnues comme une violation des droits des femmes et des enfants, et donc un enjeu des droits de la personne;<sup>15</sup> une avancée significative pour les femmes et les fillettes dans le contexte du droit international.

---

<sup>7</sup>Mutilations Sexuelles Féminines, WHO, 3 février 2020, [En ligne] [<https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/female-genital-mutilation>]

<sup>8</sup> Mutilations génitales féminines : plus de 4 millions de filles menacées cette année, alerte l’ONU, ONU Info, 6 février 2020, [En ligne] [<https://news.un.org/fr/story/2020/02/1061322>]

Depuis le début de la pandémie il fut constaté, entre autres pour la Somalie, qu’il y avait augmentation de la pratique des MGF : Plan internationale signale une augmentation considérable des MGF en Somalie en période de confinement, 27 mai 2020 [En ligne]

[<https://www.plan-international.fr/info/actualites/communiqués-de-presse/plan-international-augmentation-mgf-somalie-confinement>] Voir aussi : Confinement et après Covid-19 : le risque d’excision en hausse, les associations donnent l’alerte, 4 juin 2020, [En ligne]

[<https://information.tv5monde.com/terriennes/confinement-et-apres-covid-19-le-risque-d-excision-en-hausse-les-associations-donnent-l>]

<sup>9</sup> Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage, UNFPA, 27 avril 2020, disponible en ligne:

[[https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19\\_impact\\_brief\\_for\\_UNFPA\\_24\\_April\\_2020\\_1.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf)]

<sup>10</sup> Évidemment plusieurs s’étaient penchés sur la question des MGF/E avant, mais le mouvement a pris de l’ampleur à cette période.

<sup>11</sup> [En ligne] [<https://www.hri.ca/wp-content/uploads/DOC-2018-06-03-03-03-645.pdf>]

<sup>12</sup> Éliminer les mutilations sexuelles féminines, Déclaration interinstitutions, 2008, p. 9, [En ligne] [[https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/43902/9789242596441\\_fre.pdf?sequence=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/43902/9789242596441_fre.pdf?sequence=1),]

<sup>13</sup> Mutilation génitale féminine, Guide à l’usage des professions concernées, SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et GAMS Belgique, Bruxelles 2011, [en ligne]

[[http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/guide-mgf-fr\\_web.pdf](http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/guide-mgf-fr_web.pdf)]

<sup>14</sup> Après de lourds débats et des critiques importantes.

<sup>15</sup> Le Rapport, précité, p. 6



En 1997, une classification des types de MGF/E a été adoptée et elle demeure valide à ce jour<sup>16</sup> (voir Section 2. *Définition et types de MGF/E*).

En 2008, plusieurs entités internationales se sont regroupées pour l’élaboration d’une déclaration intitulée *Éliminer les mutilations sexuelles féminines, Déclaration interinstitutions*. Son but était :

« (...) un appel à tous les États, aux organisations nationales et internationales, à la société civile et aux communautés qui pratiquent les mutilations sexuelles féminines pour qu’ils défendent les droits des filles et des femmes. Elle demande aussi à ces organismes et communautés de concevoir, de renforcer et de soutenir des actions spécifiques et concrètes afin de parvenir à l’élimination des mutilations sexuelles féminines en une génération. »<sup>17</sup>

En juillet 2008, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ci-après le HCR) a publié les *Principes directeurs sur la protection internationale : La persécution liée au genre dans le cadre de l’article 1A (2) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au Statut des réfugiés*.<sup>18</sup> Ce document est venu offrir un cadre pour les demandes d’asile avec MGF/E, mais aussi la reconnaissance que la réalité des femmes et des fillettes n’avaient pas été incluse dans l’évolution du concept de « réfugié » jusqu’à cette date. On reconnaît enfin, en droit des réfugiés, la « crainte de persécution fondée sur le genre » :

Historiquement, la définition du réfugié a été interprétée dans un cadre d’expériences masculines, ce qui signifie que de nombreuses demandes émanant de femmes ou d’homosexuel(le)s n’ont pas été reconnues.<sup>19</sup>

Cette évolution du droit international s’est réalisée, entre autres, grâce aux développements de la jurisprudence des Tribunaux pénaux de l’Ex-Yougoslavie & du Rwanda, le Statut de Rome, mais aussi de la pratique et la jurisprudence des États.<sup>20</sup>

---

<sup>16</sup> Éliminer les mutilations sexuelles féminines, Déclaration interinstitutions, 2008, p. 3 [En ligne] [[https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/43902/9789242596441\\_fre.pdf?sequence=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/43902/9789242596441_fre.pdf?sequence=1),]

<sup>17</sup> Id., p. 2

<sup>18</sup> Principes directeurs sur la protection internationale : La persécution liée au genre dans le cadre de l’article 1A (2) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au Statut des réfugiés, para.5 [En ligne] [<https://www.refworld.org/docid/3e4141744.html>]

<sup>19</sup> Id.

<sup>20</sup> Principes directeurs sur la protection internationale : La persécution liée au genre dans le cadre de l’article 1A (2) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au Statut des réfugiés, para.5 [En ligne] [<https://www.refworld.org/docid/3e4141744.html>]

Toujours en 2008, le HCR a élaboré le *Manuel du HCR pour la Protection des Femmes et des Filles*.<sup>21</sup> Quoique celui-ci n’adresse pas spécifiquement les MGF/E, il présente des informations détaillées sur l’ensemble des violences sexuelles et sexistes.<sup>22</sup>

En 2009, spécifiquement en rapport avec les MGF/E, le HCR a publié une *Note d’Orientation sur les demandes d’asile relatives aux mutilations génitales féminines*<sup>23</sup> (ci-après Note du HCR). Ce document prévoit :

1. Cette note donne des indications sur le traitement adéquat des demandes d’asile relatives aux mutilations génitales féminines (MGF). Sur la base des développements jurisprudentiels récents, elle établit qu’une fille ou une femme demandant l’asile parce qu’elle a subi ou est susceptible de subir des MGF peut être éligible au statut de réfugié en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Dans certaines circonstances, un parent peut également faire état d’une crainte fondée de persécution entrant dans le champ d’application de la Convention de 1951 dans le cas où son enfant est exposé au risque de MGF.

La Note du HCR devrait donc servir de guide dans toutes les demandes d’asile où les MGF/E sont invoquées. Il représente l’outil de base en plus d’être une référence crédible sur laquelle la Cour fédérale s’est référée à plusieurs reprises.<sup>24</sup> Dans *l’affaire Mohamoud*<sup>25</sup> qui impliquait une enfant et un risque de MGF/E, la Cour a souligné que le Tribunal aurait dû évaluer la preuve en vertu de la Note du HCR.

En 2011, le Conseil de l’Europe a élaboré la *Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique* (ci-après la Convention d’Istanbul) qui sera mis en vigueur en août 2014.<sup>26</sup> Cette Convention, offrait et offre toujours, aux États membres & non-membres

---

<sup>21</sup> [En ligne] [<https://www.unhcr.org/fr-fr/4c8f3fd96.pdf>]

<sup>22</sup> Voir le Manuel, précité, p. 479, dont le lien, en ligne, se trouve à la note 21, pour la définition suivante de **Violence sexuelle et sexiste** : Tout acte de violence qui a pour conséquence, ou qui est susceptible d’avoir pour conséquence, un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou psychologique pour des personnes sur la base de leur sexe ou du genre, y compris la menace d’un tel acte, la coercition ou la privation arbitraire de liberté, qu’elle ait lieu en public ou dans la vie privée. Elle englobe, sans s’y limiter, les formes de violence suivantes : (i) la violence physique, sexuelle et psychologique survenant dans la famille, et qui inclut les brutalités, les abus sexuels à l’encontre des enfants dans leur foyer, la violence liée à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales féminines et autres pratiques traditionnelles nuisibles aux femmes, la violence extraconjugale et la violence liée à l’exploitation; (ii) la violence physique, sexuelle et psychologique survenant au sein de la communauté, y compris le viol, les abus sexuels, le harcèlement et l’intimidation sexuels sur les lieux de travail, dans les institutions d’enseignement et ailleurs, la traite des femmes et la prostitution forcée.; (iii) la violence physique, sexuelle et psychologique perpétrée ou tolérée par l’État ou les institutions, en quelque lieu qu’elle s’exerce

<sup>23</sup> HCR, Note d’Orientation sur les demandes d’asile relatives aux mutilations génitales féminines, mai 2009, [En ligne] [<https://www.unhcr.org/fr/publications/legal/4fd737379/note-dorientation-demandes-dasile-relatives-mutilations-genitales-feminines.html>]

<sup>24</sup> Winifred c. Canada (M.C.I.), 2011 CF 827 (CanLII), para 41 qui cite l’affaire Owobowale c. Canada (M.C.I.), 2010 CF 1150 (CanLII), para 7

<sup>25</sup> Mohamoud c. Canada (M.C.I.), 2015 CF 1408 (CanLII), para 25

<sup>26</sup> [En ligne] [<https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/210/signatures>]

du Conseil de l'Europe, un cadre pour une approche globale de la prévention et la lutte contre les MGF/E.<sup>27</sup> À ce jour, le Canada ne l'a pas signée ni ratifiée<sup>28</sup> et on ne retrouve pas d'équivalent sur le territoire des Amériques.

Quant à la Convention d'Istanbul, elle : « est le premier traité à reconnaître l'existence des MGF en Europe et la nécessité de les combattre systématiquement. Ce traité exige des États parties qu'ils intensifient les mesures préventives en s'adressant aux communautés concernées, mais aussi à l'ensemble du public et aux professionnels compétents. Il impose l'obligation d'offrir protection et assistance aux femmes et aux filles en danger quand elles en ont le plus besoin, et veille à ce que leurs besoins et leur sécurité soient toujours une priorité. »<sup>29</sup> Plus important que tout, cette Convention offre : « Aux décideurs, (...) tout un arsenal de mesures, et aux ONG et à la société civile, une solide référence pour des actions de plaider. Aux femmes et aux filles déjà touchées par les MGF, elle fait savoir que leur sort n'est pas oublié. Pour celles qui sont en danger, elle est un signal d'espoir. »<sup>30</sup>

Depuis l'adoption de la Convention d'Istanbul, le Conseil de l'Europe s'est engagé dans un réel processus de protection des femmes et des fillettes, de sensibilisation, d'éducation, de prévention et d'éradication des MGF/E. Cette Convention a amené à l'élaboration de plusieurs autres documents de référence dont, en 2015, *Un outil pour mettre fin aux mutilations génitales féminines*.<sup>31</sup>

Quant à la Communauté internationale, celle-ci a démontré un regain d'ardeur dans sa volonté d'éradiquer les MGF/E à l'échelle mondiale lorsque l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté la Résolution 67/146<sup>32</sup> en décembre 2012.

---

<sup>27</sup> Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique « Un outil pour mettre fin aux mutilations génitales féminines, 2015, p.4 [En ligne] [[https://www.2idhp.eu/images/convention-prevention-mutilations-genitales-ce\\_150612.pdf](https://www.2idhp.eu/images/convention-prevention-mutilations-genitales-ce_150612.pdf)]

<sup>28</sup> [En ligne] [ <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/210/signatures> ]

<sup>29</sup> Supra note 27

<sup>30</sup> Supra note 27

<sup>31</sup> [En ligne] [[https://www.2idhp.eu/images/convention-prevention-mutilations-genitales-ce\\_150612.pdf](https://www.2idhp.eu/images/convention-prevention-mutilations-genitales-ce_150612.pdf)]

<sup>32</sup> Résolution A/RES/67/146 de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur l'intensification de l'action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines, 20 décembre 2012, [En ligne] [[https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/67/PV.60&Lang=F](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/67/PV.60&Lang=F)]

## 2. DÉFINITIONS & TYPES DE MGF/E

D’emblée, il importe de souligner que les mutilations génitales féminines/excisions « (...) *sont enracinées dans les inégalités et les déséquilibres des rapports de force entre hommes et femmes et qu’elles empêchent les femmes de jouir pleinement et en toute égalité de leurs droits humains.* »<sup>33</sup>

L’OMS et d’autres entités internationales et régionales ont retenu la définition et la typologie suivantes des MGF/E – Classifiées selon le degré de sévérité de l’intervention effectuée :<sup>34</sup>

Les mutilations sexuelles féminines désignent toutes les interventions aboutissant à une ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre mutilation des organes génitaux féminins pratiquées à des fins non thérapeutiques (OMS, UNICEF, UNFPA, 1997)

Type I : Ablation partielle ou totale du clitoris et/ou du prépuce (clitoridectomie).

Type II : Ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres (excision).

Type III : Rétrécissement de l’orifice vaginal avec recouvrement par l’ablation et l’accolement des petites lèvres et/ou des grandes lèvres, avec ou sans excision du clitoris (infibulation).

Type IV : Toutes les autres interventions nocives pratiquées sur les organes génitaux féminins à des fins non thérapeutiques, telles que la ponction, le percement, l’incision, la scarification et la cautérisation.<sup>35</sup>

La Note du HCR <sup>36</sup> a repris la même définition et classification des MGF/E, mais a modifié les titres des différents « types ».

La classification des MGF/E susmentionnée, quoique largement répandue, est aussi remise en cause. Par exemple, lorsqu’il est question d’ablation « totale » du clitoris, ses propos se doivent d’être nuancés car dans les faits, il est impossible, aux vues de la physiologie de cet organe, de le retirer complètement

---

<sup>33</sup> Supra note 12, p. 11.

<sup>34</sup> Pour une classification plus détaillée, voir le Rapport, supra note 3, p. 7

Pour des schémas couleurs de leur classification: Care of girls and women living with female genital mutilation, WHO, pp.27-31 [En ligne]  
<file:///C:/Users/Annick/Desktop/FGM/contrat%20de%20travail%20TCRI/WHO/care%20of%20girls%20and%20women%20living%20with%20FGM%20-%20WHO.pdf>, ou voir le *Lignes directrices de l’OMS sur la prise en charge des complications des mutilations sexuelles féminines*, 2018, pp. 2-4, [En ligne]  
[\[https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1\]](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1)

<sup>35</sup> Supra note 12, p.4.

<sup>36</sup> Note du HCR, précitée, para 3, p.4

et ce même en performant les formes les plus extrêmes de mutilation. Ainsi, lorsque l’on allègue une ablation totale du clitoris, on réfère généralement à son gland et non pas à l’intégralité de ses racines qui ne sont aucunement accessibles. Au moment où la typologie des MGF/E a été pensée, les connaissances scientifiques relatives au clitoris étaient minimales; on le percevait comme un « petit bouchon » et rien de plus.<sup>37</sup>

Une femme ou une fillette peut, après avoir survécu à une excision, être contrainte de subir d’autres MGF/E au cours de sa vie.<sup>38</sup> Ceci s’avère notamment possible lors d’un mariage ou de la naissance d’un enfant. Une femme infibulée par exemple peut être soumise à une désinfibulation<sup>39</sup> pour permettre le passage du bébé et ensuite une réinfibulation<sup>40</sup> post naissance. Également, une femme ou une fillette qui a été soumise à une MGF/E « mineure », peut subir plus tard dans sa vie, une mutilation plus grave, imposée par un-e membre de la famille élargie.

La médicalisation de la pratique des MGF/E, c’est-à-dire pratiquée par des médecins dans un cadre médical, est également dénoncée par les agences internationales. L’UNICEF a explicité ainsi sur le sujet: « *Les mutilations opérées par des médecins sont toujours des mutilations. Les professionnels de la santé formés qui pratiquent les MGF violent les droits fondamentaux, l’intégrité physique et la santé des filles* », a déclaré la Directrice exécutive de l’UNICEF, Henrietta Fore. « *Médicaliser la pratique ne la rend pas sûre, morale ou défendable* ».<sup>41</sup>

## 2.1 Les complications possibles d’une MGF/E

Les complications découlant d’une MGF/E peuvent être multiples et il est difficile, voire impossible d’en faire une présentation exhaustive. Cependant, pour les fins d’un dossier d’asile impliquant une MGF/E, il s’avère important d’en avoir une connaissance de base afin de :

- Poser les bonnes questions;

---

<sup>37</sup> Rapport, précitée, p. 9

<sup>38</sup> Note du HCR, précitée, para 6, p. 5

<sup>39</sup> Pratique consistant à sectionner la cicatrice vaginale chez une femme qui a subi une infibulation, ce qui est souvent nécessaire pour remédier aux complications sanitaires et à la souffrance ainsi que pour permettre les rapports sexuels ou faciliter l’accouchement (Lignes directrices de l’OMS sur la prise en charge des complications des mutilations sexuelles féminines. OMS, Glossaire p.vii [En ligne] [\[https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1\]](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1)

<sup>40</sup> Procédure pour recréer une infibulation. WHO, Stratégie mondiale visant à empêcher le personnel de la santé de pratiquer des mutilations génitales féminines, 2010, p. 1 [En ligne] [\[https://www.unicef.org/protection/WHO\\_RHR\\_10.9\\_french.pdf\]](https://www.unicef.org/protection/WHO_RHR_10.9_french.pdf) où

Procédure consistant à rétrécir l’orifice vaginal chez une femme après une désinfibulation (notamment après un accouchement) ; également appelée re-suture. (Lignes directrices de l’OMS sur la prise en charge des complications des mutilations sexuelles féminines, OMS, Glossaire p.vii [En ligne] [\[https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1\]](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1)

<sup>41</sup> Supra note 8

Voir aussi, de l’UNICEF, MGF : 1 survivante sur 4 a été excisée par un prestataire de santé, 6 février 2020 [En ligne]

[\[https://www.unicef.fr/article/mgf-1-survivante-sur-4-ete-excisee-par-un-prestataire-de-soins-de-sante\]](https://www.unicef.fr/article/mgf-1-survivante-sur-4-ete-excisee-par-un-prestataire-de-soins-de-sante)

- S’assurer d’avoir toutes les informations pertinentes pour mieux construire le dossier et;
- S’assurer d’identifier les documents pertinents à rassembler

Pour les femmes et les fillettes ayant vécues une MGF/E, les complications peuvent être immédiates (suivant la pratique de la mutilation) et tardives (conséquences qui perdurent dans le temps). Ces complications néfastes peuvent être à la fois physiques et psychologiques.<sup>42</sup>

### **Complications immédiates**

- Œdème (vulgairement dit : « gonflement des tissus génitaux »)
- Douleurs intenses
- Choc important (traumatisme)
- Saignements excessifs (hémorragie)
- Infections
- Difficultés à uriner (douleurs, fuites, incontinence)
- Virus de l’immunodéficience humaine (VIH), hépatite et autres infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS)
- La mort liée à une grave hémorragie ou une septicémie

### **Complications tardives**

- Problème en lien avec les accouchements : 1) accouchement par césarienne 2) enfants nés de femmes ayant subi une MGF/E sont exposés à un risque plus élevé de décès néonatal<sup>43</sup> 3) incidence élevée des hémorragies post-partum, etc.
- Douleurs chroniques (au niveau de la vulve, urinaires, menstruelles, etc.)
- Béance génitale
- Œdème ou cicatrice chéloïde
- Kyste au niveau de l’organe génital et/ou névrome clitoridien
- Infections
- Une diminution du plaisir sexuel et/ou d’autres complications psycho-sexuelles
- État de stress post-traumatique, troubles anxieux, dépression, un sentiment de mésestime, perte de mémoire<sup>44</sup>

Les complications varient significativement d’une femme ou une fillette à une autre. Il est donc important de ne pas en présumer les effets ressentis. De plus, il arrive qu’une femme ou une fillette

---

<sup>42</sup> Pour l’énumération des conséquences, nous nous sommes référés, entre autres, aux Lignes directrices de l’OMS sur la prise en charge des complications des mutilations sexuelles féminines, pp.6-7 [En ligne] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1>

<sup>43</sup> Supra note 12, p.38 (Annexe 5)

<sup>44</sup> Trop de souffrance – MGF et asile dans l’Union européenne, une analyse statistique, UNHCR, p.21 [En ligne] <https://www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain/pendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=5163edf14>

n’ait plus aucun souvenir entourant la MGF/E; cela ne signifie pas que la MGF/E ne soit pas pertinente pour le dossier.

Les MGF/E sont pratiquées sur des femmes et des fillettes de tous les groupes d’âge, indépendamment du milieu socio-économique, du niveau d’instruction, du revenu, de la résidence en zone urbaine vs. rurale, etc.

Les raisons pour lesquelles la pratique de ces mutilations perdurent sont multiples :

Les MGF sont pratiquées pour des raisons socioculturelles, qui varient d’une région à une autre et d’un groupe ethnique à un autre, la principale étant que cela fait partie de l’histoire et de la tradition culturelle de la communauté. Dans de nombreuses cultures, ces mutilations constituent un rite de passage à l’âge adulte et sont également pratiquées pour conférer un sentiment d’identité ethnique et culturelle au sein de la communauté. Dans de nombreux contextes, l’acceptation sociale constitue la raison principale pour perpétuer cette pratique. Les autres raisons incluent préserver la virginité avant le mariage, favoriser l’éligibilité au mariage (c’est-à-dire augmenter les chances pour une fille de trouver un mari), garantir la fidélité après le mariage, éviter le viol, fournir une source de revenus aux circonciseurs, ainsi que des raisons d’esthétique (propreté et beauté). Certaines communautés pensent que les MGF sont une obligation religieuse, bien qu’elles ne soient pas mentionnées dans les grands textes religieux comme le Coran ou la Bible. En fait, ces mutilations sont antérieures à l’Islam et de nombreux pays musulmans ne les pratiquent pas, alors qu’elles sont pratiquées dans certaines communautés chrétiennes.<sup>45</sup> (Références omises)

Le passage précité, montre qu’il importe aussi de mettre l’emphase sur le fait qu’il existe des communautés animistes, juives et chrétiennes qui pratiquent les MGF/E.<sup>46</sup> Cette réalité est méconnue et le manque de connaissance à ce sujet amène parfois les décideurs/es, mais aussi les représentants/es, à formuler des constats erronés quant à la religion et aux MGF/E. Finalement, notons que **les traditions culturelles, plus que les traditions religieuses, justifient et motivent la persistance de la pratique des MGF/E.**<sup>47</sup>

Un autre fait crucial à souligner est que, dans la majorité des pays excisant, les parents (mère/père ou personne faisant figure de) ne sont pas les détenteurs exclusifs de l’autorité parentale. L’enfant étant perçu comme appartenant à l’ensemble de la famille et/ou de la communauté, les parents eux-mêmes peuvent être impuissants à empêcher l’excision de leur fille. Aussi, il peut exister des dissensions au

---

<sup>45</sup> Lignes directrices de l’OMS sur la prise en charge des complications des mutilations sexuelles féminines p.1 [En ligne] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1>

<sup>46</sup> Aussi, à cet effet, l’article Female genital cutting (FGC) and the ethics of care: community engagement and cultural sensitivity at the interface of migration experiences, by Bilkis Vissandjée, Shereen Denetto, Paula Migliardi and Jodi Proctor, BMC, International Health and Human Rights, 2014, [En ligne] [\[https://bmcinthealthhumrights.biomedcentral.com/articles/10.1186/1472-698X-14-13\]](https://bmcinthealthhumrights.biomedcentral.com/articles/10.1186/1472-698X-14-13)

<sup>47</sup> Id.



sein du couple de parents, ou entre les parents et leurs familles respectives, l’un s’opposant à la pratique et l’autre souhaitant la perpétuer. Qui plus est, les pressions exercées sur les parents ou la famille pour qu’une enfant soit soumise à une MGF/E ne sont pas sevrées par la migration. L’ascendance et l’influence que ces personnes peuvent exercer persistent à travers les liens transnationaux qui sont maintenus et parfois même renforcés par la migration. Il est donc important de comprendre la provenance des différentes sources de pression, d’influence et de menaces qui pèsent sur une femme ou une fillette qui tente de se protéger d’une MGF/E.



## 2.2 Les MGF/E s’inscrivent souvent dans un continuum de violence fondée sur le genre<sup>48</sup>

Les MGF/E sont une forme de persécution; une violence sexiste et/ou une violence fondée sur le genre<sup>49</sup> qui se définissent comme suit:

Violence dirigée contre une personne ou un groupe de personnes sur la base de leur genre ou de leur sexe. Cette violence comprend les actes qui causent un préjudice ou une souffrance physique, mental·e ou sexuel·le, la menace de tels actes, la contrainte et d’autres privations de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée.<sup>50</sup>

Qui plus est, les MGF/E sont rarement une violence genrée isolée. Elles s’inscrivent généralement dans un contexte plus large d’inégalité entre les hommes et les femmes. Ainsi, une femme ou une fillette ayant subi une MGF/E ou craignant d’en subir une a très souvent été exposée à un continuum de violence et/ou de discrimination fondé sur le genre. D’ailleurs, une fois arrivée en sol canadien, une femme peut encore être aux prises avec ce continuum et il est important d’avoir cette réalité en tête lors de la prise de contact et des entretiens.

Entre autres, il importe d’être sensibilisé à certaines situations pour une meilleure compréhension du vécu de la femme ou de la fillette concernée. En effet, il est possible:

- Que certaines décisions sociales sont prises ou ont été prises par une tierce personne<sup>51</sup> (exemples: éducation, emploi, etc.)
- Que les décisions familiales soient prises ou ont été prises par une tierce personne (exemples: mariage forcé et/ou précoce (autant le choix du partenaire, que le moment de la célébration de l’union), le lévirat (mariage du frère du défunt mari), l’endroit où elle doit vivre, les enfants qu’elle doit avoir, etc.
- Qu’elles vivent ou aient vécu de la violence conjugale et/ou familiale (économique, physique, psychologique & sexuelle)

---

<sup>48</sup> Ou violence sexo-spécifique

<sup>49</sup> Définition du terme « genre » : « *les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits, qu’une société donnée considère comme appropriés pour les femmes et les hommes* » repris de la Convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique, 12 avril 2011, (aussi connu sous le nom Convention d’Istanbul), [En ligne] [<https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680084840>]

<sup>50</sup> Supra note 21, p.479

<sup>51</sup> Souvent l’homme ou les hommes de sa famille, mais aussi parfois de la famille du conjoint (patriarche/s)

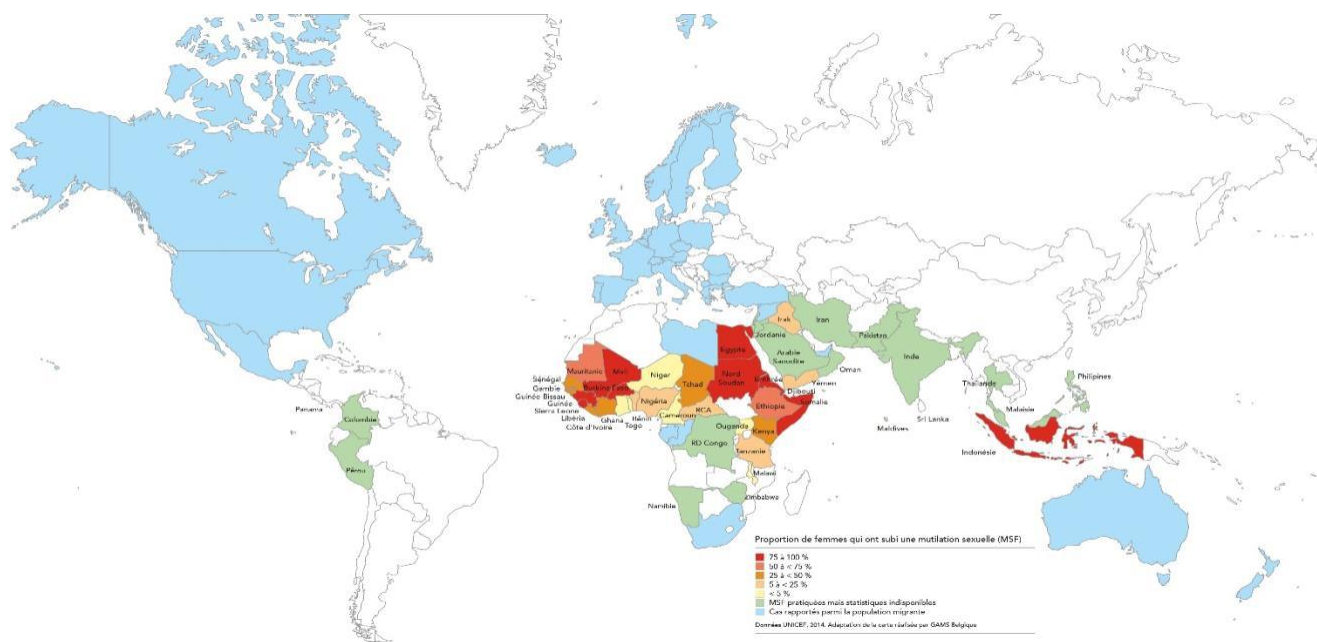
Ainsi, il ne faut pas présumer que ce continuum prend fin dès que la femme ou la fillette se trouve en sol Canadien. Il est important d’être sensible à la possibilité que ces actions, en partie ou totalement, soient déterminées par une tierce personne.

Si le plus souvent, la violence et/ou la discrimination vécue par la femme ou la fillette se produit au sein de la famille élargie, elle peut aussi être présente dans d’autres sphères de sa vie, telles : les lieux de culte, les lieux de socialisation (marché, services publics, etc.), leur communauté, etc.

Ce continuum de violence et/ou discrimination est vécu et ressenti différemment selon les femmes et les fillettes. Encore une fois, il importe d’être à l’écoute et de ne pas présumer les faits ou le ressenti vécu par elles.

### 2.3 Pays où on pratique les MGF/E

Une femme et/ou fillette pourrait ne pas vouloir partager son expérience de MGF/E ou sa crainte d’en subir une avec son représentant/e (Voir section 4.2). Il s’avère donc pertinent de connaître les pays à forte et moyenne prévalence de ces pratiques afin de soulever le « sujet » avec les demandeuses possiblement concernées.<sup>52</sup>



D’après le *Fond des Nations Unies pour la population* (UNFPA), les MGF/E sont pratiquées dans toutes les régions du monde<sup>53</sup> quoique principalement en Afrique, en Asie et en Amérique du sud.

<sup>52</sup>La carte qui suit a été reprise [En ligne]

[<http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/GAMS-carte2017FR-1.pdf>]

<sup>53</sup> Perspectives démographiques sur les mutilations génitales féminines, UNFPA, p.6 [En ligne]

Voici, à titre indicatif, des données présentées par l’UNICEF sur les pays de prévalence quant à la pratique des MGF/E (2013) :<sup>54</sup>

Estimations de prévalences nationales des MGF/E chez les filles et les femmes de 15 à 49 ans.
Somalie 98
Guinée 96
Djibouti 93
Égypte 91
Érythrée 89
Mali 89
Sierra Leone 88
Soudan <sup>55</sup> 88
Burkina Faso 76
Gambie 76
Éthiopie 74
Mauritanie 69
Libéria 66
Guinée-Bissau 50
Tchad 44
Côte d’Ivoire 36
Kenya 27
Nigéria 27
Sénégal 26
République-Unie de Tanzanie 24
Yémen 23
République centrafricaine 15
Bénin 13
Iraq 8
Ghana 4
Togo 4
Niger 2
Cameroun 1
Ouganda 1

Les données portant sur la prévalence des MGF/E pour certains pays donnés nécessitent certaines explications et/ou mises en contexte.

[https://www.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/Demographic%20Perspectives%20on%20FGM\\_FR\\_0.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/Demographic%20Perspectives%20on%20FGM_FR_0.pdf)

<sup>54</sup> Mutilations génitales féminines / excision: aperçu statistique et étude de la dynamique des changements, UNICEF, p.3 [En ligne] [[https://www.unicef.org/esaro/FGM\\_Report\\_Summary\\_French\\_16July2013.pdf](https://www.unicef.org/esaro/FGM_Report_Summary_French_16July2013.pdf)]

<sup>55</sup> Les données concernant les MGF/E ont été recueillies uniquement dans la partie nord de l’ancien Soudan, avant que la République du Soudan du Sud ne se sépare de la République du Soudan en juillet 2011. Aucune donnée n’a été recueillie dans ce qui correspond à l’actuel Soudan du Sud car on considère que les MGF/E n’y sont généralement pas pratiquées. Par conséquent, ce rapport traite uniquement de la République du Soudan.

Premièrement, *la prévalence des MGF/E varie presque autant à l’intérieur des pays qu’entre eux.*<sup>56</sup> Ainsi, elles ne sont pas pratiquées uniformément dans un pays donné, ni même dans une région d’un pays donné.

Par exemple, pour le Nigéria,<sup>57</sup> la pratique des MGF/E varie significativement d’un État à un autre.<sup>58</sup> On estime que dans l’État de Osun, 68% des femmes entre 15-49 ans ont subi une forme de MGF/E alors que pour l’État de Niger cette pratique représente moins de 1% (0,6%) pour les femmes du même groupe d’âge.<sup>59</sup> Toujours pour le Nigéria, les statistiques augmentent en zones urbaines comparativement aux zones rurales.<sup>60</sup> De plus, selon des études réalisées sur plusieurs années, les ménages plus aisés auraient une prévalence plus élevée de MGF/E (*FGM/C prevalence increased significantly with higher wealth status. In other words, women from the wealthiest households had a higher prevalence than those from the poorest households*).<sup>61</sup>

L’appartenance ethnoculturelle peut un indicateur plus significatif que les taux de prévalence nationaux pour évaluer le niveau de risque d’une excision. Dans des pays où la prévalence nationale est faible, tel que l’Inde par exemple, l’appartenance à une minorité ethnique telle que les Dawoodi Bohras constitue un risque élevé pour les MGF/E. Aussi, le fait que les MGF/E soient criminalisées dans plusieurs pays excisants n’entraîne pas pour autant un abandon, ni même une condamnation, de la pratique et donc ne constitue pas une sauvegarde contre le risque d’excision. C’est le cas de la Guinée par exemple où la pratique des MGF/E est illégale depuis 2000 mais où les taux de prévalences nationaux se maintiennent à 97%.<sup>62</sup>

Ce qui importe de retenir de cette section, c’est que la pratique des MGF/E est très répandue dans le monde. Par conséquent, il pourrait être pertinent d’aborder la question des MGF/E, avec sensibilité, mais de façon quasi systématique, avec les femmes et les fillettes qui demandent la protection au Canada.

---

<sup>56</sup> Rapport, précité, p. 17

<sup>57</sup> Dans l’analyse jurisprudentielle, sur les 87 décisions recensées, 76 étaient des dossiers de ressortissants du Nigéria. Ainsi, il semble pertinent de produire l’exemple du Nigéria.

<sup>58</sup> Unicef, Nigeria, Statistical profile on female genital mutilation, [En ligne] [nigeria – UNICEF Data](#)

<sup>59</sup> Female genital mutilation/cutting in Nigeria: is the practice declining? A descriptive analysis of successive demographic and health surveys and multiple indicator cluster surveys (2003–2017), Evidence to End FGM/C, February 2020, p.10 [En ligne] [https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2020RH\\_FGMC-NigeriaDHS-MICS.pdf](https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2020RH_FGMC-NigeriaDHS-MICS.pdf)

<sup>60</sup> Id. p. 12

<sup>61</sup> Id. p. 12

<sup>62</sup> <https://www.unicef.ch/fr/notre-travail/programmes/la-lutte-contre-lexcision-en-guinee>

### 3. DROIT CRIMINEL CANADIEN & MGF/E

Le Canada est signataire de plusieurs traités internationaux adressant les droits de la personne et plus spécifiquement l'éradication des MGF/E. Ceux-ci ont influé sur le développement du droit interne canadien. En 1997, le Canada a criminalisé la pratique des MGF/E en adoptant la disposition suivante:

#### **Voies de fait graves<sup>63</sup>**

**268 (1)** Commet des voies de fait graves quiconque blesse, mutilé ou défigure le plaignant ou met sa vie en danger.

#### **Peine**

(2) Quiconque commet des voies de fait graves est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

#### **Excision**

(3) Il demeure entendu que l'excision, l'infibulation ou la mutilation totale ou partielle des grandes lèvres, des petites lèvres ou du clitoris d'une personne constituent une blessure ou une mutilation au sens du présent article, sauf dans les cas suivants :

- a) une opération chirurgicale qui est pratiquée, par une personne qui a le droit d'exercer la médecine en vertu des lois de la province, pour la santé physique de la personne ou pour lui permettre d'avoir des fonctions reproductives normales, ou une apparence sexuelle ou des fonctions sexuelles normales;
- b) un acte qui, dans le cas d'une personne âgée d'au moins dix-huit ans, ne comporte pas de lésions corporelles.

#### **Consentement**

(4) Pour l'application du présent article et de l'article 265, ne constitue pas un consentement valable le consentement à l'excision, à l'infibulation ou à la mutilation totale ou partielle des grandes lèvres, des petites lèvres ou du clitoris, sauf dans les cas prévus aux alinéas (3)a) et b). L.R. (1985), ch. C-46, art. 268 1997, ch. 16, art. 5

Cette disposition s'applique pour les MGF/E pratiquées en sol canadien, mais aussi pour celles qui seraient commises à l'étranger (exemple : on tenterait de faire voyager sa fillette afin qu'elle subisse l'excision).

---

<sup>63</sup> Code criminel (L.R.C. (1985), ch. C-46), [En ligne]  
<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-46/page-57.html#docCont>

En plus, un parent qui permet à ce qu'une personne procède à une excision sur son enfant, engage aussi sa responsabilité criminelle par le truchement de l'article 21 du Code criminel :

### **Participants à une infraction**

#### **21 (1) Participent à une infraction :**

- a) quiconque la commet réellement;
- b) quiconque accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider quelqu'un à la commettre;
- c) quiconque encourage quelqu'un à la commettre.

### **Intention commune**

(2) Quand deux ou plusieurs personnes forment ensemble le projet de poursuivre une fin illégale et de s'y entraider et que l'une d'entre elles commet une infraction en réalisant cette fin commune, chacune d'elles qui savait ou devait savoir que la réalisation de l'intention commune aurait pour conséquence probable la perpétration de l'infraction, participe à cette infraction.

S.R., ch. C-34, art. 21

À ce jour, aucune condamnation criminelle sous l'article 268(3) du Code criminel n'a été répertoriée. Nonobstant cela, il s'avère important de partager le fait que le Canada criminalise les MGF/E et cela même si elles sont pratiquées à l'extérieur de ses frontières. L'imputabilité repose sur les adultes (parents, tuteurs, autres) ayant sous leur responsabilité des fillettes en âges de subir une MGF/E.<sup>64</sup> À minima, ces informations devraient être transmises à l'ensemble des ressortissantes et ressortissants provenant des pays où la pratique est répandue et cela nonobstant le fait que le dossier soit en lien avec une MGF/E ou non.

---

<sup>64</sup> Cette information devrait être transmise, lorsque possible, aux deux parents.

#### 4. DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (ci-après DPJ)

Dans la situation où une fillette est contrainte de subir une MGF/E ou qu’elle l’ait déjà subie, le Directeur de la protection de la jeunesse peut intervenir. En effet, quoique sa loi constitutive ne fasse pas explicitement mention des MGF/E, certaines de ses dispositions peuvent être invoquées pour assurer la protection de la mineure.

L’article 38 de la *Loi sur la protection de la jeunesse*<sup>65</sup> (ci-après la LPJ) prévoit l’ensemble des motifs de compromissions pour une enfant, soit les situations dans lesquelles on intervient. Dans les cas où on invoque une MGF/E, trois motifs de compromission peuvent s’appliquer:

- 38 c) mauvais traitements psychologiques
- 38 d) abus sexuels et
- 38 e) abus physiques<sup>66</sup>

38. Pour l’application de la présente loi, la sécurité ou le développement d’un enfant est considéré comme compromis lorsqu’il se retrouve dans une situation d’abandon, de négligence, de mauvais traitements psychologiques, d’abus sexuels ou d’abus physiques ou lorsqu’il présente des troubles de comportement sérieux.

On entend par:

(...)

c) mauvais traitements psychologiques: lorsque l’enfant subit, de façon grave ou continue, des comportements de nature à lui causer un préjudice de la part de ses parents ou d’une autre personne et que ses parents ne prennent pas les moyens nécessaires pour mettre fin à la situation. Ces comportements se traduisent notamment par de l’indifférence, du dénigrement, du rejet affectif, du contrôle excessif, de l’isolement, des menaces, de l’exploitation, entre autres si l’enfant est forcé à faire un travail disproportionné par rapport à ses capacités, ou par l’exposition à la violence conjugale ou familiale;

---

<sup>65</sup> Chapitre P-34.1

<sup>66</sup> Information reprise d’un avis juridique produit par le contentieux de la DPJ en novembre 2019. L’avis juridique avait été présenté, entre autres, lors d’une journée de réflexion sur les MGF/E au Québec, le 28 janvier 2020, et ce par l’avocate Marie-Aimée Beaulac du contentieux du CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal et Annie-Claude Bibeau, chef de service accueil Direction de la protection de la jeunesse, CIUSSS du Centre-Sud de l’Île-de-Montréal.

*d) abus sexuels:*

1° lorsque l'enfant subit des gestes à caractère sexuel, avec ou sans contact physique, incluant toute forme d'exploitation sexuelle, de la part de ses parents ou d'une autre personne et que ses parents ne prennent pas les moyens nécessaires pour mettre fin à la situation;

2° lorsque l'enfant encourt un risque sérieux de subir des gestes à caractère sexuel, avec ou sans contact physique, incluant un risque sérieux d'exploitation sexuelle, de la part de ses parents ou d'une autre personne et que ses parents ne prennent pas les moyens nécessaires pour mettre fin à la situation;

*e) abus physiques:*

1° lorsque l'enfant subit des sévices corporels ou est soumis à des méthodes éducatives déraisonnables de la part de ses parents ou de la part d'une autre personne et que ses parents ne prennent pas les moyens nécessaires pour mettre fin à la situation;

2° lorsque l'enfant encourt un risque sérieux de subir des sévices corporels ou d'être soumis à des méthodes éducatives déraisonnables de la part de ses parents ou d'une autre personne et que ses parents ne prennent pas les moyens nécessaires pour mettre fin à la situation;

(...).<sup>67</sup>

D'après ce qui précède, le champ d'application de la LPJ est donc plus large que celui du Code criminel canadien.<sup>68</sup> De plus, le fardeau de preuve au criminel (*hors de tout doute raisonnable*), est beaucoup plus élevé pour qu'une personne soit condamnée que le fardeau qui doit être rencontré pour conclure à la « compromission » d'un enfant; soit la *prépondérance de preuve*.<sup>69</sup>

Quant aux motifs de compromission, tel que relaté ci-haut, la LPJ prévoit la possibilité d'invoquer les séquelles psychologiques d'une fillette à risque d'une MGF/E, mais aussi pour une fillette qui l'aurait déjà subie. Ainsi, s'il est constaté que le/la/les garant·e·s de l'autorité parentale n'ont pas répondu aux besoins psychologiques suite à une excision, on pourra déterminer que l'enfant est compromise.

---

<sup>67</sup> 1977, c. 20, a. 38; 1981, c. 2, a. 8; 1984, c. 4, a. 18; 1994, c. 35, a. 23; 2006, c. 34, a. 14; 2016, c. 12, a. 36; 2017, c. 18, a. 18.

<sup>68</sup> Voir le Rapport, précité, p. 33

<sup>69</sup> De plus, il importe de souligner que le fardeau de preuve, au criminel (*hors de tout doute raisonnable*), pour qu'une personne soit condamnée, est beaucoup plus élevé que le fardeau qui doit être rencontré pour conclure à la « compromission » de l'enfant (la *prépondérance des probabilités*). Voir les liens ci-joints : <https://educaloi.qc.ca/capsules/le-droit-criminel-cest-quoi/> & <https://www.barreau.qc.ca/media/1590/guide-droit-jeunesse.pdf>



Aussi, et en conformité avec les résolutions de l'OMS quant aux MGF/E, les excisions constituent des « abus physiques » mais non des abus sexuels.<sup>70</sup>

Aussi, le/la/les garant·e·s de l'autorité parentale ne peuvent pas invoquer leurs valeurs et/ou la tradition<sup>71</sup> pour justifier une MGF/E sur une mineure et ce en vertu de l'article 38.3 de la LPJ qui prévoit que :

**38.3.** Aucune considération, qu'elle soit d'ordre idéologique ou autre, incluant celle qui serait basée sur une conception de l'honneur, ne peut justifier une situation prévue aux articles 38 et 38.1.

Il importe de savoir que les professionnel·le·s ont l'obligation de faire un signalement auprès de la DPJ, nonobstant l'existence ou non du secret professionnel, du moment qu'il y a *un motif raisonnable de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est ou peut être considéré comme compromis au sens de l'article 38 ou au sens de l'article 38.1, est tenu de signaler sans délai la situation au directeur (...)*.<sup>72</sup> Quant aux avocat·e·s<sup>73</sup> qui disposent d'informations pouvant compromettre un enfant et qui sont dans l'exercice de leurs fonctions, ils n'ont pas l'obligation de faire une dénonciation.<sup>74</sup>

Dans les situations où les signalements sont retenus, les « pouvoirs immédiats » de la DPJ sont importants.<sup>75</sup> Entre autres, outre retirer l'enfant de son lieu de compromission, un tribunal de la jeunesse peut ordonner la saisie du passeport d'un enfant si le juge a des raisons crédibles de croire qu'elle court un risque d'être voyageée à l'étranger dans le but de subir une excision.

La LPJ présente cependant des limites. Dans le cas où le Gouvernement canadien, par l'entremise de l'Agence des services frontaliers du Canada (ci-après l'ASFC), est indirectement l'auteur de la « compromission » en procédant à la déportation vers un pays où une fillette peut être à risque d'une MGF/E, la DPJ n'aura pas juridiction pour intervenir.

---

<sup>70</sup> Rapport, précité, p.33.

<sup>71</sup> Rapport, précité, p.33.

<sup>72</sup> Article 39 de la LPJ.

<sup>73</sup> Donc à l'exclusion des consultant·e·s et autres formes de représentants rémunérés ou non (les notaires, eux, sont inclus avec les avocat·e·s)

<sup>74</sup> Article 39, passage pertinent non numéroté : Les premier, deuxième et quatrième alinéas s'appliquent même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf à l'avocat et au notaire qui, dans l'exercice de leur profession, reçoivent des informations concernant une situation visée à l'article 38 ou 38.1.

Voir aussi : Rapport, précité, p. 34 et la source de référence du Rapport : <https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/aide-et-soutien/faire-un-signalement-au-dpj/obligation-de-signaler/>

<sup>75</sup> Article 46 de la LPJ.

## 5. LA COMMUNICATION DANS LE CONTEXTE D’UN DOSSIER MGF/E

Les méthodes de communications doivent être adaptées aux besoins des femmes et des fillettes. Celles ayant vécu une MGF/E ou la craignant peuvent avoir besoin que l’on s’adresse à elles « différemment » et ce afin que le lien de confiance s’établisse et se maintienne.

D’emblée, elles peuvent ne pas vouloir aborder ouvertement la question d’une MGF/E avec le/la représentant/e et ceci peut s’expliquer pour diverses raisons, notamment<sup>76</sup> :

- Le fait qu’elle n’ait pas conscience d’avoir été victime d’un acte persécutoire. Elle n’imagine donc pas pertinent de l’invoquer dans le cadre de sa demande d’asile;
- La détresse dans laquelle elle se trouve;
- La crainte du jugement, les stéréotypes;
- Le fait qu’une MGF/E représente, pour elle, une affaire privée, une affaire du passé et/ou
- Le fait que le représentant légal soit un homme.

Peu importe ce qui les empêche de partager leur vécu, il est nécessaire de trouver les moyens adaptés pour communiquer et favoriser le partage d’informations. Cependant, il ne faut pas qu’un·e représentant·e se comporte tel un·e intervenant·e social·e. Chaque professionnel·le a un rôle bien défini, mais surtout son expertise. Ainsi, un·e représentant·e doit se limiter à prodiguer des conseils quant au dossier.

À ce jour, le Canada ne dispose pas d’outil ou de guide spécifique pour soutenir la pratique du représentant<sup>77</sup>. La Belgique a produit un *Guide à l’usage des professions concernées* par les MGF/E dans lequel on y propose des conseils pertinents, dont l’importance<sup>78</sup> :

- Être à l’écoute, ne pas forcer la femme à parler plus que capable (se montrer patient);
- Ne pas prétendre pouvoir anticiper les choses à sa place;
- Démontrer de l’empathie;
- Démontrer que l’échange est constructif;
- Demeurer objectif;
- Aborder la question des conséquences pour la santé;
- Être attentif à la présence et l’impact potentiel de nos propres biais et préjugés &
- Faire preuve de compétences culturelles (envisager les expériences et les choix des femmes à partir de leur cadre référentiel et non le vôtre).

---

<sup>76</sup> Supra note 1, p. 94 & supra note 34, p.45. Ce dernier est adressé aux personnels de la santé, mais certaines informations sont transposables aux rapports conseillère/conseiller & cliente

<sup>77</sup> On peut consulter : Les soins aux enfants néo-canadiens, Guide pour les professionnels de la santé œuvrant auprès des familles immigrantes et réfugiées, la mutilation génitale féminine/excision, [En ligne] [<https://www.enfantsneocanadiens.ca/screening/fgm#ce-que-les-praticiens-de-la-sant%C3%A9-peuvent-faire>]

<sup>78</sup> Guide à l’usage des professions concernées par les MGF, p.72-73 [En ligne] [[http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/guide-mgf-fr\\_web.pdf](http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/guide-mgf-fr_web.pdf),]

Les conseils précités pour améliorer la communication ne sont pas faciles à mettre en place dans le contexte des échanges entre le représentant·e et la cliente (femme ou fillette), mais sont souhaitables. Entre autres, les contraintes de temps, peuvent exercer une pression induite sur la femme ou la fillette pour qu’elle s’exprime avant qu’elle soit suffisamment à l’aise pour parler.

### 5.1 Communiquer l’importance du mot « mutilation »

L’usage du mot « mutilation » dans MGF/E est très important dans le cadre des démarches auprès de la Section de la protection des réfugiés (SPR) et la Section d’appel des réfugiés (SAR) de la Commission de l’Immigration et du statut de réfugié (CISR) et ce, peu importe si la demandeuse d’asile, elle, fait usage d’un vocable différent (exemple : circoncision).<sup>79</sup>

En utilisant le mot « mutilation » on s’assure qu’il y ait:

(...) une distinction linguistique claire par rapport à la circoncision masculine, et met l’accent sur la gravité et le caractère néfaste de l’acte. L’utilisation du mot « mutilation » renforce le fait que la pratique est une violation des droits des filles et des femmes, et permet par conséquent de défendre aux niveaux national et international son abandon.<sup>80</sup>

Cependant, le choix du mot « mutilation » n’est pas sans stigmatisation et controverse.<sup>81</sup> Il est donc important d’expliquer à la femme et/ou à la fillette le choix du mot employé dans le contexte des enjeux de son dossier de réfugiée. La communication est essentielle pour assurer un climat de confiance et de respect.

Quant au moment opportun de communiquer la crainte d’une MGF/E et/ou le fait d’en avoir subi une auprès de la SPR, il est fortement recommandé d’en faire la mention explicite à même le formulaire *Fondement de la demande d’asile* (FDA). Il pourrait aussi s’avérer pertinent de prévoir une mention par laquelle on explique le choix du mot « mutilation » lorsque celui-ci n’est pas employé naturellement par la demandeuse d’asile.<sup>82</sup> Le but d’apporter cette précision est d’assurer que le témoignage de la demandeuse concorde avec les informations contenues à son FDA afin d’éviter une inférence négative quant à sa crédibilité.

### 5.2 Situer les MGF/E dans un contexte plus large

---

<sup>79</sup> Il est très important de respecter la terminologie choisie par la femme. Dans plusieurs langues africaines (...) les termes utilisés pour désigner une excision sont évocateurs de la notion de « purification ».

Supra note 3, p.13

<sup>80</sup> Supra note 12, annexe 1, p. 26.

<sup>81</sup> D’autres vocables sont davantage perçus comme neutre, principalement le terme « circoncision », mais aussi « excision » et/ou « infibulation ». Voir Supra 48

<sup>82</sup> Ceci pourrait se faire en note de bas de page ou note de fin de document.

Outre le mot « mutilation », un dossier MGF/E doit aussi prévoir et inclure d'autres faits élémentaires. Pour rassembler ces faits, il faut comprendre les conséquences des MGF/E (voir section 2.1) mais aussi le contexte social et familial dans lequel elles sont vécues (continuum de violence et de discrimination genrée, voir section 2.2). Les informations pertinentes ainsi recueillies devraient se retrouver au FDA afin de contextualiser le vécu de la femme et/ou la fillette.

## 6. MGF/E DANS LE CONTEXTE D'UNE DEMANDE D'ASILE AU CANADA

Il n'y a pas de donnée accessible sur le nombre de femmes et de fillettes, demandeuses d'asile, ayant invoqué la crainte d'une MGF/E ou le fait d'en avoir subi une par le passé. Cependant, on sait que les MGF/E font partie de la réalité de plusieurs femmes et fillettes demandeuses d'asile au Canada.

C'est en 1994 que la SPR a accueilli, pour la première fois, une demande d'asile fondée sur la crainte d'une MGF/E.<sup>83</sup> En effet, il a été conclu que les craintes de MGF/E vécues par l'enfant et sa mère étaient des persécutions. Depuis, ces craintes de MGF/E ont souvent été considérées comme de la persécution. Plus rarement, ces mutilations ont été identifiées comme des actes de torture, des traitements cruels, inhumains ou dégradants.<sup>84</sup>

Afin d'avoir une meilleure compréhension des dossiers MGF/E, une analyse de décisions a été réalisée.<sup>85</sup> Principalement, elle a porté sur des décisions de la SAR qui comptait 70 des 87 décisions recensées pour l'année 2019. Certaines données et/ou constats qui en ont découlés sont inclus dans cette section pour mieux exposer et argumenter les stratégies proposées.<sup>86</sup>

### 6.1 Outils de référence de la CISR

Pour présenter un dossier devant la SPR ou la SAR, il peut être pertinent de faire usage et mention des directives du président suivantes:

- Directives numéro 3 du président : Les enfants qui revendiquent le statut de réfugié, 30 septembre 1996 (ci-après Directives 3)<sup>87</sup>

---

<sup>83</sup> Ministre de l'Emploi et de l'Immigration c. Farah (C.I.S.R. Toronto, Doc. 93-2198, 10 mai 1994 / Politique sur la mutilation génitale féminine, Commission ontarienne des droits de la personne, p.13 [En ligne] <http://www.ohrc.on.ca/fr/politique-sur-la-mutilation-genitale-feminine/4-la-mgf-au-canada#fnB29>

<sup>84</sup> Voir para 7 de la Note du HCR, mais aussi l'affaire Annan v. Canada (M.C.I.), June 6th 1995, il a été établi que l'excision était cruelle & barbare et donc que la dame avait établi une crainte bien fondée de persécution [En ligne] [https://www.refworld.org/cases,CAN\\_FC,49997ae2f.html](https://www.refworld.org/cases,CAN_FC,49997ae2f.html)

<sup>85</sup> On a recensé 99 décisions sur le moteur de recherche CanLII avec les mots « MGF, 2019 ». De ses décisions, on en a maintenu 87 pour les fins de l'analyse (deux (2) décisions de la SPR, 70 décisions de la SAR, une (1) décision de la SAI & 14 de la Cour Fédérale). Se trouve à l'Annexe A le tableau des décisions recensées, mais aussi à l'Annexe B l'analyse des informations recensées.

<sup>86</sup> Chaque fois qu'il est fait mention d'une, une référence à son numéro dans le tableau à l'Annexe A est faite. Ainsi, sans référence cela signifie que le jugement et/ou décision a résulté d'une recherche jurisprudentielle dans CanLII sur le sujet spécifique adressé.

<sup>87</sup> <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir03.aspx#AIII>

- Directives numéro 4 du président : Revendicatrices du statut de réfugié craignant d’être persécutées en raison de leur sexe, 13 novembre 1996 (ci-après Directives 4)<sup>88</sup>
- Directives numéro 8 du président : Procédures concernant les personnes vulnérables qui comparaissent devant la CISR, 15 décembre 2012 (ci-après Directives 8)<sup>89</sup>

Les directives susmentionnées offrent un cadre avec des paramètres pouvant servir pour le bon déroulement des audiences, mais aussi pour l’analyse quant au/x fondement/s des demandes d’asile. Elles ont leurs limites, mais devraient quand même servir d’outils de référence. Il semble donc pertinent de les identifier au Tribunal en plus d’expliquer en quoi elles sont pertinentes dans un dossier donné.<sup>90</sup> En d’autres mots, il ne s’agit pas simplement d’en faire mention, mais bien d’intégrer des passages pertinents dans l’argumentaire servant de plaidoirie.

### 6.1.1 Directives 3

Dans les dossiers de refuge MGF/E, un ou les deux parents la craignent pour leur/s fillette/s.<sup>91</sup> Dans ces dossiers, dans le cas où la crainte soit celle d’une enfant, il est rare qu’elle soit adressée spécifiquement et encore plus rare qu’elle soit adressée en tenant compte de la perspective de l’enfant. Comment est-ce possible que la crainte d’une enfant ne soit pas analysée alors qu’elle a été identifiée? Comment donc expliquer une telle situation alors que les Directives 3 existent?

Considérant que les dossiers MGF/E impliquent souvent une enfant, il est important de veiller à ce qu’il n’existe aucun conflit d’intérêt entre ses droits et ceux de son/ses parent/s sans quoi il pourrait être pertinent de:

- Faire nommer un·e représentant·e désigné·e qui n’est pas un parent et/ou à l’enfant et/ou
- Demander à ce que l’on nomme un·e représentant·e légal·e pour l’enfant et/ou
- Demander à ce que le dossier de l’enfant soit séparé<sup>92</sup>

Dans ces situations, il serait très certainement préférable de ne pas représenter à la fois la fillette et son/ses parent·s. Ainsi, se retirer complètement du dossier ou choisir une des deux parties pour représentation serait ce qu’il y a de plus judicieux à faire.

---

<sup>88</sup> <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir04.aspx>

<sup>89</sup> <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir08.aspx>

<sup>90</sup> Il pourrait être pertinent d’exposer ce que l’on entend faire ressortir des Directives pour les fins spécifiques d’un dossier.

<sup>91</sup> Dans l’analyse réalisée, 66 décisions de la SAR sur les 70 retenus incluaient un ou deux parents revendiquant, entre autres, la crainte d’une MGF/E pour une ou des fillettes.

<sup>92</sup> Nous sommes d’avis que les Directives 3 permettent aussi au Tribunal de constater un conflit d’intérêt et d’assurer les remèdes appropriés pour la fillette.

## Analyse des décisions de la SPR

Dans les décisions recensées, seules deux (2) provenaient de la SPR.<sup>93</sup> Même si l’analyse se restreint à ces deux décisions, on note que les deux (2) étaient négatives et une seule faisait une mention générique des Directives 3 :

[4] (...) Le tribunal a en outre tenu compte des Directives numéro 3 du président intitulées *Les enfants qui revendiquent le statut de réfugié* (référence omise).<sup>94</sup>

De ce passage, il est impossible de comprendre à quelle fin les Directives 3 ont été considérées et l’impact qu’elles ont eu sur l’analyse de la demande d’asile. C’est davantage avec les décisions de la SAR que l’on peut comprendre le rôle consacré aux Directives 3 dans les dossiers de refuge MGF/E.

## Analyse des décisions de la SAR

Lors de l’analyse, on a recensé 70 décisions de la SAR. Parmi celles-ci, 66 incluaient une crainte de MGF/E pour un enfant. De ces 66 décisions, seules 17 mentionnaient les Directives 3 (26%). Ce faible taux de référence aux Directives 3 semble contraire aux paramètres prévus aux Directives 8, qui elles prévoient, que la SPR et la SAR, ont toute deux l’obligation de soulever les Directives 3 dès qu’une crainte pour un/e enfant mineure est invoquée:

### 1.5. Mineurs

15.1 Dans tous les cas concernant des mineurs, la SPR continue de tenir compte des directives de la CISR intitulées *Les enfants qui revendiquent le statut de réfugié : Questions relatives à la preuve et à la procédure* et de les appliquer.

15.2 Dans tous les cas concernant des mineurs comparissant devant elles, la SI, la SAI et la SAR tiennent compte des directives de la CISR intitulées *Les enfants qui revendiquent le statut de réfugié : Questions relatives à la preuve et à la procédure* et les appliquent; chaque section apporte les modifications nécessaires aux dispositions des directives qui ne sont pas pertinentes à son égard.<sup>95</sup> (Référence omise)

---

<sup>93</sup> Deux décisions négatives, soit [X\(Re\)](#), 2019 CanLII 135492 (CA CISR) & [X\(Re\)](#), 2019 CanLII 131285 (CA CISR)

<sup>94</sup> X (Re), 2019 CanLII 135492 (CA CISR)

<sup>95</sup> Voir Directives 8 [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir08.aspx>

Notons que l’on ne fait aucune distinction entre un enfant accompagné ou non par un/u parent et/ou un/e tuteur/e.

Quant aux décisions dans lesquelles on retrouve une référence aux Directives 3, dix (10) en font une mention générique (59%). Quant aux sept (7) décisions avec des références plus substantielles aux Directives 3, il y en a une qui conclut qu’elles sont comblées du moment que le Tribunal procède à la nomination d’un/e représentant/e désigné/e :

[20] Par ailleurs, un examen plus attentif des Directives concernant les enfants montre qu’il y est mentionné ceci : « Lorsqu’on détermine la procédure à suivre pour l’examen de la revendication d’un enfant, il faut se demander : “Quelle procédure répond à l’intérêt supérieur de cet enfant?” ». L’application du principe relatif à l’intérêt supérieur de l’enfant est une fonction du processus et non de la décision relative à la demande d’asile elle-même. Par conséquent, je conclus que cette partie de l’argument des appelants est erronée. (Référence omise)

[21] En examinant ce qu’a fait la SPR, je constate qu’elle a **nommé l’appelante principale comme représentante désignée des appelants mineurs, conformément à la pratique exemplaire, ce qui respecte les exigences des Directives concernant les enfants. Je conclus donc que** la SPR n’a pas commis d’erreur et qu’elle a correctement appliqué les Directives concernant les enfants.<sup>96</sup> (Nos emphases)

Ceci démontre un usage « procédural » des Directives 3. La SAR, mais aussi la Cour Fédérale,<sup>97</sup> ont déterminé à quelques reprises que ces directives étaient exclusivement applicables pour des fins procédurales. Avec égard, ceci est réducteur de l’impact réel que devraient se voir attribuer ces directives.

Dans *l’affaire Kim*,<sup>98</sup> la Cour Fédérale a conclu:

[7] Selon les *Directives sur les enfants qui revendiquent le statut de réfugié* (Directives N° 3 données par la présidente de la Section de la Commission de l’immigration et du statut de réfugié, en vigueur depuis le 30 septembre 1996) (Directives), **la SPR doit tenir compte de l’intérêt supérieur de l’enfant sur le plan de la procédure mais non du fond.** Voici l’extrait pertinent des Directives : « En déterminant la procédure à suivre pour l’examen de la revendication du statut de réfugié d’un enfant, la SSR [aujourd’hui la SPR] devrait d’abord tenir compte de l’intérêt supérieur

---

<sup>96</sup> X (Re) 2019 CanLII, 118236 (CA CISR)

<sup>97</sup> Plusieurs jugements de la CF ont confirmé que le « meilleur intérêt de l’enfant » devait servir de guide pour établir la procédure d’une demande d’asile exclusivement, voir : Douillard c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 390 (CanLII), paras 30

<sup>98</sup> Kim c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2010 CF 149 (CanLII), [2011] 2 RCF 448, para 7



de l’enfant ». (Directives, à la page 2). La majeure partie des Directives visent à faire en sorte que les procédures suivies par la SPR favorisent l’intérêt supérieur de l’enfant. (Nos emphases)

Ce qui ressort de ce passage n’est pas que les Directives 3 s’appliquent seulement à la procédure, mais que l’application du principe du « meilleur intérêt de l’enfant », lui, doit l’être. Cette nuance est significative, mais n’a pas toujours été comprise. Dans *l’affaire Douillard*<sup>99</sup> il a été conclu que :

[30] En l’espèce, rien de cela n’est pertinent: le codemandeur n’est pas un mineur non-accompagné; il était représenté par sa mère qui, bien qu’elle l’ait fait de manière minimaliste, a témoigné pour son compte; et il n’y a pas, lui-même, offert de preuve bien qu’il me faille préciser qu’il était à peine âgé d’un an au moment de l’audience devant la SPR. **Par ailleurs, comme j’en ai déjà fait état, la jurisprudence de cette Cour reconnaît que les Directives ne peuvent influencer sur le fond d’une demande d’asile** (*Kim* aux para 7, 76). (Nos emphases)

Dans *l’affaire Douillard*, on a conclu que les Directives 3 ne permettent pas qu’un enfant, inclus dans la demande d’asile de ses parents, puisse voir sa crainte étudiée séparément. Pourtant dans *l’affaire Kim, précitée*, il a été conclu à l’effet que :

[61] La Cour souscrit à l’argument du défendeur selon lequel [TRADUCTION] « la CDE ne modifie pas la norme au regard de laquelle un enfant peut être considéré comme un réfugié au sens de la Convention »; cependant, **la Cour estime que la CDE et les Directives introduisent des nuances dans l’examen de la question de savoir si un enfant a qualité de réfugié au sens de l’article 96. Ces nuances reposent sur le fait que les enfants possèdent des droits distincts, qu’ils ont besoin de protection spéciale et qu’ils peuvent être persécutés par des comportements qui ne constitueraient pas de la persécution à l’endroit d’un adulte.** (Nos soulignés)

D’ailleurs, dans *l’affaire Sanchez Cruz*<sup>100</sup> la Cour Fédérale a déterminé que la crainte des enfants devait être analysée indépendamment de la crainte de la mère (il s’agissait d’une cause où la mère et les enfants craignaient tous une même personne, l’ex-conjoint qui était le père) et ceci sans faire référence aux Directives 3 :

---

<sup>99</sup> *Douillard c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 390 (CanLII)

<sup>100</sup> *Sanchez Cruz c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2012 CF 664 (CanLII)



[53] La violence familiale est fréquente dans l’État du Mexique. La Commission aurait dû se livrer à une analyse distincte de la situation des enfants.

[54] Après avoir examiné la preuve concernant les enfants, la Cour estime qu’elle indique clairement que la crainte de chaque enfant est distincte et repose sur un fondement factuel différent et sur des circonstances dont la Commission aurait dû tenir compte.

[55] La Commission n’a pas jugé que ces demandes d’asile étaient valables en soi. Il ne suffit pas de simplement s’appuyer sur l’examen des mesures existantes quant aux changements d’adresse ou à l’existence d’organisations qui aident les familles aux prises avec des problèmes de violence familiale.

[56] La preuve présentée relativement à la situation de chaque enfant aurait dû donner lieu à des analyses distinctes des risques et de la capacité de l’État mexicain à protéger ces enfants de même que de la question de savoir s’ils pourraient raisonnablement bénéficier d’une telle protection compte tenu des circonstances propres à chaque enfant.

[57] La situation du pays aurait dû être mise en contexte relativement à la situation respective de chaque enfant (*Zhu c Canada (M.C.I.)*, 2001 CFPI 884, et *M.L.R.T. c Canada*, 2005 CF 1690).

Récemment, le raisonnement dans *l’affaire Sanchez Cruz* fut retenu & repris dans *l’affaire Camayo*<sup>101</sup>:

[27] (...) Je constate que la décision dans l’arrêt *Toledo* a été rendue au motif que le demandeur mineur avait initialement présenté sa propre demande distincte et que les deux demandes avaient par la suite été regroupées; ce n’est pas ce qui s’est passé dans le cas de M<sup>me</sup> Galindo Camayo. **Même si cette dernière n’a pas présenté de demande distincte, la SPR a néanmoins l’obligation prévue par la loi d’évaluer la demande d’asile individuellement, quel que soit son titre dans la demande.** Cela semble être plus évident dans les cas où la SPR décide, avec motifs à l’appui, que les demandeurs n’ont pas qualité de personne à protéger. Par exemple, le juge Southcott, de la Cour fédérale, a mis l’accent sur cette obligation, en concluant que, bien que le demandeur d’âge mineur soit une personne à charger dans la demande présentée dans un bureau intérieur, la SPR avait le devoir d’apprécier ses facteurs de risque séparément de ceux de son père : *Puerto Rodriguez c Canada (M.C.I.)*, 2015 CF 1360, au para 12. (Nos emphases)

---

<sup>101</sup> *Camayo c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2020 CF 213 (CanLII)

Quoiqu’il soit peu fréquent que la SAR, mais aussi la SPR, fasse une analyse distincte de la crainte de MGF/E de l’enfant, soulignons que ces tribunaux rendent constamment des décisions distinctes pour des enfants américains inclus dans les dossiers de leur(s) parent(s).<sup>102</sup> **Il est donc fortement encouragé que la demande d’une analyse distincte soit faite expressément dans chacun des dossiers où une enfant allègue une crainte de MGF/E.**

De plus, exceptionnellement, dans l’affaire X(Re), 2019 CanLII 126518<sup>103</sup> il a été conclu ceci quant aux Directives 3 :

[14] La **Directive n° 3** du président et ces dispositions de la *Convention relative aux droits de l’enfant énoncent le principe juridique fondamental* selon lequel **un enfant** qui fait l’objet d’une procédure judiciaire ou administrative au Canada **a le droit d’être entendu et de faire valoir ses arguments.** J’estime que les appelantes associées mineures se sont vues refuser ce droit. (Nos emphases)

Il s’agit ici d’une des rares décisions dans laquelle on a déterminé que les « appelantes associées mineures » qui craignent une persécution doivent voir leur crainte spécifique adressée. Toujours dans cette affaire, le Commissaire a conclu, quant aux fillettes, que :

[29] (...). Bien que des lois interdisant la MGF existent dans de nombreux États, la pratique demeure répandue, et le nombre de signalements et de poursuites demeure peu élevé. Bien que l’État d’Edo ait proscrit la MGF en 1999, la documentation mentionne que la MGF demeure une pratique culturelle profondément enracinée et que le groupe ethnique Edo y adhère largement.

[30] Bien que j’estime que l’information sur les conséquences du refus de participer à la MGF est quelque peu contradictoire, les sources semblent convenir qu’elles pourraient inclure « l’ostracisme, la stigmatisation et le chantage, la privation des avantages intraculturels et la violence physique »; les sources mentionnent également que les filles et les femmes qui refusent cette pratique risquent de ne jamais pouvoir se marier et d’être considérées comme des personnes sales et frivoles.

[31] Compte tenu de cette documentation objective et à la lumière de l’âge des appelantes associées mineures, du fait qu’elles n’ont pas été excisées, des déclarations contenues dans leurs formulaires FDA et de l’élément de preuve montrant que leur mère a subi une MGF, je conclus que les appelantes associées mineures craignent avec raison d’être contraintes à l’excision ou excisées de force au Nigéria en tant que jeunes filles dont la famille ou la tribu se livre à des pratiques traditionnelles préjudiciables. (Références omises)

---

<sup>102</sup> Exemples: X (Re), 2019 CanLII 137452 (CA CISR) & X (Re), 2019 CanLII 132319 (CA CISR)

<sup>103</sup> X(Re), 2019 CanLII 126518 (CA CISR)

Dans cette affaire, le Commissaire a déterminé que l'on devait procéder à une analyse distincte pour les craintes de l'enfant et ceci conformément aux Directives 3 qui prévoit que :

Il y a trois grandes catégories d'enfants qui revendiquent le statut de réfugié à la et sur lesquels les questions de procédure et de preuve peuvent avoir une incidence.

La **première catégorie** comprend les **enfants qui arrivent au Canada en même temps ou après leurs père et mère**. Habituellement, ces derniers revendiquent également le statut de réfugié. Dans ces cas, l'enfant devrait être considéré comme un enfant « accompagné ». Si l'enfant arrive en même temps que ses parents, sa revendication sera généralement entendue avec celle de ces derniers, mais une décision distincte sera rendue quant au statut de réfugié. (Référence omise & nos emphases)

Finalement, notons que la SAR, pour expliquer son refus de se soumettre à une analyse distincte pour une crainte alléguée par un enfant, conclut que les demandes parents/enfants sont interreliées. Ainsi, parmi les décisions de la SAR recensées, quatre (4) portaient à cet effet.<sup>104</sup> Ce raisonnement peut engendrer des problèmes sérieux d'après le HCR :

Ce qui ne constitue pas une crainte bien fondée de persécution pour un enfant, peut constituer une crainte bien fondée pour un enfant & (...) En général, lorsqu'on évalue les besoins de protection des enfants, il est important de garder à l'esprit que des actes ou des menaces, qui, pour un adulte, peuvent être jugés insuffisants pour atteindre le seuil de la persécution, peuvent atteindre ce seuil lorsqu'il s'agit d'un enfant.<sup>105</sup> (Référence omise)

Dans les cas où la crédibilité d'un ou des deux parents est remise en cause, ceci ne devrait pas avoir une incidence automatique sur la possibilité ou non d'une MGF/E pour un enfant; c'est ce que laisse sous-entendre le HCR :

(...) S'il est démontré que l'opposition ou la crainte d'une MGF est un simple artifice, dans le but de créer un fondement pour invoquer une crainte de persécution, une analyse rigoureuse du bien-fondé de la crainte doit tout de même être conduite. Dans le cas où la demande se révèle être de nature

---

<sup>104</sup> Notamment l'affaire X (Re), 2019 CanLII 96806 (CA CISR) notons qu'à cette affaire, les appelants avaient présenté la question à l'effet que la fillette n'avait pas vu sa crainte analysée spécifiquement) & X (Re), 2019 CanLII 118236 (CA CISR).

<sup>105</sup> Supra note 23, Note du HCR, pp. 8-9 au para.9.

intéressée mais que le demandeur a néanmoins une crainte fondée de persécution, une protection internationale est nécessaire.<sup>106</sup>

Aussi, dans la *Convention relative aux droits de l’enfant*,<sup>107</sup> dont le Canada est signataire,<sup>108</sup> on prévoit :

Article 22

21. Les États parties prennent les mesures appropriées pour qu’un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou national applicable, qu’il soit seul ou accompagné de ses père et mère ou de toute autre personne, bénéficie de la protection et de l’assistance humanitaire voulues pour lui permettre de jouir des droits que lui reconnaissent la présente Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme ou de caractère humanitaire auxquels lesdits États sont parties.

Suivant ce qui précède, mais aussi le contenu des Directives 3, ces dernières devraient être invoquées, entre autres, pour :

- S’assurer que toutes les fillettes puissent faire entendre leur crainte de persécution;
- S’assurer que la procédure soit appropriée pour la fillette;
- S’assurer, si pertinent et dans le meilleur intérêt de la fillette, qu’elle soit partie à l’audience;
- S’assurer, si la fillette doit témoigner, que les paramètres prévus au Directives 3, soient respectés;
- S’assurer une sensibilité et une compréhension quant à l’évaluation de la crainte subjective :

Il se peut qu’un enfant demandeur du statut de réfugié ne puisse exprimer une crainte subjective de persécution de la même manière qu’un demandeur adulte. Par conséquent, il faudra peut-être accorder plus de poids aux éléments objectifs qu’aux éléments subjectifs de la revendication. La Cour fédérale du Canada (Section d’appel) a dit ce qui suit sur cette question :

[...] il répugne de penser que l’on pourrait rejeter une demande de statut de réfugié au seul motif que le revendicateur, étant un enfant en bas âge [...],

---

<sup>106</sup> Supra note 23, Note du HCR, p. 10 au para.12.

<sup>107</sup> Adoptée et ouverte à la signature, ratification et adhésion par l’Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989, [en ligne] <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>

<sup>108</sup> Le Canada l’a signé le 28 mai 1990 et l’a ratifié le 13 décembre 1991, [en ligne] <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/systeme-canada-nations-unies/rapports-traites-nations-unies.html#a6>

était incapable de ressentir la crainte dont les éléments objectifs sont manifestement bien fondés.<sup>109</sup>

- S’assurer que les fillettes puissent faire analyser leur dossier en fonction de leur perspective (à cet effet, nous vous référons à la section 6.2.1 intitulée **Analyse distincte pour la crainte de l’enfant mineure**)
- S’assurer une analyse en fonction de « l’âge » d’une preuve lacunaire<sup>110</sup> d’une fillette:

Il peut arriver qu’il y ait des lacunes dans la preuve. Par exemple, l’enfant peut indiquer que des hommes en uniforme sont venus chez lui, mais être incapable de préciser de quel genre d’uniforme il s’agissait, ou encore ne pas connaître les opinions politiques des membres de sa famille. L’enfant peut, notamment en raison de son âge, de son sexe, de ses antécédents culturels ou d’autres caractéristiques, être incapable de témoigner au sujet de tous les faits. Dans ces cas, le tribunal devrait déterminer s’il est en mesure de déduire les détails de la revendication du témoignage présenté.<sup>111</sup>

#### 6.1.2 Directives 4

Les Directives 4 ont été mises à jour, pour la dernière fois, en 1996. Depuis lors, il y a eu des développements significatifs en droit des réfugiés pour faire reconnaître les craintes spécifiques des femmes reliées à leur sexe. Au moment de la rédaction des présentes lignes directrices, une équipe de travail a été mise sur pied pour travailler le contenu des Directives 4.

Aujourd’hui, les Directives 4 reconnaissent que les MGF/E constituent une crainte de persécutions spécifiques aux femmes/fillettes, telles l’avortement forcé, le mariage précoce et/ou imposé, l’immolation, etc.<sup>112</sup> Outre établir le « type » de persécution en cause, les Directives 4:

[32] (...) reconnaissent que les incompréhensions interculturelles peuvent jouer un rôle lorsque les revendications fondées sur des motifs liés au sexe sont évaluées par la Commission. Afin de minimiser le risque que cela se produise, les commissaires sont sensibilisés à l’effet que peuvent avoir les normes

---

<sup>109</sup> Voir Directives 3, [En ligne]

<https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir03.aspx#AI>

<sup>110</sup> Souvent les preuves lacunaires amènent à des conclusions négatives quant à la crédibilité d’une personne. Ainsi, les Directives 3 peuvent aussi servir pour encadrer l’analyse portant sur la crédibilité d’un-e enfant.

<sup>111</sup> Voir Directives 3, [En ligne]

<https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir03.aspx#AI>

<sup>112</sup> Voir Section B, sous la rubrique « Facteurs », [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir04.aspx>

sociales, culturelles, traditionnelles et religieuses sur le témoignage de ceux qui prétendent craindre d'être persécutés du fait de leur sexe.<sup>113</sup>

La Cour fédérale, dans *l'affaire Evans*<sup>114</sup> a aussi explicité que :

[10] Les Directives contribuent également à garantir que les normes culturelles, sociales et religieuses sont prises en compte et n'interfèrent pas dans l'appréciation juste de la crédibilité : *Diallo c. Canada (M.C.I.)*, 2004 CF 1450, au paragraphe 33.<sup>115</sup>

Nonobstant cette conclusion, si la crédibilité des allégations est en cause, certains Commissaires sont d'avis que les Directives 4 n'ont pas à être prises en compte. Pour contrer cet argument, on peut se référer aux *affaires Evans et Diallo, précitées*.

Quant à savoir comment les Directives 4 devraient être prises en compte par les Tribunaux de la CISR, la Cour fédérale est mitigée. Par exemple, certains juges de la Cour Fédérale ont déterminé qu'il n'était pas nécessaire pour les Commissaires de les mentionner dans leurs décisions<sup>116</sup> alors que d'autres semblent dire que la simple mention des Directives 4 est insuffisante. À cet effet, l'honorable Tremblay-Lamer, dans *l'affaire Keleta*,<sup>117</sup> a conclu que si on faisait référence aux Directives 4, cela ne signifiait pas pour autant qu'elles avaient été prises en compte :

[14] Bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'elle cite expressément les directives dans ses motifs, il [traduction] « appartient à la Commission de démontrer une connaissance spéciale de la persécution fondée sur le sexe et d'appliquer cette connaissance avec compréhension et sensibilité lorsqu'elle aborde des questions relatives à la violence conjugale » : (...)

[15] En d'autres mots, le fond l'emporte sur la forme lorsqu'il s'agit de trancher la question de savoir si les principes énoncés dans les directives ont été appliqués correctement. Par conséquent, le fait que, en l'espèce, on ait fait référence aux directives au début de la décision de la Commission n'empêche pas *a priori* la contestation de la décision sur ce fondement.<sup>118</sup> (Références jurisprudentielles omises).

---

<sup>113</sup> *Diallo c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2004 CF 1450 (CanLII)

<sup>114</sup> *Evans c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2011 CF 444 (CanLII)

<sup>115</sup> *L'affaire Diallo* précitée à la note 92

<sup>116</sup> À titre d'exemple, voir *l'affaire Allinagogo c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2010 CF 545 (CanLII), para 14.

<sup>117</sup> *Keleta c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2005 CF 56 (CanLII)

<sup>118</sup> Voir aussi *l'affaire Chavez c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2015 CF 442 (CanLII), para 12.

Dans une affaire plus récente, soit *l'affaire Olah*,<sup>119</sup> la Cour fédérale a repris *l'affaire Keleta précitée*, et a conclu que :

[39] Lorsqu'il s'agit d'établir si les Directives ont été respectées, le fond doit l'emporter sur la forme (*Keleta*, au paragraphe 15). Une décision ne saurait être confirmée simplement parce que le décideur a déclaré qu'il appliquait les Directives, alors que les motifs de la décision ou le déroulement de l'audience donnent à penser qu'elles n'ont pas été suivies correctement. À mon avis, bien que la commissaire ait mentionné avoir pris en considération les Directives au début de ses motifs, elle ne les a pas appliquées correctement. La façon de faire de la commissaire a n'a pas permis la présentation et l'appréciation de la preuve d'une manière qui tienne compte des circonstances particulières d'une femme qui prétend avoir été victime de violence sexuelle; sa méthode a entravé la présentation de la demande d'asile. Bref, la commissaire n'a pas su appliquer les Directives de manière raisonnable et cela a miné la transparence et l'intelligibilité du processus décisionnel et donné lieu à une décision injustifiée.

Ce jugement est clair, les Directives 4 doivent être prises en compte pour analyser toute la preuve au dossier (autant la preuve testimoniale que les preuves matérielles).

Aussi, certains juges de la Cour fédérale sont d'avis que les Commissaires ne sont pas liées par les Directives 4:

[34] Bien que la Commission ne soit pas liée par les Directives concernant la persécution fondée sur le sexe, la Cour a souvent annulé des décisions lorsque les commissaires en ont ignoré les principes (*Rezmuves c Canada (MC.I.)*, 2013 CF 973, au paragraphe 40). Vu cette information et ma conclusion relative aux conclusions de la Commission quant à la crédibilité, ladécision est, dans son ensemble, déraisonnable.<sup>120</sup>

Les Commissaires n'y sont pas liés, mais doivent, de toute évidence, s'en remettre à une analyse sexo-spécifique lorsque requise selon la trame factuelle présentée et retenue :

[20] (...) La SAR a reconnu que les demanderesses et M<sup>me</sup> Kandha ont exprimé leur peur de M. Rooplal. Toutefois, elle a conclu que cette explication manquait de crédibilité (...). (...). Si un pays n'a pas la capacité ou la volonté de fournir une protection contre des crimes violents et sexuels envers les femmes sans qu'un lien à d'autres crimes soit établi (dans le présent cas, le trafic présumé de drogues et d'armes), cela devrait constituer une indication claire que le pays

---

<sup>119</sup> *Olah c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2019 CF 401 (CanLII)

<sup>120</sup> *Danelia c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2014 CF 707 (CanLII)



ne peut pas fournir une protection adéquate contre la violence fondée sur le sexe. À cet égard, je souligne que la **SAR n’a pas fait référence aux Directives numéro 4 du président : Revendicatrices du statut de réfugié craignant d’être persécutées en raison de leur sexe [directives fondées sur le sexe]. Bien que la SAR ne soit pas tenue de mentionner explicitement les directives fondées sur le sexe, on s’attend à ce qu’elle connaisse et applique des connaissances avancées sur le sujet de la persécution fondée sur le sexe dans la dynamique de la violence conjugale** (*Keleta c. Canada (M.C.I.)*, 2005 CF 56, [2005] ACF n° 54 au paragraphe 14). À mon avis, les faits de la présente affaire démontrent que la SAR a échoué à cet égard.<sup>121</sup> (Nosemphases)

Quoiqu’il s’agisse d’une affaire de violence conjugale, rien n’empêche que le raisonnement puisse être retenu pour les dossiers MGF/E. Ainsi, les tribunaux ne doivent pas nécessairement faire mention des Directives 4 dans leurs motifs, mais doivent démontrer qu’ils ont tenu compte des particularités des dossiers de persécution fondée sur le genre.<sup>122</sup> Qui plus est, quoique les Tribunaux ne soient pas liés par elles, souvent la Cour fédérale a infirmé une décision qui en avait ignoré les principes.<sup>123</sup>

Aussi, et contrairement aux jugements qui tentent à établir que les Directives 4 ne sont pas une référence obligatoire pour les dossiers où il est invoqué la violence genrée, dans *l’affaire Ogundairo*<sup>124</sup> il a été conclu à l’effet que :

[22] La SAR était **tenue** par la jurisprudence de la Cour d’appel fédérale (*Thirunavukkarasu*, précitée) et par les Directives *numéro 4 du président : Revendicatrices du statut de réfugié craignant d’être persécutées en raison de leur sexe* (les Directives sur la persécution fondée sur le sexe) de la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada d’être sensible à la mesure dans laquelle l’identité de la demanderesse avait une incidence sur le caractère raisonnable d’Abuja en tant que possibilité de refuge intérieur (voir : mémoire supplémentaire des demandeurs, au paragraphe 20; décision, au paragraphe 20).

Les Directives *sur la persécution fondée sur le sexe* stipulent ce qui suit :  
Pour évaluer le caractère raisonnable d’une PRI, les décideurs doivent tenir compte, entre autres, de facteurs religieux, économiques et culturels et déterminer si ceux-ci influenceront sur les femmes dans la PRI et de quelle façon.  
(Notre emphase)

---

<sup>121</sup> *Kandha c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2016 CF 430 (CanLII)

<sup>122</sup> Voir aussi *Daniel c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 589 (CanLII), para 13

<sup>123</sup> *Danelia c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2014 CF 707 (CanLII), para 34 &

*Rezmuves c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2013 CF 973, au para 40.

<sup>124</sup> *Ogundairo c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2017 CF 612 (CanLII)



Peu importe comment les tribunaux abordent les Directives 4, il serait important que les représentant·e·s adoptent un « plaider commun » à l’effet que les commissaires sont lié·e·s par elles.<sup>125</sup>

Relativement à l’analyse des décisions menées, les Directives 4 ont été mentionnées dans 44 des 70 décisions de la SAR, ce qui représente près des deux tiers (63%). Elles sont davantage une source de références pour les causes MGF/E que ne le sont les Directives 3 (Voir Section 5.1.1).

La mention des Directives 4 est aussi très souvent générique, soit dans 20 des 44 décisions de la SAR recensées (45%). Notons que seules deux (2) appels parmi ses 20 ont été en faveur des appelants/es.

Toujours parmi les 44 décisions de la SAR référant aux Directives 4, il y en avait neuf (9) où les appelants/es invoquaient une erreur de la SPR dans leur application. De ses décisions, une seule a été favorable aux appelants. Ceci paraît démontrer que la SPR ne commet que très peu d’erreurs en lien avec la portée des Directives 4. Avec égard, en lisant les motifs de la SAR, il n’est pas toujours clair que la SPR ait bien appliqué les Directives 4. Dans l’affaire X (Re), 2019 CanLII 133357 (CA CISR)<sup>126</sup>, les informations suivantes laissent planer un doute quant à l’application des Directives 4 :

[26] (...) Selon les arguments des appelants, le commissaire de la SPR n’a pas appliqué les Directives concernant la persécution fondée sur le sexe pour l’appelante mineure, qui est exposée à un risque de subir la MGF aux mains des membres de la famille de son père.

[30] Même si la décision de la SPR ne renvoie pas explicitement à la façon dont les Directives concernant la persécution fondée sur le sexe ont été appliquées, cela n’est pas considéré comme une erreur fatale. Après avoir examiné l’enregistrement audio de l’audience, la SAR ne voit aucun élément de preuve selon lequel la SPR n’a pas appliqué les Directives concernant la persécution fondée sur le sexe en ce qui concerne le déroulement de l’audience. Comme la Cour fédérale l’a affirmé :

[...] pour que la SPR prenne en compte de façon significative les Directives concernant la persécution fondée sur le sexe, elle doit apprécier le témoignage de la demanderesse tout en étant attentive et sensible à son sexe, aux normes sociales, culturelles, économiques et

---

<sup>125</sup> Rappelons que dans les années 90, il était prévu des grands changements législatifs en matière d’immigration dont la possibilité d’amender la définition de « réfugié·e » pour y ajouter le « genre » à la liste des motifs de persécution. Cependant, cette idée fut écartée et il fut opté pour des directives afin de refléter ce que le HCR exposait comme étant de la violence genrée. La présidente de la CISR, à l’époque, avait d’ailleurs commenté à l’effet que le choix de ne pas amender la Loi était fondé sur le fait que des consultations plus importantes devaient être réalisées, mais que les Directives, elles, étaient une démarche plutôt temporaire pour adresser les violences genrées. Voir p. 149 de l’article *Domestic Violence and Gender-Based Persecution: How Refugee Adjudicators Judge Women Seeking Refugee from Spousal Violence – and Why Reform Is Needed*, Constance Macintosh, Vol 26, No 2 (2009): No Borders as Practical Politics, [En ligne] <https://refuge.journals.yorku.ca/index.php/refuge/article/view/32085/29331>

<sup>126</sup> X (Re), 2019 CanLII 133357 (CA CISR)

religieuses de sa communauté et « aux facteurs susceptibles d’influencer le témoignage des femmes qui ont été victimes de persécution ». (Référence omise & nos soulignés)

Suivant le passage précité, il est impossible de déterminer si la SPR a bien appliqué les Directives 4 pour les fins de son analyse. Aussi, la SAR s’est limitée à évaluer si les Directives avaient été prises en compte pour la « procédure » lors de l’audience, mais non pour l’analyse portant sur le fond de la demande. Pourtant, les Directives 4 prévoient une analyse genrée sur différents aspects d’une demande d’asile, notamment :<sup>127</sup>

- Ce qui constitue une persécution :

« Le problème se pose quelquefois lorsque vient le moment de déterminer si les différents traitements défavorables ou sanctions imposés aux femmes qui formulent ces revendications sont visés par le concept de la « persécution ». »

Un changement dans un pays peut ne pas avoir d’incidence sur le sort des persécutions sexospécifiques.

- La protection de l’État &
- La possibilité d’un refuge interne (PRI), sa raisonnable selon la perspective de la femme/fille (l’affaire Griffith c. Canada (M.C.I.), 1999 CanLII 8416 (CF) est aussi d’une extrême pertinence même s’il s’agissait d’une femme victime de violence conjugale et du syndrome de la femme battue).

L’affaire X (Re) 2019 CanLII 132811 (CA CISR)<sup>128</sup> est un autre exemple où la SAR semble restreindre la portée des Directives 4 à la procédure en salle d’audience :

[8] (...) La SPR a reconnu les circonstances stressantes de l’audience, s’est enquis de l’état de l’appelante principale et lui a offert des pauses, et a mentionné expressément qu’elle ne lui poserait aucune question détaillée au sujet des mauvais traitements afin d’éviter de la traumatiser de nouveau. Je ne relève aucun exemple de la façon dont la SPR aurait omis d’appliquer adéquatement les Directives concernant la persécution fondée sur le sexe.

Dans X (Re), 2019 CanLII 135903 (CA CISR)<sup>129</sup> on peut y lire la conclusion suivante quant à l’application des Directives 4 de la SPR :

---

<sup>127</sup> Voir les Directives 4, [En ligne]

[<https://irbcisr.gc.ca/fr/legalespolitique/politiques/Pages/GuideDir04.aspx#AI>]

<sup>128</sup> X (Re), 2019 CanLII 132811 (CA CISR)

<sup>129</sup> X (Re), 2019 CanLII 135903 (CA CISR)

[32] Les questions de la SPR portaient essentiellement sur la crédibilité des appelants adultes pour ce qui est d’établir leur risque de persécution et les incohérences entre leurs éléments de preuve écrits et de vive voix. Bien que l’audience de la SPR ait été marquée par de nombreuses difficultés à entendre les témoignages, **l’enregistrement audio de l’audience était clair. Je n’ai entendu aucune question inappropriée ou témoignant d’un défaut d’appliquer les Directives.** (Nos emphases)

Dans cette affaire, on restreint la portée des Directives 4 aux types de questions qui peuvent être posées lorsqu’une femme/fille allègue une crainte de persécution genrée.

Un constat important est donc à l’effet que trop souvent les Directives 4 servent à établir la « procédure » à adopter lors d’une audience. Ainsi, il n’est pas rare que la SAR, pour démontrer que la SPR a fait bon usage des Directives 4, retiennent que :

- Il y a eu des adaptations procédurales;
- Il y a eu des pauses au besoin;
- Il y a eu inversion de l’ordre des interrogatoires;
- Il y a eu un panel féminin;
- Il y a eu une interprète féminine;
- La/le Commissaire a mentionné qu’il n’y aurait aucun détail demandé quant aux traumatismes vécus;
- La/le Commissaire s’est montré/e sensible;
- On a fait référence, dans les motifs et/ou lors de l’audience, aux Directives 4.

Il revient à celles et ceux qui argumentent les dossiers d’insister sur l’application des directives 4 pour le bon déroulement d’une audience, mais aussi et surtout pour une bonne analyse d’un dossier quant au fond de la demande.

L’affaire X (Re), 2019 CanLII 96811 (CA CISR),<sup>130</sup> est une décision de la SAR où les Directives 4 ont servi pour l’analyse et où il fut reproché à la SPR d’y avoir seulement référées:

[24] Le fait de ne pas avoir examiné de manière plus approfondie les facteurs de risque pour l’appelante relativement à son avenir constitue une erreur. En effet, il semble qu’à la fin de son interrogatoire, le tribunal avait déjà conclu que la question déterminante serait celle de la crédibilité, sans prendre en considération le risque auquel aurait été exposée l’appelante s’il avait été établi que les principaux éléments de la demande d’asile étaient crédibles sans égard à la chronologie et aux autres divergences, que j’estime être des préoccupations

---

<sup>130</sup>X (Re), 2019 CanLII 96811 (CA CISR)

secondaires. La nécessité d’examiner les conséquences passées et futurs possibles en matière de violence fondée sur le sexe constitue un important volet des Directives concernant la persécution fondée sur le sexe. **Je n’estime pas que le fait que la SPR ait fait mention des Directives dans ses motifs de décision démontre que les éléments de preuve ont été examinés de ce point de vue.**

[25] J’estime que le **traitement qu’a réservé la SPR aux allégations de l’appelante selon lesquelles elle aurait été agressée physiquement par ses oncles était insuffisant compte tenu de la gravité de celles-ci.** Dans son évaluation au sujet de la violence qu’a subie l’appelante de la part de ses oncles, le tribunal de la SPR déclare qu’il a estimé que les éléments de preuve étaient [traduction] « confus » et [traduction] « généraux » et, encore une fois, le tribunal a semblé se soucier de manière excessive de la chronologie tout en ne faisant pas l’effort d’examiner les éléments de preuve dans le contexte de la section D des Directives concernant la persécution fondée sur le sexe. J’estime qu’il s’agit d’une erreur dans l’analyse du tribunal de la SPR. (Références omises & nos emphases)

Finalement, soulignons que les Directives 8 prévoient que la SPR & la SAR doivent tenir compte des Directives 4 pour toutes les demandes adressant une persécution en raison du sexe, notamment les demandes fondées sur une MGF/E :

#### 14. Femmes craignant la persécution liée au genre

14.1 La SPR et la SAR tiennent compte des directives de la CISR intitulées *Revendicatrices du statut de réfugié craignant d’être persécutées en raison de leur sexe* pour toutes les demandes d’asile de femmes fondées sur la persécution liée au genre. Ces directives énoncent d’une manière détaillée les considérations pertinentes et reconnaissent explicitement les problèmes particuliers auxquels se heurtent les femmes dont la crainte de persécution est liée au genre.<sup>131</sup> (Référence omise)

#### 6.1.3 Directives 8<sup>132</sup>

Une femme ou une fillette ayant été excisée ou craignant de l’être, peut présenter des symptômes psychologiques pouvant affecter sa demande d’asile (autant au moment de soumettre la demande que lors de l’audience). Si tel est le cas, il pourrait s’avérer utile de la faire déclarer « personne vulnérable » suivant une demande présentée auprès du Tribunal et ce en vertu des Directives 8. Cette demande peut

<sup>131</sup> Directives 8, [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir08.aspx#a14>

<sup>132</sup> À cette section, nous n’abordons pas les formalités pour faire déclarer une personne « vulnérable ».

se faire à n’importe quel moment du processus d’une demande d’asile, voire même en salle d’audience. Cependant, l’état de « vulnérabilité » devrait être soulevé dès que possible, le Tribunal, n’a cependant pas à le faire :

[17] Je suis d’accord avec le défendeur sur ces autres points, compte tenu notamment de la transcription de l’audience devant le tribunal. Il ressort en outre des motifs du tribunal que celui-ci était sensible aux limites du demandeur lors de l’audience et qu’il a cherché à prendre en compte ses difficultés. **Bien que les Directives notent que le tribunal peut soulever la question de la vulnérabilité de son propre chef, il est clair que les mêmes Directives font reposer la plus grande part de ce fardeau sur le conseil du demandeur, lequel, en l’espèce, n’a rien fait à l’époque pour attirer la question de la capacité mentale du demandeur à l’attention du tribunal.** Le tribunal ne semblant avoir rien remarqué d’anormal au sujet de l’état mental du demandeur, il incombait alors au conseil de ce dernier d’invoquer les Directives, ce qu’il n’a pas fait. À mon avis, il n’y a aucune erreur en l’espèce et le tribunal a agi correctement.<sup>133</sup> (Nos emphases)

Les Directives 8 servent quasi exclusivement pour des adaptations procédurales quoique parfois contestées devant la Cour fédérale. Entre autres, dans l’*affaire Fedee*,<sup>134</sup> on conclut que :

[83] La SPR dispose d’un vaste pouvoir discrétionnaire sur le plan procédural pour accommoder les personnes vulnérables telles que la demanderesse. Voir les Directive n° 8. Dans la décision *Gandarilla Martinez c Canada (M.C.I.)*, 2011 CF 1464, le juge Shore a expliqué comme suit l’objectif visé par les Directives sur les procédures concernant les personnes vulnérables en ce qui concerne les mesures d’adaptation :

**Ces Directives ont pour principal objectif « de mettre en place des adaptations d’ordre procédural pour les personnes que la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) identifie comme étant vulnérables »** (section 1.1 des Directives n° 8) dans un souci de prendre pleinement en considération la fragilité et la vulnérabilité résultante de circonstances personnelles et particulières. **Ces Directives permettent quel’audience soit adaptée en intégrant l’état de vulnérabilité de l’individu afin que celui-ci ne soit pas désavantagé dans sontémoignage.** (Nos emphases)

<sup>133</sup> *Gilles c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2011 CF 7 (CanLII)

<sup>134</sup> *Fedee c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2019 CF 88 (CanLII)

À cet effet, voir aussi *l’affaire Al-Sarhan c. Canada*<sup>135</sup> où il a été déterminé que :

*L’application des Directives numéro 8*

[25] **Les Directives numéro 8 visent à accorder des mesures d’adaptation d’ordre procédural aux personnes qualifiées de vulnérables.** Les personnes vulnérables désignent les individus dont la capacité à présenter leurs arguments devant la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada (la CISR) est grandement diminuée. (...). (Nos emphases)

Les adaptations procédurales généralement offertes sont les suivantes:

- Permission de la présence d’une intervenant/e social/e et/ou ressource psychologique en salle;
- Commissaire femme;
- Interprète, de sexe féminin de préférence;
- Inversement de l’ordre des questions (le/la représentant/e avant la Commissaire);
- Pausas plus nombreuses;
- Questions périphériques quant aux traumatismes et non directement sur le sujet (généralement pour les dossiers où il y a allégations de violence sexuelle).

Les adaptations susmentionnées ne peuvent pallier, d’aucune façon, une insensibilité à la réalité sexospécifique d’une demandeur/d’asile. Ainsi, outre les adaptations procédurales demandées, il revient aux représentants/es de s’assurer que les Commissaires comprennent l’ensemble des enjeux des dossiers MGF/E.

De plus, les Directives 8 servent aussi comme référence lors de l’évaluation de la capacité à témoigner d’une personne. À cet effet, le juge Locke, dans *l’affaire Joseph*,<sup>136</sup> a conclu que :

[40] En l’espèce, le rapport de la psychothérapeute indique que celle-ci a constaté que la demanderesse souffrait d’épisodes de dissociation et qu’elle avait de la difficulté à se rappeler de différents événements de façon chronologique. De plus, le rapport du psychiatre Luc Bourgon de l’hôpital d’Ottawa indique que la demanderesse a été hospitalisée le 28 février 2014 à la suite d’une sévère perte de conscience et qu’une analyse neurologique complète a révélé que la demanderesse souffrait d’un TSPT sévère. De fait, la SPR a nié la valeur de l’opinion de ces intervenants pour deux raisons : 1) le manque de crédibilité de la demanderesse; et 2) le fait que les symptômes ne seraient pas associés aux expériences traumatisantes que la demanderesse

---

<sup>135</sup> *Al-Sarhan c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 1438 (CanLII)

<sup>136</sup> *Joseph c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 393 (CanLII) Voir aussi : *Tariel c. Canada* (Citoyenneté et Immigration), 2018 CF 607 (CanLII)

allègue avoir vécues en Haïti. D’une part, même en supposant que les symptômes de la demanderesse ne seraient pas liés aux événements qu’elle a vécus en Haïti, cela ne change rien au fait que ces symptômes affectent la capacité de la demanderesse à témoigner. D’autre part, considérer que l’incohérence des propos de la demanderesse permet d’écarter l’opinion des intervenants qui l’ont examinée, revient à écarter un diagnostic en raison des symptômes. Il s’agit d’un raisonnement circulaire et illogique.

(...)

[42] À mon avis, la SPR a effectué une analyse superficielle et inadéquate de l’impact des difficultés psychologiques de la demanderesse sur sa capacité de témoigner allant ainsi à l’encontre des Directives numéro 8.  
(Nos emphases)

Ce jugement pourrait s’avérer pertinent lorsque la crédibilité est un enjeu et qu’il y a une preuve psychologique au dossier.

Quant à l’analyse réalisée, une seule décision recensée, provenant de la SAR,<sup>137</sup> fait la mention générique des Directives 8 :

[5] (...). Au moment de rendre une décision relativement à l’appel, j’ai tenu compte des directives du président de la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) concernant les revendicatrices du statut de réfugié et les personnes vulnérables qui comparaissent devant la CISR.

Dans cette affaire, il n’y est fait aucune référence à l’état de santé d’un/e des appellant(s)/e(s) au dossier et donc on ne sait pas qui serait vulnérable parmi les demandeurs ni comment cet élément a été pris en compte dans l’analyse. Cependant, ce qui est connu c’est que l’appelante principale a été excisée et que ce fait n’est pas contesté. L’appel a été rejeté car le fondement de la demande n’a pas été cru.<sup>138</sup>

Les Directives 8 sont rarement mentionnées, mais cela ne signifie pas pour autant que les demandeuses d’asile ne soient pas des « personnes vulnérables ». D’ailleurs, à cet effet, notons que parmi les décisions recensées de la SAR, il y en a 21 qui faisaient mention d’une preuve psychologique. Ainsi, il semble pertinent d’insister davantage sur l’état de santé mentale des femmes et fillettes et faire valoir comment leur vulnérabilité affecte les enjeux de leur demande d’asile.

---

<sup>137</sup> X (Re) 2019, CanLII 135176 (Ca CISR)

<sup>138</sup> Seule une autre décision de la SAR mentionne qu’une adaptation procédurale avait été envisagée par la SPR, soit l’inversement de l’ordre des interrogatoires. Cependant, AUCUNE mention des directives 8, ni de la santé mentale de la personne concernée fut faite dans les motifs de refus – voir l’affaire X (Re), 2019 CanLII 127902 (CA CISR)



## 6.2 Arguments proposés pour la SPR et/ou la SAR

Tout au long des présentes lignes directrices, des suggestions, mais aussi des commentaires ont été formulés suivant ce qui ressort de la littérature, mais aussi et surtout, suivant l’analyse de décisions et une recherche jurisprudentielle sur CanLII. Cependant, ce qui suit se veut des propositions concrètes d’arguments à faire valoir pour s’assurer que les droits des femmes et fillettes craignant une MGF/E ou ayant subies une MGF/E soient considérés dans leur ensemble.

### 6.2.1 Analyse distincte pour la crainte de l’enfant mineure

Une MGF/E constitue une forme de persécution genrée (tel qu’explicité à la Section 2.2). Le plus souvent, lorsque l’on présente une demande d’asile avec MGF/E, on allègue une crainte, bien fondée, de persécution sur la base du groupe social « femmes craignant une MGF/E ». Cependant, on peut aussi adresser le groupe social de « fillettes craignant une MGF/E »<sup>139</sup> car elles sont davantage ciblées par ces mutilations.<sup>140</sup> Nous réitérons l’importance de demander une décision distincte pour la mineure (Revoir Section 5.1.5 sur les Directives 3) car l’analyse doit se faire en fonction de sa perspective et sa crainte de persécution, dont le seuil exigible pour être considéré n’est pas le même que la crainte ressentie par une adulte.<sup>141</sup>

Ainsi, quoique le seuil de persécution pour une mineure puisse être moindre, ceci ne semble pas toujours pris en compte. Il a été constaté que la SAR, lorsqu’elle prend la peine d’analyser la crainte spécifique de la mineure, semble omettre de son analyse, la perspective de l’enfant en cause. À titre d’exemple, l’affaire X (Re), 2019 CanLII 136683 (CA CISR)<sup>142</sup>:

[34] En ce qui concerne l’appelante mineure, les éléments de preuve documentaire démontrent que dans les communautés plus traditionnelles, les filles n’ayant pas subi de MGF peuvent faire l’objet de moqueries ou être ostracisées, mais une source précise qu’il n’y a pas de conséquence pour une fille à ne pas en subir une. Même si un tel traitement était également très répandu dans les centres urbains comme Port Harcourt, **j’estime que les moqueries et l’ostracisme ne sont pas importants au point de constituer une menace à la vie, un risque de traitements ou peines cruels et inusités ou un risque d’être soumis à la torture.** Les éléments de preuve documentaire précisent ce qui suit :

---

<sup>139</sup> MGF/E peuvent constituer une forme spécifique de persécution à l’enfant, para 31 des PRINCIPES DIRECTEURS SUR LA PROTECTION INTERNATIONALE: Les demandes d’asile d’enfants dans le cadre de l’article 1A(2) et de l’article 1(F) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, [En ligne] <https://www.unhcr.org/fr/publications/legal/4fd736c99/principes-directeurs-no-8-demandes-dasile-denfants-cadre-larticle-1a2-larticle.html>

<sup>140</sup> Voir la Note du HCR, p 8 [En ligne] <https://www.unhcr.org/fr/publications/legal/4fd737379/note-dorientation-demandes-dasile-relatives-mutilations-genitales-feminines.html>

<sup>141</sup> Note du HCR, para 9

<sup>142</sup> X (Re), 2019 CanLII 136683 (CA CISR)



[traduction]

[L]a fréquence de la MGF semble être la plus élevée chez les femmes plus riches et plus instruites qui vivent dans les centres urbains, mais ces mêmes femmes sont les moins susceptibles de faire exciser leurs filles avant l’âge de 15 ans, ce qui indique une diminution de la pratique de génération à génération au sein de ces familles. Le même groupe de femmes est également celui qui appuie le plus l’abandon de la pratique.

Cela signifie que les circonstances personnelles de l’enfant mineure, à savoir ses parents, leur éducation et leur situation économique ainsi que leur quartier résidentiel, sont des facteurs de protection supplémentaires pour elle. Sur le plan du caractère raisonnable de la PRI, l’âge de l’appelante mineure signifie qu’elle restera sous la garde et la protection de ses parents pendant une période et qu’elle bénéficiera des avantages que peuvent offrir leurs circonstances personnelles, comme l’accès à l’éducation, le logement et les liens avec ses communautés religieuses, spirituelles et ethniques. En tenant compte de l’ensemble des éléments de preuve, j’estime que l’appelante mineure et sa famille disposent d’une PRI viable à Port Harcourt. (Références omises et nos emphases)

Dans les passages précités, il n’est aucunement analysé comment « l’ostracisme » et/ou « les moqueries » affecteraient l’enfant et ce de son point de vue. Une analyse rationnelle de divers enjeux a été formulée, mais sans y joindre un raisonnement fondé sur « l’âge ».

Qui plus est, dans un dossier où la possibilité qu’une enfant soit sujette à une MGF/E n’a pas été invoquée, mais dont la preuve objective montrait la possibilité réelle d’une MGF/E, la Cour Fédérale a déterminé que la SPR avait failli à ses obligations:

[41] Dans la décision *Owobowale c. Canada (M.C.I.)*, 2010 CF 1150, le juge Russel Zinn de la Cour a été saisi d’une demande de contrôle judiciaire portant sur un cas de mutilation génitale féminine et il y a fait droit :

[7] [...] Le *Guidance Note on Refugee Claims Relating to Female Genital Mutilation* de mai 2009 du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, au paragraphe 10, renferme des règles permettant d’évaluer de façon raisonnable la crainte subjective des filles :

[TRADUCTION] Il peut arriver qu’une fille ne veuille pas ou ne puisse pas exprimer sa crainte, contrairement à ce à quoi on s’attendrait d’elle. [...] **Néanmoins cette crainte peut être considérée comme bien fondée puisque, objectivement, il est clair que la MGF est une forme de persécution. Dans de telles**

**situations, il revient aux décideurs de faire une évaluation objective des risques auxquels est exposé l’enfant, et ce, malgré l’absence d’une expression de crainte. [...]**

[12] [...] Dans la décision *Alexandria c. Canada (M.C.I.)*, 2004 CF 1616, au paragraphe 4, le juge Campbell a estimé que « [...] [la SPR] aurait dû prendre en compte les éléments de preuve suivants : la fille de la demanderesse est nigériane, elle est en bas âge et la MGF est très répandue au Nigéria ». <sup>143</sup> (Nos emphases)

### **6.2.2 Craintes multiples et préjudice constant**

Dans les dossiers MGF/E, les craintes peuvent être multiples. D’emblée, il y a la crainte de la MGF/E, mais le refus ou l’opposition à la pratique engendre aussi, parfois, d’autres craintes du fait que cela puisse constituer une dissension ou une dérogation aux valeurs, traditions et/ou injonctions :

- Familiales;
- Religieuses;
- Communautaires;
- Ethniques.

Ces dissensions, lorsqu’elles sont considérées punissables dans la communauté d’origine, peuvent engendrer des craintes de persécution fondées sur la religion, mais aussi la politique <sup>144</sup> si ces pratiques sont enracinées dans le fonctionnement général d’une communauté et sont soutenues par celle-ci. Il est donc important de se familiariser avec le contexte familial et social de la femme et/ou la fillette concernée/s.

Qui plus est, trop souvent, si une femme a été excisée, ce fait n’est pas pris en compte comme risque prospectif, mais simplement comme base factuelle pour établir que l’enfant de cette personne soit davantage à risque. Nous vous invitons donc à explorer la possibilité qu’une MGF/E puisse constituer un préjudice constant :

13. Les demandes de protection fondées sur une MGF ne concernent pas uniquement les personnes qui craignent de subir cette pratique, mais également les femmes et les filles l’ayant déjà subie. Alors, qu’il est en général admis qu’une personne qui a subi des persécutions peut également faire valoir une crainte fondée de persécution future, certains décideurs, chargés de statuer sur les demandes d’asile, ont contesté cette notion, en partant du principe qu’une MGF constitue un acte ponctuel qui ne peut être répété sur la même femme.

---

<sup>143</sup> Winifred c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 827 (CanLII)

<sup>144</sup> Note du HCR, précitée, para 15, p. 25

14. La **nature permanente et continue des MGF**, telle qu'elle a été décrite ci-dessus, conforte l'idée qu'une femme ou une fille ayant déjà subi une mutilation avant de demander l'asile, peut toujours craindre avec raison des persécutions futures. En fonction du cas d'espèce, des traitements infligés et des pratiques spécifiques à sa communauté, une femme ou une fille peut craindre de subir un autre type de mutilation et/ou de souffrir à terme des conséquences de la pratique subie. Autrement dit, il n'est pas nécessaire que les persécutions futures qui sont craintes, revêtent une forme identique à celles préalablement subies, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à un motif prévu par la Convention.<sup>145</sup>

Ainsi, du fait que les MGF/E s'inscrivent souvent dans un continuum de violence et/ou discrimination fondée sur le sexe, il est fort possible que la femme ou la fillette, ayant vécu une MGF/E, puisse craindre des persécutions futures.

### 6.2.3 MGF/E et « raisons impérieuses »

Le HCR prévoit expressément que l'on puisse invoquer les « raisons impérieuses dans le contexte d'une MGF/E :

15. Par ailleurs, même si la mutilation est considérée comme une expérience unique, survenue dans le passé, il peut néanmoins exister des **raisons impérieuses** résultant des persécutions passées, permettant d'attribuer le statut de réfugié à une femme ou à une fille. **Ce peut être le cas lorsque la persécution subie est considérée comme particulièrement atroce, et que la femme ou la fille souffre de traumatismes psychologiques permanents, ce qui fait qu'un retour dans le pays d'origine ne peut être envisagé.**<sup>146</sup>  
(Référence omise et nos emphases)

En Belgique, on reconnaît que *l'excision passée peut être considérée comme une forme de persécution et justifier l'octroi d'une protection internationale, même en l'absence de crainte de ré-excision.*<sup>147</sup>

Au sein de l'Union Européenne, ce même argument connaît une évolution, mais non sans obstacles.<sup>148</sup>

---

<sup>145</sup> Note du HCR, précitée, p. 10.

<sup>146</sup> Supra note 23, Note du HCR, pp. 10-11.

<sup>147</sup> Supra note 1, p.37

<sup>148</sup> La protection internationale et les mutilations génitales féminines (MGF), Les 11 recommandations d'Intact, [En ligne] <https://www.intact-association.org/images/documents/11-recommandations-fr.pdf> p.20

Quant aux États-Unis d’Amérique, il y a une ouverture pour cet argument. À cet effet, nous vous référons à une affaire de 2005,<sup>149</sup> où il a été conclu que :

(...) persecution in the form of female genital mutilation is similar to forced sterilization and, like that other persecutory technique, must be considered a continuing harm that renders a petitioner eligible for asylum, without more.

Toujours dans cette affaire, afin d’expliquer le pourquoi du principe, on avait conclu sur les différentes conséquences physiologiques et psychologiques d’une MGF/E.<sup>150</sup>

Au Canada, l’argument qu’une MGF/E constitue un « préjudice continu », peut prendre racine à même l’article 108 (4) de la *Loi sur l’Immigration et la Protection et la protection des Réfugiés*<sup>151</sup> (ci-après la LIPR)<sup>152</sup> :

#### PERTE DE L’ASILE

108 (1) Est rejetée la demande d’asile et le demandeur n’a pas qualité de réfugié ou de personne à protéger dans tel des cas suivants :

- a) il se réclame de nouveau et volontairement de la protection du pays dont il a la nationalité;
- b) il recouvre volontairement sa nationalité;
- c) il acquiert une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays de sa nouvelle nationalité;
- d) il retourne volontairement s’établir dans le pays qu’il a quitté ou hors duquel il est demeuré et en raison duquel il a demandé l’asile au Canada;
- e) les raisons qui lui ont fait demander l’asile n’existent plus.

#### Perte de l’asile

(...)

(4) L’alinéa (1)e) ne s’applique pas si le demandeur prouve qu’il y a des **raisons impérieuses**, tenant à des persécutions, à la torture ou à des traitements ou peines antérieurs, de refuser de se réclamer

---

<sup>149</sup> Khadija Mohammed v. Alberto R. Gonzales, Attorney General; Khadija Ahmed Mohamed v. Alberto R. Gonzales, Attorney General, A79-257-632; 03-72265; 03-70803, United States Court of Appeals for the Ninth Circuit, 10 March 2005, [En ligne] [<https://www.refworld.org/docid/423811c04.html>], p. 3887

<sup>150</sup> Id.

<sup>151</sup> L.C. 2001, ch. 27, Sanctionnée 2001-11-01

<sup>152</sup> Normalement cet article de la LIPR est utilisé dans les dossiers en annulation de statut.

de la protection du pays qu’il a quitté ou hors duquel il est demeuré.  
(Nos emphases)

Pour présenter l’exception relative aux « raisons impérieuses » dans le cadre d’une demande devant la CISR, il n’est pas nécessaire d’établir que la crainte de persécution persiste, ni que la crainte subjective soit continue. Cependant, il doit être démontré que la personne aurait, à un moment donné, satisfait à la définition de réfugié au sens de la Convention ou à celle de personne à protéger.<sup>153</sup> Nonobstant cela, l’asile n’a pas réellement à être conféré afin que l’exception à l’article 108(4) de la LIPR trouve application.<sup>154</sup>

Au Canada, rare sont celles et ceux qui plaident l’exception des « raisons impérieuses » dans des dossiers MGF/E. Parmi les décisions recensées dans l’analyse, une seule, de la SAR, incluait ledit argument:

[24] Je ne suis pas d’accord avec cet argument. Je souligne que les appelants n’ont pas invoqué l’article 108 de la LIPR devant la SPR. Quoi qu’il en soit, cet article porte sur des situations dans lesquelles il y a perte de l’asile. Conformément à l’alinéa 108(1)e), une demande d’asile doit être rejetée si les raisons qui ont fait la personne demander l’asile n’existent plus. Le paragraphe 108(4) énonce une exception à l’alinéa 108(1)e) dans les cas où il y a des raisons impérieuses, tenant à des persécutions, à la torture ou à des traitements ou peines antérieurs, pour un demandeur d’asile de refuser de se réclamer de la protection du pays qu’il a quitté.

[25] Comme le souligne la Cour fédérale, le paragraphe 108(4) s’applique uniquement lorsqu’il a été établi qu’une personne n’a plus qualité de réfugié au sens de la Convention parce que les raisons pour lesquelles cette qualité lui avait été reconnue n’existent plus[14]. Dans la présente affaire, M<sup>me</sup> XXXX a subi une MGF dans le passé, mais la SPR a conclu à juste titre qu’il n’y a aucune preuve qu’elle serait exposée à un autre risque prospectif de persécution ou de préjudice relativement à sa MGF si elle devait retourner au Nigéria. Par conséquent, elle n’avait pas qualité de réfugié au sens de la Convention en raison de la MGF et il n’y a eu aucun changement dans les conditions relatives à sa MGF. L’alinéa 108(1)e) et le paragraphe 108(4) ne s’appliquent donc pas.

[26] Pour ces motifs, la SPR n’a pas commis d’erreur en omettant d’appliquer le paragraphe 108(4) en l’espèce.<sup>155</sup>

---

<sup>153</sup> La jurisprudence sur la définition de réfugié au sens de la Convention, publication de la CISR, 31 mars 2019, chapitre 7 : Changements de circonstances, raisons impérieuses et demande d’asile sur place, [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/ressources-juridiques/pages/RefDef07.aspx>

<sup>154</sup> Nadjet c. Canada (M.C.I.), 2006 CF 302

<sup>155</sup> Voir l’affaire X (Re), 2019 CanLII 135176 (CA CISR) où la SAR a rejeté l’appel.

Avec égard, le raisonnement dans cette affaire semble erroné selon d’autres décisions de la SAR, mais aussi selon la Cour Fédérale. Par exemple, dans l’affaire **X (Re), 2015 CanLII 111028 (CA CISR)**<sup>156</sup> où il a finalement été retenu l’argument prescrivant l’application de l’exception de l’article 108 (4) de la LIPR relativement à un dossier MGF/E, on a conclu que :

[22] Il est soutenu qu’une preuve non contredite de MGF forcée est une preuve *prima facie* d’un traitement épouvantable et atroce permettant de conclure sans équivoque que l’exception prévue à l’article 108 de la LIPR s’applique au cas de l’appelante. **La MGF forcée est une forme d’agression sexuelle infligée à une femme tout au long de sa vie, qui est reconnue comme étant épouvantable et atroce dans la jurisprudence et qui constitue de la torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en contradiction avec l’article 5 de la *Déclaration universelle des droits de l’homme*.** La SAR a commis une erreur en déclarant que l’exception ne s’applique que lorsque la SPR a explicitement confirmé que la demandeur d’asile a eu antérieurement droit à la qualité de réfugié.

[23] Des éléments de preuve d’ordre psychologique pourraient constituer de l’information pertinente, et il faut les examiner s’ils sont présentés. Toutefois, il n’est pas nécessaire d’établir les répercussions psychologiques. La MGF forcée est un acte si épouvantable et si atroce que ce serait aller à l’encontre des principes d’humanité et de compassion du Canada de renvoyer une personne dans le pays où elle a subi un tel traitement. Voilà la raison sous-jacente de l’exception liée aux raisons impérieuses, plutôt que les répercussions psychologiques, la force mentale de l’appelante ou le degré de traumatisme émotionnel que pourrait causer à l’appelante son retour dans son pays d’origine.

(...)

[29] La SAR juge que l’appelante est effectivement visée par l’exception liée aux raisons impérieuses. Cette exception prévoit le cas particulier d’une personne qui a fait l’objet de violentes persécutions dans le passé et qui, de ce fait, ne cesse pas d’être un réfugié même si un changement fondamental de circonstances intervient dans son pays d’origine.<sup>157</sup> (Référence omise)

Toujours devant la SAR, il a été déterminé qu’une enfant excisée pouvait bénéficier de l’exception prévue à l’article 108 (4) de la LIPR et cela nonobstant le fait que, ni ses parents, ni leur conseil, ni la SPR, avaient invoqué l’argument<sup>158</sup> :

---

<sup>156</sup> Dossier qui avait préalablement été rejeté par la SPR, rejeté une première fois par la SAR et renversé par la Cour Fédérale

<sup>157</sup> X (Re), 2015 CanLII 111028 (CA CISR)

<sup>158</sup> Pour le droit de la SAR de soulever une nouvelle question, voir, entre autres, l’affaire Ching c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 725 (CanLII), para 66.

**L’exception relative aux raisons impérieuses s’applique à l’appelante mineure**

[28] Puisqu’une MGF a été pratiquée sur l’appelante mineure, cela constitue de la persécution au titre de l’article 96 de la LIPR. Étant donné que la MGF a déjà eu lieu, l’appelante mineure n’est plus exposée à un préjudice de la part des agents de persécution et ses circonstances ont changé. Il reste à décider si l’appelante mineure devrait être considérée comme une réfugiée au titre de l’article 96 suivant l’exception relative aux raisons impérieuses énoncée au paragraphe 108(4) de la LIPR IRPA.

[29] Dans l’évaluation de la présente affaire, la SAR fait observer que, en général, les raisons qui sont « impérieuses » doivent être examinées au cas par cas et l’application de cette exception prévue au paragraphe 108(4) est rare.

[30] La SAR fait état du rapport publié par le Country of Origin Research Information qui cite le Département d’État des États-Unis :

[traduction]

La mutilation génitale féminine entraîne souvent une fistule obstétricale (un déchirement du vagin en raison d’un accouchement prolongé, obstrué et sans intervention médicale opportune). La plupart des fistules ont causé la mort du bébé et une incontinence chronique chez la femme. Les conséquences sociales d’une fistule comprennent l’isolation physique et émotionnelle, l’abandon ou le divorce, les railleries et la honte, l’infertilité, le manque de soutien financier et le risque de violence et d’abus. L’absence de traitement réduit grandement les possibilités d’emploi et de vie de famille, et les femmes touchées sont souvent tenues de s’en remettre à la charité. [Note de bas de page omise]

[31] Le rapport fait allusion à une autre étude selon laquelle :

[traduction]

[...] les effets ultérieurs sont la dysfonction sexuelle, les kystes, les chéloïdes, l’accouchement difficile et la mortalité infantile, alors que les problèmes de santé psychosociaux et psychologiques comprennent l’anxiété, la dépression, l’infection, y compris le VIH, les névroses et la mort. [Note de bas de page omise]

[32] En examinant les conséquences de la MGF que l’appelante mineure subira pour le restant de sa vie, la SAR estime que tous ces effets découlant de sa persécution constituent des raisons impérieuses au titre du para 108(4).

[33] La SAR fait également observer que les appelants, qui ont bénéficié de l’aide d’un conseil, n’ont pas soulevé cette question dans leur mémoire d’appel. Toutefois, la SAR a compétence pour soulever de nouvelles questions quand



son omission de le faire risquerait d'entraîner une injustice, et c'est ce qu'elle décide de faire en l'espèce.

[34] La SAR estime que la SPR a commis une erreur dans son évaluation de l'affaire de l'appelante mineure et que sa décision doit être cassée. La SAR est d'avis que l'appelante mineure a qualité de réfugié au sens de la Convention au titre de l'article 96 de la LIPR.<sup>159</sup> (Références omises)

La Cour Fédérale, dans *l'affaire Mwaura*,<sup>160</sup> a balisé le fardeau de preuve d'une demande sous l'exception de l'article 108 (4) de la LIPR. Dans cette affaire, la SPR avait conclu que les raisons impérieuses n'avaient pas pu être établies car aucun examen psychologique n'avait été produit :

[38] [...] Pour déterminer si l'exception s'applique, la SPR (et, dans la présente affaire, la SAR) doit tenir compte des répercussions affectives et psychologiques que causerait le retour de l'appelante dans son pays d'origine. Aucune des deux sections n'a l'expertise requise pour évaluer, en l'absence d'un rapport psychologique, la santé psychologique et la force de l'appelante ou le degré de traumatisme émotionnel que pourrait causer à l'appelante son retour dans son pays d'origine. (Soulignement dans le jugement de la CF)

Le juge Brown, dans cette affaire, avait rejeté la conclusion de la SAR aux motifs que :

(...)

Là encore, je fais miens ces motifs pour rejeter la proposition selon laquelle la production d'un rapport psychologique est obligatoire en vertu du paragraphe 108(4).

[20] À mon avis, il ressort clairement de ces décisions qu'il n'y a aucune exigence pour établir la santé psychologique ou la force d'un demandeur ou le degré de traumatisme émotionnel. De même, il n'y a aucune exigence d'établir des séquelles psychologiques. Étant donné qu'il n'y a aucune exigence pour établir des séquelles psychologiques, l'absence de preuve psychologique ne peut logiquement et juridiquement être fatale dans une demande fondée sur des « raisons impérieuses ».

Ainsi, l'évaluation psychologique n'est pas obligatoire pour établir l'exception des raisons impérieuses pour les demandes d'asile en générale, mais aussi pour les dossiers MGF/E en particulier. Par ailleurs,

---

<sup>159</sup> X (Re), 2018 CanLII 101178 (CA CISR)

<sup>160</sup> Mwaura c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 874 (CanLII)



dans la pratique, on devrait prévoir une preuve psychologique pour ses dossiers sans quoi il pourrait être conclu à l’effet que :

[31] S’appuyant sur les décisions Mwaura et *Suleiman*, les appelants soutiennent que la SPR a commis une erreur en demandant un rapport psychologique pour corroborer les allégations de l’appelant selon lesquelles la façon dont XXXX l’a traité a entraîné des séquelles psychologiques persistantes.

[32] Même s’il aurait été très pertinent que l’appelant présente des éléments de preuve d’ordre psychologique dans la présente affaire, je souscris à l’argument des appelants selon lequel il n’est pas nécessaire de produire un rapport psychologique faisant état des séquelles psychologiques permanentes pour tirer une conclusion au titre du paragraphe 108(4) de la *Loi*. Cependant, dans la présente affaire, à la lumière de mon évaluation du témoignage de l’appelant devant la SPR et des autres observations écrites qui ne sont pas, à mon avis, convaincantes ni crédibles, j’estime qu’il n’a pas été établi que la persécution passée est d’une gravité si exceptionnelle qu’elle atteint un degré qui permettrait à la SPR d’appliquer les dispositions relatives aux raisons impérieuses.<sup>161</sup> (Références omises)

Outre le fardeau de la preuve qui semble parfois constituer un obstacle pour présenter l’argument des « raisons impérieuses », un autre problème se pose, soit celui que la femme et/ou la fillette ait préalablement besoin d’être reconnue comme réfugiée. À cet effet, voici une conclusion négative de la SAR :

### **Raisons impérieuses**

[10] En ce qui concerne l’application des articles 96 et 97 de la *LIPR*, la Cour fédérale a affirmé que l’exception relative aux raisons impérieuses ne s’appliquait que s’il a été statué que la personne avait qualité de réfugié au sens de la Convention ou celle de personne à protéger, et également que les conditions ayant mené à cette décision n’existent plus. Dans le cas présent, la CISR n’est pas tenue d’effectuer une analyse des « raisons impérieuses » fondée sur le paragraphe 108(4) de la *LIPR*.<sup>162</sup> (Référence omise)

---

<sup>161</sup> X (Re), 2018 CanLII 96903 (CA CISR). En 2014, la SAR, dans l’affaire X (Re), 2014 CanLII 90831 (CA CISR), avait aussi conclu que le fardeau de la preuve n’avait pas été rencontré pour l’exception prévue à l’article 108 (4) de la LIPR car, entre autres, aucun rapport psychologique n’avait été produit (paras 38-39) & finalement l’affaire X (Re), 2019 CanLII 133385 (CA CISR), para 37.

<sup>162</sup> X (Re), 2014 CanLII 80156 (CA CISR). Cette même conclusion a été reprise, par la SAR, dans une affaire plus récente, soit X (Re), 2019 CanLII 135176 (CA CISR), paras 24-25. Erronément, dans cette affaire on soulevait l’exigence voulant que la femme excisée doive faire la preuve d’un risque prospectif.

Avec égard, cette conclusion de la SAR semble erronée et ce aux vues de la Cour fédérale (voir courant présenté ci-haut), des lignes directrices du HCR, mais aussi de la pratique dans d’autres juridictions principalement européennes.

Finalement, nous pensons qu’il est très pertinent de soulever l’argument de l’exception prévue à l’article 108 (4) de la LIPR lorsque, dans un dossier, une femme et/ou une fillette a déjà subi une MGF/E. C’est seulement en plaçant davantage cet argument qu’il pourra évoluer & cheminer dans le droit des réfugiés au Canada tout comme cela se fait dans d’autres régions du monde.

### 6.3 Preuves à rassembler

Le principe du *bénéfice du doute* en matière de demande d’asile est bien connu. Le HCR, selon le *Guide et principes directeurs sur les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés*,<sup>163</sup> a prévu que :

196. C’est un principe général de droit que la charge de la preuve incombe au demandeur. Cependant, il arrive souvent qu’un demandeur ne soit pas en mesure d’étayer ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, et les cas où le demandeur peut fournir des preuves à l’appui de toutes ses déclarations sont l’exception bien plus que la règle. [...] Cependant, même cette recherche indépendante peut n’être pas toujours couronnée de succès et il peut également y avoir des déclarations dont la preuve est impossible à administrer. En pareil cas, si le récit du demandeur paraît crédible, il faut lui accorder le bénéfice du doute, à moins que de bonnes raisons ne s’y opposent.

De plus, la SPR aussi se réfère au principe du *bénéfice du doute* lorsqu’elle évalue la crédibilité des allégations d’une demande d’asile.<sup>164</sup> Cependant, ce principe ne s’applique pas du moment que l’on conclut que :

- Les déclarations ne sont pas cohérentes et plausibles (invraisemblable);
- Les déclarations sont en contradiction avec des faits notoires.<sup>165</sup>

Aussi, il revient aux demandeurs/es de produire tous les éléments de preuves possible<sup>166</sup> au soutien de leur demande de refuge et ce pour maximiser leurs chances de succès devant les tribunaux de la CISR.

<sup>163</sup> Au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Réédité, Genève, décembre 2011

<sup>164</sup> Évaluation de la crédibilité lors de l’examen des demandes d’asile, Services juridiques, 31 janvier 2004, [En ligne] [<https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/ressources-juridiques/Pages/Credib.aspx#13>]

<sup>165</sup> Id. Section 1.3 du document Évaluation de la crédibilité lors de l’examen des demandes d’asile

<sup>166</sup> Parfois l’obligation de produire des documents est appliquée strictement et ceci très certainement en contravention avec les principes internationaux relatifs au droit d’asile

Cependant, rappelons que la SPR peut seulement : « (...) *soulever l’absence de preuves documentaires pertinentes s’il trouve des contradictions ou des inconsistencies* »<sup>167</sup> et de là tirer une inférence négative sur la crédibilité.

### 6.3.1 Attestation médicale

Dans toute demande d’asile, il peut s’avérer pertinent de produire un document médical pour attester, notamment, un diagnostic mais aussi la preuve de mauvais traitements passés (autant ce qui est apparent sur le corps qu’à l’intérieur du corps<sup>168</sup>). D’ailleurs, les Tribunaux peuvent faire des inférences négatives quant à la crédibilité d’une personne si elle omet de produire une telle preuve:

[20] (...) Il était loisible à la SPR de demander si ces documents avaient été demandés. En fait, il est attendu de la SPR qu’elle s’enquière des efforts déployés pour obtenir des documents corroborants raisonnablement accessibles, comme des rapports médicaux et des rapports de police. L’absence d’une explication plausible ou raisonnable de la part des demandeurs d’asile lorsque ces documents ne sont pas fournis a toujours été considérée comme un motif valable de douter de la crédibilité des demandeurs d’asile.<sup>169</sup> (Référence omise)

Ce raisonnement s’inspire très certainement des Règles de la SPR :

#### **Document établissant l’identité et autres éléments de la demande** **Documents**

**11** Le demandeur d’asile transmet des documents acceptables qui permettent d’établir son identité et les autres éléments de sa demande d’asile. S’il ne peut le faire, il en donne la raison et indique quelles mesures il a prises pour se procurer de tels documents.<sup>170</sup>

Quant aux dossiers MGF/E, il est très pertinent de produire une attestation médicale démontrant qu’il y a eu ou non une mutilation génitale féminine/excision. Dans l’affaire X (Re), 2019 CanLII 126518 (CA CISR),<sup>171</sup> la SAR a accordé un appel mais aussi conféré le statut de réfugié à une famille pour laquelle on craignait une MGF/E sur les fillettes. Entre autres, un document médical attestant que la mère avait été excisée et les appelantes associées mineures ne l’avaient pas été avait été produit.

---

<sup>167</sup> Mejia c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration), 2009 CF 1091 au para 18

<sup>168</sup> Anciennes fractures par exemple.

<sup>169</sup> X (Re), 2019 CanLII 136668 (CA CISR)

<sup>170</sup> Règles de la section de la protection des réfugiés, Référence : DORS/2012-256, [En ligne] [https://www.canlii.org/fr/ca/legis/regl/dors-2012-256/derniere/dors-2012-256.html#art11\\_smooth](https://www.canlii.org/fr/ca/legis/regl/dors-2012-256/derniere/dors-2012-256.html#art11_smooth)

<sup>171</sup> X (Re), 2019 CanLII 126518 (CA CISR)

Évidemment, il n'est pas allégué que seul le document ait mené à l'issue favorable de ce dossier,<sup>172</sup> mais que celui-ci a eu une incidence favorable sur l'issue.

Pour plusieurs, il est moralement questionnable de soumettre une enfant mineure à un examen médical pour établir ou non une MGF/E. Dans les dossiers où l'examen est demandé, à minima, il faut s'assurer que le personnel médical qui fasse l'examen soit sensible & réceptif à : l'âge de la fillette (sa capacité de comprendre), les us et coutume de la fillette, l'historique de la fillette, etc. En d'autres mots, on doit être sensible à l'enfant.

L'obtention d'une attestation médicale, à Montréal, est souvent obtenu via un·e praticien·ne·s de l'équipe de la Clinique des demandeurs d'asile et réfugiés (ci-après CDAR).<sup>173</sup> Il importe, pour l'obtention d'un tel document, de s'en remettre à des organismes ou personnes spécialisés en interventions auprès des réfugiés et aussi, le plus possible, sensibilisés aux réalités entourant les MGF/E.

Parfois les femmes et fillettes sont en possession de documents médicaux d'un pays tiers. Très souvent, malgré l'existence d'un tel document, il peut s'avérer pertinent de demander à ce qu'un document canadien soit émis. De plus, au moment de produire la preuve pour le Tribunal, il importe de s'assurer que les documents soumis ne portent pas préjudice aux personnes concernées par le dossier. Ainsi, il peut même être nécessaire d'exclure une preuve médicale provenant d'un pays étranger et ce afin de prévenir une inférence négative quant à la crédibilité, par exemple.

Relativement à l'attestation médicale, voici ce qu'elle devrait inclure :

- Identification de l'expert/e (possiblement curriculum vitae (CV) et/ou informations relatives à l'expertise du professionnel qui procède à l'examen);
- Identifier la ou les dates de rencontre(s);
- Identifier le type de MGF/E selon la classification de l'OMS avec description de ce qui a été constaté (avec ou sans schéma);
- Identifier les conséquences passées, présentes et futures de la MGF/E (important de questionner sur la possibilité de dossiers médicaux antérieurs);
- Identifier ce qui peut être fait, le pronostic &

---

<sup>172</sup> Parmi les 87 décisions recensées, rares sont celles qui mentionnent expressément l'attestation médicale en lien avec la MGF/E (trois (3) seulement) Cependant, il y a quatre (4) autres décisions qui démontrent qu'une telle preuve a été soumise car on a retenu le fait que l'appelante principale a subi une MGF/E.

<sup>173</sup> Évidemment d'autres organismes aussi produisent des attestations médicales, notamment, le personnel de santé de la Maison Bleue & Médecins du Monde.

- Identifier, avec schéma à l’appui, les autres cicatrices faisant suite à des maltraitements sexospécifiques<sup>174</sup> (inclure des informations à l’effet que les cicatrices sont la conséquence du type d’agressions décrit par la demandeur).<sup>175</sup>

On pourrait devoir faire plus d’un document médical pour obtenir l’ensemble des éléments susmentionnés. Entre autres, si l’attestation médicale de la non excision de l’enfant est produite par un/e médecin spécialisé/e, il est possible que le/la professionnel/le n’ait pas, aussi, l’expertise requise pour évaluer les cicatrices.

Quant aux cicatrices qui peuvent être identifiées par le/la professionnel/le, il arrive que si la demandeur n’est pas crue, la détermination médicale que les cicatrices sont conformes aux types de mauvais traitements allégués peut être rejetée. Cependant, la cour Européenne des droits de l’homme a déjà conclu que :

(...) lorsque des certificats sérieux et circonstanciés faisant état de cicatrices compatibles avec les déclarations du demandeur d’asile sont produits, il existe une présomption de l’existence d’un risque de traitement contraire à l’article 3 de la Convention européenne des droits de l’homme et qu’il y a lieu d’examiner si, au vu des éléments objectifs du dossier – en ce compris la situation générale prévalant dans le pays d’origine – ce demandeur ne s’expose pas à un risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour. La Cour va plus loin dans l’arrêt *I c. Suède* en affirmant qu’on ne peut ôter toute force probante à un document médical attestant d’actes de torture du seul fait que les propos du demandeur relatifs aux circonstances dans lesquelles ils ont été subis ne seraient pas crédibles.<sup>176</sup> (Référence omise)

Finalement, outre un document médical attestant des informations physiologiques de la demandeur, il pourrait s’avérer très pertinent de produire un rapport psychologique et/ou une attestation de suivi psychologique.

### 6.3.2 Attestation de suivi et/ou rapport psychologique

Tel qu’identifié précédemment à la section des *conséquences durables* d’une MGF/E (Section 2.1), une femme ou une fillette peut éprouver des problèmes psychologiques divers, notamment, *des sentiments de mésestime, le stress post-traumatique, l’anxiété, la dépression et des pertes de mémoire.*

---

<sup>174</sup> Ceci éviterait la multiplicité des rendez-vous pour la preuve et l’information est très pertinente pour construire l’argument pour le dossier.

<sup>175</sup> Care of girls and women living with female genital mutilation, WHO, p.417 [En ligne]  
[<file:///C:/Users/Annick/Desktop/FGM/contrat%20de%20travail%20TCRI/WHO/care%20of%20girls%20and%20women%20living%20with%20FGM%20-%20WHO.pdf>]

<sup>176</sup> Étude de jurisprudence relative à l’évaluation des demandes d’asile fondées sur des violences de genre / au regard des documents médicaux et psychologiques, Charlotte Chevrier, juriste, 2016, p.16 [En ligne]  
<https://www.intact-association.org/images/analyses/Studie-Charlotte.pdf>

*Ces conséquences psychologiques auraient besoin d’être prises en considération par les autorités qui examine les cas impliquant des femmes et des fillettes originaires de pays dans lesquels les MGF sont pratiquées, et ce, tout particulièrement dans l’évaluation de la crédibilité des faits matériels de leur demande.*<sup>177</sup>

Les documents portant sur la santé mentale de la femme ou la fillette peuvent, entre autres, s’avérer pertinent pour exposer les effets néfastes de la stigmatisation et/ou l’ostracisme sur celles ayant refusées une MGF/E. En effet, il est difficile de démontrer que ces effets cumulés constituent de la « persécution » au sens de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, mais une telle preuve peut certainement aider.

Finalement et très important, la preuve psychologique, quelle qu’elle soit, devrait être préparée en étroite collaboration entre la femme ou la fillette concernée, le/la professionnel·le et son/sa représentant·e.

### Attestation de suivi psychologique

Lorsqu’une femme ou une fillette suit une thérapie, il pourrait être pertinent de produire une attestation de suivi psychologique ou une attestation de santé mentale. Cette preuve n’est pas toujours pertinente et : « *Il faudra se questionner sur la pertinence de la rédaction du document en fonction du temps de la thérapie et dans certains cas, préférer ne rien rédiger.* »<sup>178</sup>

Quant au contenu d’un tel document :

- Expertise du/de la professionnel·le;
- Période de la consultation thérapeutique;
- Si diagnostic posé le mentionner ainsi que les symptômes perçus (pas juste ceux exposés par la personne concernée);
- Si médicament prescrit le mentionner;
- Le contenu du travail (sur quoi porte les séances thérapeutiques) sans rentrer dans les faits plus que nécessaire;
- L’évaluation du « simulacre ».

---

<sup>177</sup> Trop de souffrance – Mutilation génitales féminines et asile dans l’Union européenne, une analyse statistique, UNHCR, p.21 [En ligne]

[<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=5163edf14>]

<sup>178</sup> Femmes, Excision et Exil, quel accompagnement thérapeutique possible?, L’écriture de cet ouvrage a été coordonnée par Annalisa D’Aguanno, psychologue, clinicienne au GAMS Belgique depuis 2009, [En ligne][[https://sites.uclouvain.be/reso/opac\\_css/doc\\_num.php?explnum\\_id=9013](https://sites.uclouvain.be/reso/opac_css/doc_num.php?explnum_id=9013)]

GAMS Belgique (groupe pour l’abolition des mutilations sexuelles) est une ONG qui offre un ensemble complet de services aux femmes et fillettes en lien avec les MGF et ce depuis 1996. Leur objectif principal est de « contribuer à l’abandon des mutilations sexuelles féminines en Belgique et dans le reste du monde », [En ligne] [ <https://gams.be/qui-sommes-nous/missions-et-valeurs/> ]

## Rapport psychologique

Le rapport psychologique peut servir à plusieurs fins :

- Établir des difficultés dans le cadre de la présentation du dossier et/ou du témoignage (difficulté à exposer de manière précise, cohérente et spontanée les événements). Le rapport peut donc aider à sauvegarder la crédibilité d'une femme et/ou fillette. Le HCR dans son document intitulé *Trop de souffrance – Mutilations Génitales féminines et asile dans l'Union Européenne*, a expressément exposé ceci :

Bien que la recherche scientifique concernant les conséquences psychologiques liées à la pratique des MGF soit limitée, les conséquences qui ont été documentées incluent des sentiments de mésestime, le stress posttraumatique, l'anxiété, la dépression et des pertes de mémoires. Ces conséquences psychologiques auraient besoin d'être prises en considération par les autorités qui examinent les cas impliquant des femmes et des fillettes et jeunes filles originaires de pays dans lesquels les MGF sont pratiquées, et ce, tout particulièrement dans l'évaluation de la crédibilité des faits matériels de leur demande.<sup>179</sup>

Dans le cadre de l'analyse menée, 29 décisions avaient porté, entre autres, sur la crédibilité. De ces 29 décisions, il y en avait 13 dans lesquelles on a fait mention d'une preuve psychologique. De ces 13 décisions, cinq (5) ont été acceptées.<sup>180</sup> Le fait de produire un rapport ne permet pas de pallier à tous les problèmes de crédibilité qui se posent, mais peut, très certainement, fournir un cadre explicatif pertinent qui permet d'exposer les difficultés qui pourraient être rencontrées lors du témoignage.

- Établir les séquelles de l'excision vécue, pour documenter la « persécution continue » dans laquelle s'inscrit la MGF/E;
- Établir les difficultés à demander la protection au pays, mais aussi au Canada; et
- Établir les difficultés pour une relocalisation à même son pays (PRI)

Le rapport ne peut être produit par une personne traitante de la femme ou de la fillette concernée. Le rapport se doit d'être réalisé par une personne dite « neutre ». Quant à son contenu, il devrait contenir l'ensemble des éléments suivants :

- Le cv de l'expert/e;

---

<sup>179</sup> Id.

<sup>180</sup> Aisowieren c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2020 CF 305 (CanLII), Haastrup c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 29020 CF 141 (CanLII)X (Re), 2019 CanLII 136748 (CA CISR), X (Re), 2019 CanLII 96811 (CA CISR) & X (Re), 2019 CanLII 114439 (CA CISR).



- Le contexte dans lequel on a demandé la production du rapport;
- Les dates et temps passé avec la demandeur pour l’élaboration du rapport;
- Un retour TRÈS sommaire sur les faits présentés dans la demande;
- Le diagnostic & ce qui a besoin d’être fait comme traitements;
- Exposer les examens réalisés lors des rencontres (aussi y faire la mention que la « simulation » possible a été écartée pour les raisons...);
- Exposer les possibilités de revictimisation, s’il y a lieu et pourquoi cela;
- Si des problèmes au dossier d’asile ont été portés à l’attention de l’expert/e, voir si son état psychologique peut, en partie ou en totalité, constituer une explication plausible et pourquoi;
- Exposer si l’état de la personne pourrait affecter sa capacité à témoigner &
- Ne faire aucune mention si la demande devrait ou non être acceptée

Relativement à la mention de « l’effet des symptômes sur la capacité de livrer un témoignage », celle-ci est très importante tel que constaté dans l’affaire X (Re), 2019 CanLII 133698 (CA CISR) <sup>181</sup> :

[41] J’ai tenu compte des rapports psychologiques préparés par XXXX XXXX et le Centre Riverdale pour femmes immigrantes (Riverdale Immigrant Women’s Centre) pour évaluer toute difficulté que M<sup>me</sup> A pourrait avoir à se rappeler des incidents de menaces ou de violence. J’admets l’opinion clinique de M<sup>me</sup> XXXX selon laquelle les symptômes de M<sup>me</sup> A sont compatibles avec le trouble de stress post-traumatique et M<sup>me</sup> A a eu besoin de consultations psychologiques. Toutefois, **je ne crois pas que les évaluations psychologiques puissent remédier aux incohérences dans le témoignage de M<sup>me</sup> A, étant donné que M<sup>me</sup> XXXX ne craint pas que les symptômes de M<sup>me</sup> A puissent nuire à sa capacité de témoigner.** Par ailleurs, les rapports n’atténuent pas non plus mes préoccupations au sujet des contradictions découlant des affidavits. (Références omises et nos emphases)

Dans *l’affaire Egbesola*,<sup>182</sup> le juge Zinn a déterminé que :

[11] En ce qui concerne le premier argument, je reconnais que la SAR ne mentionne pas nommément le rapport du D<sup>r</sup> Devins, mais ce seul fait ne démontre pas qu’elle a omis d’en tenir compte. Le rapport doit être pris en considération selon ce qu’il peut réellement établir d’un point de vue probant. Tels que présentés par le défendeur, les « faits » sur lesquels se fonde le rapport sont ceux qui ont été rapportés au D<sup>r</sup> Devins par la demanderesse principale, et ne sont donc pas des faits jusqu’à ce que le tribunal les juge comme tels. Ce qui peut raisonnablement ressortir du rapport, c’est que la demanderesse principale souffre d’un trouble de stress post-traumatique, et qu’elle doit suivre

---

<sup>181</sup> Z (Re), 2019 CanLII 133698 (CA CISR)

<sup>182</sup> Egbesola c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2016 CF 204 (CanLII)



un traitement médical pour cela. La Cour a observé que des rapports comme celui-là, qui sont présentés à la SAR, peuvent franchir la ligne qui sépare l’opinion d’experts du plaider : *Molefe c Canada (M.C.I.)*, 2015 CF317 [Molefe]. Dans l’affaire *Molefe*, le juge Mosley a conclu au paragraphe 34 que le rapport soumis dans cette affaire-là, également de la part du D<sup>r</sup> Devins, avait franchi la ligne et n’était pas « [TRADUCTION] d’une telle importance pour une question centrale de l’affaire que le fait de ne pas le mentionner ni l’analyser nous oblige à conclure que la décision n’a pas été rendue en conformité avec les éléments de preuve ». Le juge Mosley a écrit au paragraphe 32 :

[TRADUCTION]

À mon avis, le rapport du D<sup>r</sup> Devins franchit la ligne qui sépare l’opinion d’experts du plaider. En effet, la conclusion est la suivante : L’état de M<sup>me</sup> Molefe peut s’améliorer grâce à des soins appropriés et au fait de ne pas avoir à se soucier de la menace de renvoi. Par conséquent, c’est une bonne chose qu’elle reçoive actuellement des services de consultation soutenus. Cela ne devrait pas être interrompu. Si la permission de demeurer au Canada est refusée, son état va se détériorer. Comme il est indiqué, il sera impossible pour M<sup>me</sup> Molefe de se sentir en sécurité n’importe où au Botswana.

[12] Dans le cas présent, les termes utilisés par le D<sup>r</sup> Devins dans son rapport sont pratiquement identiques. Voici ce qu’il écrit :

[TRADUCTION]

L’état de M<sup>me</sup> Egbesola peut s’améliorer grâce à des soins appropriés et au fait de ne pas avoir à se soucier de la menace de renvoi. Si la permission de demeurer au Canada est refusée, son état va se détériorer. Comme il est indiqué, il sera impossible pour M<sup>me</sup> Egbesola de se sentir en sécurité n’importe où au Nigeria.

[13] Comme le juge Mosley, **je suis d’avis que le médecin est devenu un défenseur, et que la déclaration selon laquelle la demanderesse principale ne se sentira en sécurité nulle part au Nigeria n’a pratiquement aucune valeur probante.** Dans la mesure où le rapport offre effectivement un avis d’expert, la SAR a examiné si la demanderesse aurait accès à des soins de santé à Port Harcourt et a conclu que ce serait le cas. Cette conclusion n’est pas contestée par la demanderesse principale. Par conséquent, le fait de ne pas aborder directement le rapport médical ne rend pas déraisonnable la conclusion relative à la PRI. (Nos emphases)

Ce qui ressort du passage précité est que les experts/es, dans leurs rapports, doivent éviter de sortir de leur champ de compétence pour présenter un plaider en faveur de la femme ou de la fillette. Outre ne pas aider au dossier, leur crédibilité est entachée.

### 6.3.3 Preuve relative à la protection de l’État

La preuve relative à la protection de l’État devrait varier selon qu’il y ait ou non une loi criminalisant les MGF/E.

Parfois les cartables nationaux de documentation (ci-après CND) de la CISR sont suffisants pour établir l’absence de la protection étatique et/ou l’inefficacité de celle-ci, mais il peut aussi s’avérer pertinent de faire des recherches et produire des documents objectifs sur le sujet.

Rappelons que lorsque l’on s’en remet au CND il est bien reçu de faire des références spécifiques à des documents, mais plus encore des références à des passages précis. D’ailleurs, la Cour Fédérale a conclu que la SAR avait commis une faute en omettant de prendre en compte la preuve du CND qui était contraire aux conclusions qui avaient été rapportées.<sup>183</sup>

Quant à la protection de l’État, il est toujours important d’avoir à l’esprit que :

- Personne ne doit être obligé de demander une protection à répétition;
- Personne ne doit être obligé de mettre sa vie en danger pour démontrer l’inexistence d’une protection étatique. À cet effet, *l’affaire Ward*<sup>184</sup> de la Cour suprême du Canada a prévu que :

Ce n’est pas vrai dans tous les cas. La plupart des États seraient prêts à tenter d’assurer la protection, alors qu’une évaluation objective a établi qu’ils ne peuvent pas le faire efficacement. En outre, le fait que le demandeur doive mettre sa vie en danger en sollicitant la protection inefficace d’un État, simplement pour démontrer cette inefficacité, semblerait aller à l’encontre de l’objet de la protection internationale.

- La protection doit émaner d’un corps policier (autorité quelconque). À cet effet, voir *l’affaire Aurelien*<sup>185</sup> où il a été conclu que:

[16] La Cour a souligné à maintes reprises que la force policière est présumée être la principale institution responsable d’assurer la protection et celle qui possède les pouvoirs de contrainte appropriés. Les refuges, les conseillers et les services d’écoute téléphonique peuvent apporter de l’aide, mais ils n’ont ni le mandat ni la capacité de fournir de la protection : (...).

[17] (...)

---

<sup>183</sup> Aisowieren c. Canada, 2020 CF 305 (CanLII), para 18

<sup>184</sup> Canada (Procureur général) c. Ward, 1993 CanLII 105 (CSC), [1993] 2 RCS 689

<sup>185</sup> Aurelien c. Canada (M.C.I.), [2013], CF 707

[18] En outre, l’agent a invoqué des organisations gouvernementales, comme le ministère de la Santé, sans toutefois préciser quelle serait l’étendue de la protection offerte par un tel ministère. (...)

[19] Pour conclure sur ce point, l’agent a fait remarquer que la protection de l’État était adéquate lorsque les services de police étaient examinés [TRADUCTION] « en combinaison avec » ces autres organisations qui luttent contre la violence conjugale. Il s’agit autrement dit d’une façon implicite d’admettre que la police, à elle seule, ne respecte pas la norme établie, alors qu’elle est tenue de le faire. (...).<sup>186</sup> (Nos emphases)

Très important, dans le contexte d’une crainte d’une violence genrée, telle une MGF/E, il serait pertinent de rappeler que la protection étatique se doit d’être évaluée du point de vue « subjectif » de la femme ou de la fillette concernée. Cet argument a maintes fois été repris dans les dossiers de femmes craignant la violence conjugale. Il semble pertinent de le transposer à un dossier de crainte d’une MGF/E.

La Cour Fédérale, dans *l’affaire Orsos*,<sup>187</sup> où il s’agissait d’une demanderesse craignant de la violence conjugale, il a été déterminé que:

[19] En ce qui a trait à la violence conjugale, la Cour suprême, dans *R c Lavallee*, [1990] 1 RCS 852, énonce les aspects particuliers devant être pris en considération, notamment la question de savoir ce que la demanderesse « a raisonnablement cru, compte tenu de sa situation et de ses expériences antérieures ». Le test est donc à la fois subjectif et objectif. Bien que la crainte subjective de la demanderesse ne soit pas déterminante quant à la question de la protection de l’État, la jurisprudence exige d’examiner la perception de la demanderesse à la lumière de la situation générale dans le pays : *Aurelien*. Comme l’établissent les directives de la Présidente intitulées « Revendicatrices du statut de réfugié craignant d’être persécutées en raison de leur sexe » (les directives concernant la persécution fondée sur le sexe), **les mesures prises par la demanderesse pour solliciter la protection de l’État doivent être examinées au regard du « contexte social, culturel, religieux et économique » dans lequel elle se trouve. En l’espèce, la Commission a accordé peu de poids à la situation en Hongrie, et elle n’a accordé aucun poids à la crainte subjective de la demanderesse et aux facteurs contextuels énoncés dans les directives concernant la persécution fondée sur le sexe. Par conséquent, la Commission a commis une erreur dans son analyse de la protection de l’État.** (Nos emphases)

Suivant ce passage, il importe de se référer aux Directives 4 car elles prévoient que:

---

<sup>186</sup> Voir aussi *Antoine c. Canada* (M.C.I.) 2015 CF 795, para. 20

<sup>187</sup> *Orsos c. Canada* (M.C.I.) 2015 CF 248

**Les décideurs doivent examiner la preuve démontrant l’absence de protection de l’État si l’État et ses mandataires dans le pays d’origine de la revendicatrice ne voulaient pas ou ne pouvaient pas assurer une protection appropriée contre la persécution fondée sur le sexe.** Si la revendicatrice peut montrer clairement qu’il était objectivement déraisonnable pour elle de demander la protection de l’État, son omission de le faire ne fera pas échouer sa revendication. En outre, que la revendicatrice ait ou non cherché à obtenir la protection de groupes non gouvernementaux ne doit avoir aucune incidence sur l’évaluation de la protection qu’offre l’État.

**Au moment d’évaluer s’il est objectivement déraisonnable** pour la revendicatrice de ne pas avoir sollicité la protection de l’État, **le décideur doit tenir compte, parmi d’autres facteurs pertinents, du contexte social, culturel, religieux et économique dans lequel se trouve la revendicatrice.** Par exemple, si une femme a été victime de persécution fondée sur le sexe parce qu’elle a été violée, elle pouvait ne pas demander la protection de l’État de peur d’être ostracisée dans sa collectivité. Les décideurs doivent tenir compte de ce type d’information au moment de déterminer si la revendicatrice aurait dû raisonnablement demander la protection de l’État.<sup>188</sup> (Références omises & emphases déjà au document)

### **Pays n’ayant pas de loi criminalisant les MGF/E**

Le CDN regroupe les documents de base pour démontrer l’absence d’une protection efficace pour la femme ou la fillette craignant la MGF/E. Cependant, il peut être judicieux d’ajouter des documents et ce pour éviter tout refus du Tribunal sur la conclusion que la demandeur aurait pu bénéficier d’une protection étatique dans son pays de nationalité.

Des documents objectifs à recherchés :

- Documents qui exposent la corruption rampante des autorités;
- Documents qui exposent la violence genrée (sous toutes ses formes) et l’absence de démarches gouvernementales concrètes pour l’enrayer;
- Documents qui exposent l’absence de moyens du corps policier (effectifs humains et matériels)
- Documents qui exposent l’inefficacité du système policier dans son ensemble (taux de résolution des crimes, motivation du personnel, etc.)

---

<sup>188</sup> Ce passage se trouve à la section C. Questions relatives à la preuve, [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir04.aspx>

### Pays ayant une loi criminalisant les MGF/E

Le fait qu’il y ait une loi interdisant les MGF/E n’est pas en soi la preuve qu’une femme craignant une MGF/E puisse bénéficier d’une protection étatique adéquate et efficace. D’ailleurs, plusieurs de ces lois ont peu d’effets car on constate que :

- L’attitude sociétale, elle, demeure inchangée vis-à-vis des MGF/E;
- Les conséquences légales, souvent minimales, n’ont pas d’effet dissuasif quant aux pratiques;
- Les lois en matière de MGF/E ne sont pas rigoureusement appliquées; et
- Les lois en matière de MGF/E ne sont pas toujours claires.<sup>189</sup>

Il serait très pertinent de présenter des éléments de preuve adressant chacun des éléments susmentionnés, s’ils en existent.

Les MGF/E représentent une coutume enracinée au sein de certaines communautés et ceci peut avoir une incidence sur les autorités qui semblent réticentes à intervenir ou incapables de le faire. Les lois sont donc sans conséquence pour celles et ceux qui les transgressent.

Ainsi, lorsque l’on fait une analyse de la protection étatique qui s’offre à une femme ou à une fillette, on doit s’assurer que la loi promulguée n’est pas seulement théorique. À cet effet, dans l’*affaire Kaur*,<sup>190</sup> le Juge De Montigny a conclu que :

[28] (...). **La protection de l’État ne doit pas seulement être théorique, elle doit être pratique, réelle et efficace.** Après avoir cité le professeur Hathaway qui a dit : [traduction] « Un réfugié peut prouver une crainte bien fondée d’être persécuté lorsque les autorités officielles ne le persécutent pas, mais qu’elles refusent ou sont incapables de lui offrir une protection adéquate contre ses persécuteurs [...] », le juge La Forest a ajouté : (...) (Nos emphases)

Dans l’*affaire Campos Quevedo*,<sup>191</sup> l’honorable Noël a aussi souligné l’importance de distinguer entre la théorie et la pratique relativement à une protection étatique disponible :

[11] En l’espèce, cette distinction claire n’a pas été prise en considération, car l’analyse de la CISR concernant la protection offerte était largement théorique. Elle n’a pas étudié la preuve documentaire démontrant comment les lois et les mesures prises se sont manifestées de manière concrète. À tout le moins, la CISR est tenue d’expliquer de façon satisfaisante la raison pour laquelle la preuve n’a pas été considérée (*Cepeda-Gutierrez*, précitée). En l’espèce, il est

---

<sup>189</sup> Female Genital Mutilation: A Literature Review of the Current Status of Legislation and Policies in 27 African Countries and Yemen, by Jane Muthumbi, Joar Svanemyr, Elisa Scolaro, Marleen Temmerman & Lale Say, African Journal of Reproductive Health, September 2015: 19 (3)

<sup>190</sup> *Kaur c. Canada (M.C.I.)* [2005] CF 1491

<sup>191</sup> *Campos Quevedo*, 2011 CF 297

évident que les déclarations générales selon lesquelles le commissaire errerait s’il n’étudiait pas la preuve contraire ne suffisent pas. **De plus, la Cour est préoccupée par l’utilisation par la CISR de mesures législatives et politiques comme justification d’une protection de l’État suffisante**, tandis que du même souffle, elle cite des **documents plus récents indiquant clairement que ces mesures ont été inefficaces ou sans effet**.<sup>192</sup> (Nos emphases)

Dans la Note du HCR, précisément pour ce qui a trait aux dossiers MGF/E et l’analyse de la protection de l’État, on explique que :

20. Les statistiques disponibles montrent que malgré toutes les mesures prises par un certain nombre d’États afin d’éliminer cette pratique, celle-ci se perpétue dans de nombreuses régions du monde. **Très peu d’auteurs de MGF sont poursuivis par la justice. (...) Pour diverses raisons, les autorités étatiques peuvent être réticentes ou incapables d’interférer dans ces coutumes et pratiques locales, lesquelles sont profondément ancrées et largement pratiquées.** Ainsi, bien que les MGF aient pu être juridiquement criminalisées comme un délit dans la pratique, elles ne sont pas traitées comme telles, avec pour résultat que peu, voir aucune, mesure légale coercitive ne peut les faire cesser.

21. **Une interdiction formelle des MGF par la loi n’est pas suffisante pour conclure qu’une protection étatique existe.** (...) le HCR souligne : « **Il arrive qu’un État interdise une pratique de persécution** (par exemple les mutilations génitales féminines) **tout en continuant de tolérer cette pratique ou en étant incapable de la faire cesser efficacement.** Dans de tels cas, cette pratique constituerait aussi une persécution. (...) ». **Pour que la protection étatique soit considérée comme existante, les États doivent réellement faire preuve de diligence pour éliminer les MGF, en incluant une politique de prévention appropriée, ainsi que des poursuites et des sanctions systématiques et directes** (et pas seulement des menaces) contre les crimes liés à ces mutilations. (...).<sup>193</sup> (Références omises & nos emphases)

#### 6.3.4 Preuve relative à la possibilité de refuge interne (PRI)

Là où les PRI sont généralement identifiées en salle d’audience, l’analyse se fait toujours en deux (2) étapes (volets) : 1) il ne doit pas exister de possibilité sérieuse que l’individu soit persécuté dans la région de la PRI (selon la prépondérance des probabilités) et 2) les conditions de la proposition de PRI

---

<sup>192</sup> Voir aussi *Razo c. Canada* (M.C.I.), 2007 CF 1265, 162 A.C.W.S. (3d) 659, au para 10.

<sup>193</sup> *Supra* note 23, Note du HCR, p. 13

sont telles qu’il n’est pas déraisonnable, compte tenu de toutes les circonstances, pour un individu d’y chercher refuge.<sup>194</sup> Pour conclure à l’existence d’une PRI, les deux volets doivent être remplis.

Qui plus est, il peut être pertinent de demander un délai supplémentaire pour produire des documents spécifiques à la ou les villes identifiées comme PRI.

Avant l’audience, on peut quand même produire des documents qui soulignent les problématiques générales dans le pays qui rendraient difficile ou impossible une relocalisation selon l’identité de genre et le statut civil<sup>195</sup> eu égard aux éléments suivants :

- L’accessibilité aux logements;
- L’accessibilité au marché du travail;
- L’accessibilité à l’éducation;
- L’accessibilité aux services sociaux;
- L’accessibilité à un réseau de soutien;
- La preuve relative à la volonté des agents de persécution de retrouver la/les demandeur·s s’étant réfugiée·s dans une autre partie du pays.

### **Guide jurisprudentiel<sup>196</sup> pour ressortissants/es du Nigéria**

L’analyse a permis de constater que la très grande majorité des décisions avaient pour demandeurs/es ou appelants/es des ressortissants du Nigéria; sur les 87 décisions et jugements recensés et analysés, 76 incluaient des ressortissants/es du Nigéria (incluant 61 décisions de la SAR).<sup>197</sup>

De plus, concernant les 61 décisions de la SAR, il ressort que la PRI a été l’enjeu déterminant, soit dans 47 des décisions (77%). Parmi ces décisions, 39 ont été rejetées (ce qui place le taux de refus à 83%). Il importe de mentionner que le second volet de l’analyse de la PRI a été souvent décisif pour l’issue de l’appel:

Est-il raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances, que la personne déménage dans un lieu identifié par le Tribunal.

Qui plus est, les décisions avec une analyse de la PRI pour les ressortissants du Nigéria, faisaient aussi régulièrement mention du Guide jurisprudentiel;<sup>198</sup> soit dans 36 des 47 décisions. De ces 36 décisions,

---

<sup>194</sup> *Rasaratnam c Canada* (M.E.I.), [1992] 1 CF 706, *et Thirunavukkarasu c Canada* (M.E.I.), 1993 CanLII 3011 (CAF), [1994] 1 CF 589 & voir affaire récente: *Feboke c Canada* (M.C.I.), 2020 CF 155, para 15

<sup>195</sup> Ceci inclus aussi si la demandeur·e a des enfants à sa charge ou non.

<sup>196</sup> Ci-après le Guide, mais aussi parfois identifié par le numéro de la décision rendue, soit TB7-19851

<sup>197</sup> Notez qu’il soit possible que les dossiers MGF/E, ayant pour demandeurs des ressortissantes de d’autres pays que le Nigéria ait souvent gain de cause devant la SPR et donc moins de dossiers publiés de la SAR relativement à ses ressortissantes.

<sup>198</sup> Voir la décision TB7-19851, [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/decisions/Pages/TB7-19851.aspx>



33 appels ont été rejetés (taux de refus de 92%). Ce taux est plus de 15% plus élevé que le taux de rejet pour tous les appels traités, tous pays confondus.

Le Guide jurisprudentiel auquel il est fait référence est une décision de la SAR qui a analysé la PRI d’une jeune femme nigériane, seule, qui alléguait craindre une MGF/E avant son mariage forcé. Son agent de persécution principal était son père. Aussi, la jeune femme était instruite. Notons que la SPR a cru les allégations de crainte de madame, mais a convenu qu’il existait, pour elle, deux PRI viables et raisonnables dans ces circonstances. Les critères, dits non exhaustifs, qui furent adressés :

- Transport et déplacement;
- Langue;
- Éducation et emploi;
- Logement;
- Religion;
- Identité autochtone;
- Disponibilité des soins médicaux et des soins en santé mentale.

Aussi, notons que le Guide inclut plusieurs références aux Directives 4 pour l’analyse de différents critères de la PRI. Cependant, chacun des critères énumérés ci-haut a été analysé individuellement; aucune analyse cumulative et/ou globale n’a été faite.

Aujourd’hui, le Guide a été révoqué et ce depuis le 6 avril 2020:

Il a été conclu dans la décision, compte tenu de la preuve documentaire alors disponible, qu’il existe plusieurs grandes villes au Nigéria qui pourraient offrir, selon les faits de l’espèce, une possibilité de refuge intérieur (PRI) viable aux personnes qui fuient des acteurs ne relevant pas de l’État. Cette décision a été désignée comme guide jurisprudentiel parce qu’elle présente une analyse judicieuse des questions de droit et de fait soulevées; par conséquent, cette décision pourrait aider d’autres tribunaux à trancher des cas semblables.

Des faits nouveaux concernant les renseignements sur le pays d’origine, y compris ceux ayant trait à la capacité des femmes célibataires de déménager dans les diverses villes proposées dans le guide (...) en tant que PRI, ont amoindri la valeur de la décision à titre de guide jurisprudentiel.

(...)

Le cadre d’analyse du guide jurisprudentiel révoqué, abstraction faite de toute conclusion de fait, sera désigné comme des motifs d’intérêt de la SAR. Le cadre comprend le critère juridique pour établir une PRI viable ainsi que les sept facteurs décrits aux paragraphes 14-15 et 21-30. Ainsi, les commissaires



pourront utiliser le cadre d’analyse pour analyser les faits de chaque affaire ainsi que les plus récents renseignements sur le pays d’origine.<sup>199</sup>

En plus, rappelons que l’Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés avait tenté de contester la validité de quatre (4) Guides jurisprudentiels dont TB7-19851 pour les ressortissants/es du Nigéria. Le 4 septembre 2019, le Juge en Chef de la Cour Fédérale, avait conclu que:

[6] Les **quatre guides jurisprudentiels en cause** dans la présente instance, relatifs à l’évaluation des demandes d’asile présentées par des ressortissants du Nigéria, du Pakistan, de la Chine et de l’Inde, ont été valablement adoptés conformément à l’alinéa 159(1)h de la *LIPR*, LC 2001, c 27 [**LIPR**]. (...).

[7] **Le guide jurisprudentiel sur le Nigéria n’entrave pas illégalement le pouvoir discrétionnaire des décideurs de la Commission et n’empiète pas non plus indûment sur leur indépendance décisionnelle, car il fait constamment référence à la nécessité pour chaque affaire d’être jugée sur le fondement de ses faits particuliers.** Pour la même raison, il **n’alourdit pas injustement le fardeau imposé aux demandeurs d’asile lors de l’établissement du bien-fondé de leurs revendications.** Contrairement aux observations de l’ACAADR, le guide jurisprudentiel sur le Nigéria n’a pas été [TRADUCTION] « présélectionné » indûment.<sup>200</sup> (Nos emphases)

Malgré que le Guide ait été contesté, puis révoqué, cette décision, identifiée autrefois comme *Guide jurisprudentielle* et maintenant désignée comme *des motifs d’intérêt de la SAR*, a eu et continuera à avoir un impact certain sur les demandes d’asile du Nigéria.

### **Le guide jurisprudentiel dans les décisions incluses à l’analyse**

Une référence au Guide jurisprudentiel n’est pas synonyme d’un appel accueilli, selon les chiffres présentés préalablement. Ce guide semble servir de paramètres stricts pour étudier la raisonnable d’une PRI et généralement il s’ensuit que la PRI est viable. Cependant, il importe de mentionner que l’analyse sexo-spécifique est tenue dans ce document et nécessiterait davantage de sensibilité réelle aux problématiques de violences et/ou de discriminations auxquelles les femmes sont sujettes dans

---

<sup>199</sup> Avis de révocation du Guide jurisprudentiel – Nigéria, [En ligne]

<https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/revocation-tb7-19851.aspx>

<sup>200</sup> Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 1126 (CanLII)

plusieurs pays. Cette opinion n’est pas partagée car dans l’affaire X(Re), 2019 CanLII 134749 (CA CISR), le Guide a été retenu comme « substitut » aux Directives 4 :

[51] Dans sa décision, **la SPR n’a pas fait explicitement référence aux Directives n° 4 du Président. Quoi qu’il en soit, elle a pris en considération le guide jurisprudentiel qui, lui, a fait explicitement référence à ces Directives.** Ces Directives doivent être prises en compte dans les cas appropriés. Les membres de la SPR et de la SAR doivent posséder les connaissances nécessaires et doivent les appliquer d’une manière complète et avec sensibilité lorsqu’ils doivent décider de questions de violence faite aux jeunes filles ou aux femmes. Ces Directives font référence aux mutilations génitales féminines comme pouvant être qualifiées d’une situation donnant lieu à une crainte de persécution. À mon avis, lorsque la SPR a interrogé Monsieur XXXX sur les mesures qu’il a prises pour assurer la protection de sa famille à partir du moment où, en XXXX 2017, il a reçu un appel lui disant qu’il devait préparer sa femme et ses filles pour accomplir les pratiques traditionnelles exigées par sa famille, pratiques qui devaient être accomplies en XXXX 2017, j’estime qu’elle a alors très clairement manifesté son inquiétude quant à la possibilité que les deux jeunes filles soient excisées. (Références omises, nos emphases)

De plus, le Guide jurisprudentiel, qui adressait une femme seule instruite,<sup>201</sup> a aussi été appliqué pour évaluer la PRI de femmes monoparentales:

[23] J’estime que la SPR a correctement cerné et appliqué le critère à deux volets relatifs à la PRI et le guide jurisprudentiel sur les PRI au Nigéria de la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada. Il se peut que, en tant que femme et mère, l’appelante rencontre des difficultés économiques si elle déménage à Port Harcourt. Toutefois, compte tenu de ses antécédents professionnels, l’appelante a démontré qu’elle est capable de démarrer une entreprise prospère au Nigéria. D’après les éléments de preuve, compte tenu des circonstances qui sont propres à l’appelante, cette dernière aurait la capacité de s’établir de nouveau dans une autre région du Nigéria, et les éléments de preuve ne démontrent pas qu’elle risquerait d’être persécutée par sa belle-famille à Port Harcourt.<sup>202</sup> (Référence omise, nos soulignés)

Aussi, dans l’affaire X (Re), 2019, CanLII 136680 (CA CISR),<sup>203</sup> l’appelante principale était une femme nouvellement veuve (mari décédé au Canada) et il a été conclu, par la SPR, que :

---

<sup>201</sup> Soit le profil quasi exact de la demandeur dans l’affaire X (Re), 2019 CanLII 136672 (CA CISR)

<sup>202</sup> Voir X (Re), 2019 CanLII 133736 (CA CISR)

<sup>203</sup> X (Re), 2019 CanLII 136680 (CA CISR)

[27] La SPR a conclu que les appelants n’avaient pas établi qu’il serait objectivement déraisonnable ou trop difficile pour eux de se réinstaller à Port Harcourt. Devant la SAR, les appelants ont fait valoir en bonne partie les mêmes arguments qu’ils avaient présentés à la SPR. **Ils soutiennent que les faits de la présente affaire se distinguent des faits dans le guide jurisprudentiel sur les PRI au Nigéria.** Les appelants affirment également que la SPR n’a pas tenu compte du profil particulier de veuve de l’appelante principale dans son évaluation de la viabilité d’une PRI à Port Harcourt. Ils ajoutent que les difficultés relatives à la langue et aux perspectives en matière d’éducation, la discrimination fondée sur le sexe et les difficultés financières qu’ils subiraient font en sorte qu’il est déraisonnable pour eux de déménager à Port Harcourt. (Référence omise & nos emphases)

La SAR, elle, avait déterminé que :

[29] L’appelante principale affirme que, puisqu’elle est **veuve**, il serait particulièrement déraisonnable pour elle de déménager. Elle soutient que le cartable national de documentation (CND) démontre que la situation pour les veuves au Nigéria est extrêmement difficile. **Même si je reconnais que les veuves peuvent vivre des difficultés, le CND mentionne que les mauvais traitements qu’elles subissent leur sont généralement infligés par la famille de leur époux et non par la société en général.** De plus, les éléments de preuve démontrent que les veuves se heurtent à plus de problèmes dans le Nord du pays que dans le Sud, et qu’il y a davantage de ménages dirigés par des femmes dans les grandes villes du Sud. Selon la directrice de l’organisation des veuves pour la paix et le développement, il est très difficile d’établir un principe général en ce qui concerne la situation des veuves au Nigéria, puisqu’il y a de nombreux facteurs à prendre en considération, notamment le niveau d’instruction et l’emplacement géographique.

[30] L’appelante principale en l’espèce est très instruite; elle a un baccalauréat en sciences. Elle a aussi une vaste expérience professionnelle, puisqu’elle a été administratrice dans un hôpital pendant 15 ans. En conséquence, j’estime que l’appelante principale serait vraisemblablement en mesure de se réinstaller et de subvenir à ses besoins. De plus, selon le CND, elle a plus de chances de trouver un emploi dans le Sud du pays que dans le Nord.

[31] (...)

[32] Les appelants soutiennent que la SPR n’a pas dûment tenu compte de l’incidence du sexe de l’appelante principale sur sa capacité à se réinstaller. **Même si je reconnais que les femmes peuvent rencontrer certaines difficultés lorsqu’il s’agit de trouver un logement, je ne peux conclure que ces difficultés sont telles que la situation est déraisonnable ou trop difficile.** Compte tenu du profil particulier de l’appelante principale, qui est très instruite

et possède une grande expérience professionnelle, j’estime qu’elle serait en mesure de se réinstaller et de trouver un emploi et un logement. **Comme il en est question dans le CND et le guide jurisprudentiel susmentionné, il est plus facile pour les femmes de diriger un ménage dans les grandes villes du Sud du Nigéria, comme Port Harcourt.** (Références omises & nos emphases)

Comment est-ce possible que l’analyse d’une PRI pour une femme seule et une mère monoparentale puisse être transposable? Tous les décideurs/es ne partagent pas le même avis. Dans l’affaire X (Re), 2019, CanLII 133734 (CA CISR),<sup>204</sup> il fut conclu pour une mère monoparentale que:

[20] J’ai tenu compte du raisonnement dans la décision X (Re), qui sert de guide jurisprudentiel, **mais j’estime qu’il y a des différences importantes entre les faits de l’espèce et ceux de l’affaire traitée dans le guide jurisprudentiel.** J’ajoute qu’il y a de nouveaux éléments de preuve documentaire objectifs quant à la viabilité d’une PRI dans la présente affaire.

[21] Le **guide jurisprudentiel portait sur l’existence d’une PRI dans le Sud du Nigéria pour une femme célibataire instruite sans enfants à charge.** Dans l’affaire traitée dans le guide jurisprudentiel, le tribunal a conclu que, bien que les femmes célibataires se trouvant dans des circonstances semblables puissent subir de la discrimination et des difficultés, celles-ci n’étaient pas suffisamment graves pour faire en sorte que les PRI soient objectivement déraisonnables ou trop difficiles.

[22] Dans la présente affaire, **l’appelante principale est instruite; elle est cependant divorcée et mère de quatre enfants mineurs à charge, profil considérablement différent de l’appelante célibataire dans le guide jurisprudentiel.** (Références omises & nos emphases)

Toujours dans cette affaire, il avait été rapporté qu’un des documents servant de référence pour le Guide avait été mis à jour et apportait des faits nouveaux :

[23] Le guide jurisprudentiel, au paragraphe 17, se fonde sur le document intitulé *Country Information and Guidance* [renseignements sur le pays et orientation] du ministère de l’Intérieur du Royaume-Uni d’août 2016, selon lequel :

[E]n règle générale, il n’est pas trop difficile pour une femme de se réinstaller ailleurs dans le pays pour échapper aux menaces localisées de membres de sa famille ou d’autres acteurs non étatiques, surtout si elle est célibataire et

---

<sup>204</sup> X (Re), 2019 CanLII 133734 (CA CISR)

qu’elle n’a pas d’enfant à charge, mais les circonstances particulières de chaque cas devront être prises en considération.

[24] Le document du ministère de l’Intérieur du Royaume-Uni intitulé *Country Information and Guidance* mis à jour de mars 2019 indique ce qui suit :

[traduction]

En général, il est probable qu’une personne craignant un acteur qui ne relève pas de l’État pourra se réinstaller ailleurs au Nigéria selon la nature de la menace proférée par les agents ne relevant pas de l’État et la situation individuelle de la personne. La réinstallation peut cependant être plus difficile pour les femmes célibataires et allochtones qui n’ont pas accès à un réseau de soutien.<sup>205</sup> (Références omises)

De toutes les décisions recensées, seule celle précitée fait mention de ces faits mis à jour.

### **Guide jurisprudentiel et santé mentale**

Dans le Guide, l’appelante avait soumis le rapport d’une psychothérapeute. Le Tribunal l’avait retiré pour les fins de ces motifs:

[49] J’ai examiné le rapport de la psychothérapeute dans le cadre de mon analyse indépendante, et je note que le rapport établit que l’appelante manifeste des symptômes qui correspondent au XXXX, à XXXX et XXXX. Le rapport énonce que, en fonction d’une évaluation d’environ une heure, la psychothérapeute a conclu que l’appelante [traduction] « a besoin de services de conseils appropriés et d’un solide réseau de soutien afin de XXXX » et que, à l’aide d’un plan médical et thérapeutique, l’appelante pourrait gérer XXXX, XXXX et XXXX qu’elle déclare éprouver. Je conclus que rien ne permet de croire que l’appelante ne pourrait pas avoir accès aux établissements de soins de santé, y compris les établissements de santé mentale qui offrent des services de conseil à Ibadan ou à Port Harcourt, et rien n’indique qu’elle ne pourrait pas établir ou trouver un solide réseau de soutien, comme le recommande la psychothérapeute. Je reconnais que l’évaluation de la psychothérapeute, selon laquelle l’appelante bénéficierait de services de conseil pour l’aider à gérer ses symptômes, constitue un important aspect des circonstances personnelles de l’appelante qui doit être pris en considération pour conclure si la PRI proposée est raisonnable. Cependant, aucun élément de preuve au dossier ne permet

---

<sup>205</sup> L’affaire X (Re), 2019, CanLII 124062 (CA CISR) fait aussi état de faits distinctifs de ceux du Guide. Dans cette affaire, il s’agissait d’une femme ayant été violée (avec enfant issu de l’agression sexuelle), divorcée & monoparentale.

d’établir que l’appelante n’aurait pas accès à ce genre de traitement à Ibadan ou à Port Harcourt, ce qui, je le répète, lui incombe, selon la prépondérance des probabilités. Par conséquent, je conclus que la PRI proposée n’est pas trop difficile ou objectivement déraisonnable en l’espèce.<sup>206</sup> (Plusieurs « XXXX » furent retirés)

Dans les décisions recensées, les appelants ont quelques fois reproché à la SPR d’avoir mal ou pas tenu compte d’un rapport psychologique dans l’analyse de la PRI. Parmi les 36 décisions recensées où il fut mention du Guide, 15 décisions incluaient la présence d’une preuve psychologique. Dans deux (2) décisions il s’agissait d’une nouvelle preuve soumise à la SAR.

Dans l’affaire C (Re), 2019, CanLII 135941, la nouvelle preuve fut acceptée :

[8] Le premier document est un rapport clinique signé par une psychothérapeute le XXXX 2018. Il y est indiqué que l’appelante principale a été recommandée à la psychothérapeute par son conseil à la suite du rejet de sa demande d’asile. La psychothérapeute a rencontré l’appelante principale, et cette dernière a fait part de sentiments dépressifs et d’anxiété en raison du refus de sa demande d’asile par la SPR. La psychothérapeute mentionne que ces sentiments et ces réactions sont conformes aux symptômes qui se manifestent chez les personnes **atteintes de dépression et d’anxiété situationnelle**. Elle croit que le fait d’expulser l’appelante principale au Nigéria entraînerait la détérioration de la santé mentale de cette dernière, qui ne serait alors probablement pas en mesure d’accomplir ses tâches quotidiennes et de s’occuper de ses enfants.

[9] Étant donné le contenu de ce document et la date à laquelle il a été rédigé, il s’agit d’un [traduction] « élément de preuve survenu depuis le rejet de la demande d’asile » au sens du paragraphe 110(4) de la LIPR. Quant aux critères d’admissibilité établis dans l’arrêt *Singh*, le document semble crédible, vu qu’il fournit les coordonnées de son auteure ainsi que ses qualifications professionnelles. Il respecte le critère de nouveauté, vu qu’il signale des symptômes qui n’étaient pas présents au moment du rejet de la demande d’asile. J’estime qu’il s’agit d’un facteur pertinent dont il faut tenir compte au moment d’examiner le deuxième volet du critère applicable à la PRI. Pour ces motifs, j’accepte le document.

Lors de l’analyse, le rapport a été pris en compte, mais sa valeur probante a été minimale:

[59] En ce qui a trait à l’état de santé mentale de l’appelante principale, la psychothérapeute fait référence dans son rapport à des symptômes de dépression et d’anxiété situationnelle qui ont commencé à se manifester après

---

<sup>206</sup> Le Guide, précitée, [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/decisions/Pages/TB7-19851.aspx>

la décision défavorable de la SPR, et qui découlent directement de celle-ci. **Rien ne permet de conclure que l’appelante principale a été examinée par un psychiatre ou un psychologue et qu’une maladie mentale lui a été diagnostiquée.** L’affirmation de la psychothérapeute selon laquelle la santé mentale de l’appelante principale se détériorerait si celle-ci retournait au Nigéria est fondée sur son [traduction] « impression clinique » à la suite de deux heures d’entrevue. Il convient donc de considérer la capacité d’adaptation de l’appelante principale, sa résilience et sa capacité de s’établir dans différents endroits selon l’ensemble des éléments de preuve. (Nos emphases)

Dans ce passage on procède à une hiérarchisation des professionnels de la santé, on fait une distinction claire entre une psychothérapeute, une psychologue et/ou un psychiatre. De plus, rien dans l’analyse précitée ne démontre que l’état de santé mentale de l’appelante principale fut pris en compte pour l’évaluation de la PRI; on a plutôt voulu souligner les forces et la résilience de l’appelante pour ensuite les opposer aux difficultés qui allaient possiblement se présenter à elle advenant un retour au Nigéria :

[60] L’appelante principale était en mesure de vivre avec ses quatre enfants pendant quatre années consécutives dans l’État du Texas, un endroit où elle était constamment exposée au risque d’être expulsée, car elle n’y avait aucun statut. En tant que femme musulmane célibataire avec quatre enfants et qui n’avait pas le droit de travailler, elle a été en mesure de trouver un logement et d’obtenir des soins médicaux pour ses enfants. Son époux était caché au Nigéria. La manière dont ce dernier était en mesure de lui fournir de l’aide financière durant ces années et le montant de l’aide fournie ne sont pas clairs. Peu importe la source des revenus de l’appelante principale, cela indique déjà qu’elle possède un certain niveau de résilience et d’adaptabilité afin de s’ajuster à des circonstances difficiles. Dès son arrivée à Montréal, elle a été en mesure d’obtenir un emploi comme XXXX, même si rien ne permet de conclure qu’elle parle le français, tout en s’occupant de ses enfants. Depuis qu’elle a déménagé à Ottawa, elle a commencé à recevoir de l’aide sociale, et ce, environ cinq ans après avoir quitté son pays. Elle a néanmoins obtenu encore une fois un emploi à temps partiel dans cette ville. Elle travaillait toujours au moment où elle a consulté la psychothérapeute en raison de symptômes de dépression et d’anxiété. À travers toutes ces difficultés, elle suivait des cours tout en continuant de s’occuper de ses enfants. Les conditions au Texas, à Montréal et à Ottawa sont probablement très différentes de celles au Nigéria. Toutefois, l’appelante principale a fait preuve d’une certaine capacité à s’adapter à différents environnements culturels en tant que nouvelle arrivante, et même à travailler, alors qu’elle se sent déprimée.



Dans une autre affaire, la SAR avait rejeté un rapport d’un psychiatre concluant que cette preuve ne remplissait pas les critères, mais avait pris en compte une preuve médicale déjà devant la SPR et ce pour l’analyse de la PRI.<sup>207</sup>

**[31] Ni le rapport psychologique XXXX ni le rapport de M. XXXX ne précisent qu’il a fallu un traitement inhabituel ou très poussé qui ne serait pas offert à Port Harcourt ou à Ibadan.** L’appelante adulte a préalablement été en mesure d’obtenir une aide psychologique au Nigéria, mais n’a présenté aucun élément de preuve selon lequel ses besoins en matière de soins de santé ne pourraient pas continuer d’être satisfaits à Port Harcourt ou à Ibadan. Aucun élément de preuve n’a été déposé au sujet de problèmes de santé chez les autres appelants. Le CND précise qu’il n’existe aucune forme de maladie mentale pour laquelle un traitement n’est pas offert au Nigéria, bien que les ressources humaines chargées de fournir les services soient souvent limitées. J’estime que, selon la prépondérance des probabilités, les besoins en matière de soins de santé des appelants peuvent être satisfaits à Port Harcourt et à Ibadan. (Références omises & nos emphases)

Dans cette affaire, on analyse la possibilité pour les appelants d’accéder à des soins médicaux. Cependant, on semble omettre d’évaluer les effets de l’état de santé de la personne sur sa capacité réelle de se relocaliser dans la PRI proposée. Dans *l’affaire Ambrose Esede*<sup>208</sup> on rappelle explicitement l’obligation de faire cette analyse :

[51] La SAR n’a pas non plus raisonnablement tenu compte de la manière avec laquelle les facteurs psychologiques dont les demandereses ont fait état auront une incidence sur leur capacité de pouvoir déménager à Port Harcourt. Selon la SAR :

[44] Ces éléments de preuve ne font pas de distinction quant à l’endroit où les appelantes iraient au Nigéria. Dans la présente affaire, les appelantes ne sont pas tenues de retourner dans la ville ou à l’endroit où elles ont vécu du stress et un traumatisme par le passé, mais, plutôt, dans une autre ville à l’autre bout du pays. Bien que j’admette l’évaluation selon laquelle l’appelante principale a signalé à une psychothérapeute de tels sentiments, j’estime que cet élément de preuve ne concerne pas la question précise de la PRI. J’accorde à l’évaluation une valeur probante limitée étant donné qu’elle n’aborde pas la question de la PRI.

---

<sup>207</sup> X (Re), 2019 CanLII 136683 (CA CISR)

<sup>208</sup> Ambrose Esede c. Canada, 2018 CF 1241 (CanLII)

Toujours dans les décisions de la SAR recensées, l’analyse sur l’accès aux soins relativement à la raisonnable d’une PRI est reprise dans plusieurs décisions.<sup>209</sup> À titre d’exemple, dans l’affaire X (Re) 2019 CanLII 136672 (CA CISR),<sup>210</sup> il a été conclu que:

[25] (...) J’ai examiné de façon indépendante les circonstances personnelles de l’appelante, son profil, son évaluation psychologique et l’analyse de la SPR.

[26] (...); et elle peut avoir recours à des options publiques ou privées pour les soins de santé et les services psychologiques à Ibadan.

Lorsque le/la décideur/e à recours à une preuve psychologique à ces fins, nous soumettons, avec égard, qu’il s’agit là d’une erreur révisable. À cet effet, nous vous référons à *l’affaire Olalere*<sup>211</sup> où le juge Russell a conclu que:

[60] Il me semble qu’il sera nécessaire, dans chaque cas, d’examiner le contenu du rapport psychologique et de rechercher s’il soulève des questions qu’il y a lieu d’aborder au second volet de l’analyse relative à la PRI. En l’espèce, il est mentionné dans le rapport que [TRADUCTION] « le retour de M<sup>me</sup> Olalere au Nigéria aura probablement pour effet d’accroître de façon considérable ses symptômes psychologiques et physiques de stress, ce qui entraînerait la détérioration de sa santé psychologique et émotionnelle ». Il me semble qu’il s’agit là d’un facteur important à prendre en compte relativement à la capacité de la demanderesse de fonctionner à l’une des PRI proposées et qui aurait dû être abordé. La SAR n’avait pas à le juger déterminant, mais il est important et a été oublié ou écarté. Lors de tout nouvel examen, la SAR devra également vérifier si des éléments de preuve ont été présentés pour démontrer que l’aide psychologique dont la demanderesse a besoin n’est pas offerte à l’une des PRI au Nigéria.

La « capacité de fonctionner » dans la PRI identifiée est donc un élément qui doit s’évaluer et cela qu’il existe ou non un accès aux soins.

Finalement, ce Guide jurisprudentiel, révoqué aujourd’hui, ou tout autre Guide dans le futur, et ce peu importe le pays qu’il adressera, ne doit pas représenter un obstacle absolu pour une demande d’asile. Il importe de l’analyser, s’assurer qu’il ne s’y trouve aucune faille, mais aussi chercher à même les faits du dossier comment se distancier de la trame factuelle dans le Guide.

---

<sup>209</sup> Outre celles mentionnées (les deux), on en compte sept (7) autres parmi les décisions recensées

<sup>210</sup> X (Re), 2019 CanLII 136672 (CA CISR)

<sup>211</sup> Olalere c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2017 CF 385 (CanLII)

## 7. CONCLUSION

Les dossiers MGF/E incluent très souvent plusieurs enjeux spécifiques et il appartient aux représentant·e·s de veiller à ce que ceux-ci ressortent et soient adéquatement présentés. La clé est une bonne communication qui se construit par l’établissement d’un lien de confiance.

Quant aux enjeux spécifiques des dossiers MGF/E, l’analyse jurisprudentielle a démontré une méconnaissance importante de ce qu’est une analyse genrée par les tribunaux de la CISR. On peut souhaiter que l’équipe spéciale responsable des demandes d’asile fondées sur le genre de la SPR, qui a débuté ses audiences en octobre 2020, soit davantage formée sur les enjeux sexo-spécifiques, notamment ceux entourant les dossiers MGF/E. Entre autres, pour l’instant, ce qui se dégage de l’analyse jurisprudentielle est que plusieurs commissaires rationalisent et/ou fragmentent leurs analyses portant sur les discriminations et/ou persécutions genrées familiales, communautaires, étatiques, etc. Très rarement l’ensemble des enjeux sexo-spécifiques sont évalués **cumulativement** pour établir, soit: la crainte et/ou l’absence d’une protection étatique et/ou l’absence d’une PRI viable et raisonnable. Il y a donc morcellement de la preuve.

Un autre constat est à l’effet que les représentants/es, mais aussi les tribunaux de la CISR, considèrent rarement les craintes des femmes et/ou fillettes déjà excisées. Pourtant, le droit des réfugiés prévoit le concept du « préjudice constant » pour les femmes et/ou fillettes excisées, et ce depuis 2009 minimalement.<sup>212</sup> De plus, soulignons que des juridictions européennes appliquent ce concept de « préjudice constant » pour les dossiers de refuge MGF/E et ce depuis plusieurs années déjà. D’ailleurs, en matière de MGF/E, on peut remarquer que le Conseil de l’Europe et d’autres entités similaires, ont élaboré des guides et traités régionaux ayant trait aux violences sexo-spécifiques en général, dont la Convention d’Istanbul, mais aussi des guides traitant des MGF/E spécifiquement.<sup>213</sup> Par l’adoption de tels documents référence, une sensibilisation ainsi qu’une mobilisation réelle pour l’éradication des MGF/E est possible. Dans les Amériques, aucune convention ou stratégie nationale concertée existe ce jour pour traiter des MGF/E. Bien que le Canada et le Québec compte plusieurs organismes à but non lucratif (ci-après OBNL) et parties prenantes institutionnelles mobilisées par la question des MGF/E, les actions demeurent disparates et parcellaires en l’absence d’un leadership national fédérateur et directeur sur la question.

Aussi et très important, les séquelles physiques et/ou psychologiques des MGF/E, si elles existent, devraient être documentées. Cette preuve doit émaner d’une coréalisation entre les professionnel·le·s, la femme et/ou la fillette concernée et le/la représentat·e légal·e. Une fois cette preuve produite au dossier, il importe aussi de s’assurer de son bon usage. Il faut donc expliquer, en détails, en quoi les séquelles affectent et/ou expliquent certains aspects d’un dossier. La mise en contexte et les liens à présenter sont aussi importants que le document en lui-même.

---

<sup>212</sup> Référence à la Note du HCR publié en mai 2009.

<sup>213</sup> À titre d’exemples : - Convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique, Un outil pour mettre fin aux mutilations génitales féminines et La protection internationale et les mutilations génitales féminines (MGF), Les 11 recommandations d’Intact

Qui plus est, tel que relaté ci-haut, les tribunaux semblent ignorer et/ou écarter rapidement le contenu des Directives 3, 4 et 8. Sans prétendre qu’elles sont un remède à tous les maux, elles peuvent quand même servir d’outils permettant de promouvoir et défendre certains enjeux relativement aux dossiers MGF/E. Jusqu’à ce que les Directives aient une valeur contraignante pour les Commissaires, il revient aux représentant·e·s d’exposer clairement en quoi les Directives servent les intérêts de leurs clientes.

Finalement, il a été constaté que le plus souvent, on craint une MGF/E pour une fillette. Cependant, rare sont les décisions qui adressent spécifiquement sa crainte. Ceci est un problème important qui requière toute l’attention des représentants/es, mais aussi des Tribunaux. Les enfants sont vulnérables et il revient aux adultes de prendre tous les moyens à leur disposition pour s’assurer que les droits des enfants soient respectés et protégés. Ainsi, les dossiers de fillettes craignant une MGF/E devraient systématiquement être évalué et ce indépendamment des dossiers de leurs parents.

## 8. DOCUMENTS CITÉS

### Textes internationaux

- Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, (CEDAW), 18 décembre 1979, A/RES/34/180, disponible en ligne : <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/cedaw.aspx>
- Recommandations générales adoptées par le comité pour l’Élimination de la discrimination à l’Égard des femmes, Neuvième session (1990) Recommandation générale no 14: L’excision, disponible en ligne : <https://www.hri.ca/wp-content/uploads/DOC-2018-06-03-03-03-645.pdf>
- Convention internationale relative au statut de réfugié signée à Genève le 28 juillet 1951, entrée en vigueur le 22 avril 1954, disponible en ligne : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/StatusOfRefugees.aspx>
- Déclaration sur l’élimination de la violence à l’égard des femmes, Résolution 48/104 de l’Assemblée générale du 20 décembre 1993, disponible en ligne : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ViolenceAgainstWomen.aspx>
- Résolution A/RES/67/146 de l’Assemblée générale des Nations-Unies sur l’intensification de l’action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines, 20 décembre 2012, disponible en ligne : [https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/67/PV.60&Lang=F](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/67/PV.60&Lang=F)
- Convention relative aux droits de l’enfant, adoptée le 20 novembre 1989 par l’Assemblée générale des Nations Unies, disponible en ligne <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>
- Principes directeurs sur la protection internationale : Les demandes d’asile d’enfants dans le cadre de l’article 1A (2) et de l’article 1(F) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, disponible en ligne : <https://www.unhcr.org/fr/publications/legal/4fd736c99/principes-directeurs-no-8-demandes-dasile-denfants-cadre-larticle-1a2-larticle.html>

### Instruments de l’agence des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR)

- UNHCR, Manuel du HCR pour la protection des femmes et des filles, janvier 2008, disponible en ligne <https://www.unhcr.org/fr-fr/4c8f3fd96.pdf>
- UNHCR, Mutilations génitales féminines / excision: aperçu statistique et étude de la dynamique des changements, disponible en ligne: [https://www.unicef.org/esaro/FGM\\_Report\\_Summary\\_French\\_16July2013.pdf](https://www.unicef.org/esaro/FGM_Report_Summary_French_16July2013.pdf)

- UNHCR, Note d’orientation sur les demandes d’asile relatives aux mutilations génitales féminines, mai 2009, disponible en ligne : <https://www.unhcr.org/fr/publications/legal/4fd737379/note-dorientation-demandes-dasile-relatives-mutilations-genitales-feminines.html>
- UNHCR, Principes directeurs sur la protection internationale n° 1 : « La persécution liée au genre dans le cadre de l’article 1A (2) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés », 8 juillet 2008, HCR/GIP/02/01 Rev.1, disponible en ligne : <https://www.refworld.org/docid/3e4141744.html>
- UNHCR, Trop de souffrance – MGF et asile dans l’Union européenne, une analyse statistique, février 2013, disponible en ligne: <https://www.refworld.org/cgi-bin/taxis/vtx/rwmain/opensslpdf.pdf?reldoc=y&docid=5163edf14>

### **Autres documents internationaux/régionaux**

- Care of girls and women living with female genital mutilation, WHO, disponible en ligne: <file:///C:/Users/Annick/Desktop/FGM/contrat%20de%20travail%20TCRI/WHO/care%20of%20girls%20and%20women%20living%20with%20FGM%20-%20WHO.pdf>
- Convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique, Istanbul, 11.V.2011, Série des Traités du Conseil de l’Europe - n° 210, disponible en ligne: <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680084840>
- Convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique, Un outil pour mettre fin aux mutilations génitales féminines, disponible en ligne : [https://www.2idhp.eu/images/convention-prevention-mutilations-genitales-ce\\_150612.pdf](https://www.2idhp.eu/images/convention-prevention-mutilations-genitales-ce_150612.pdf)
- Étude de jurisprudence relative à l’évaluation des demandes d’asile fondées sur des violences de genre / au regard des documents médicaux et psychologiques, Charlotte Chevrier, juriste, 2016, disponible en ligne : <https://www.intact-association.org/images/analyses/Studie-Charlotte.pdf>
- Female genital mutilation/cutting in Nigeria: is the practice declining? A descriptive analysis of successive demographic and health surveys and multiple indicator cluster surveys (2003–2017), Evidence to End FGM/C, February 2020, disponible en ligne [https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2020RH\\_FGMC-NigeriaDHS-MICS.pdf](https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2020RH_FGMC-NigeriaDHS-MICS.pdf)
- Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage, UNFPA, 27 avril 2020,

disponible en ligne: [[https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19\\_impact\\_brief\\_for\\_UNFPA\\_24\\_April\\_2020\\_1.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf)]

- La protection internationale et les mutilations génitales féminines (MGF), Les 11 recommandations d’Intact, <https://www.intact-association.org/images/documents/11-recommandations-fr.pdf>
- Lignes directrices de l’OMS sur la prise en charge des complications des mutilations sexuelles féminines, 2018, disponible en ligne : <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272847/9789242549645-fre.pdf?ua=1>
- Mutilations Sexuelles Féminines, WHO, 3 février 2020, disponible en ligne : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/female-genital-mutilation>
- OMS, « Éliminer les mutilations sexuelles féminines : déclaration interinstitutions HCDH, OMS, ONUSIDA, PNUD, UNCEAUNESCO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, NIFEM », février 2008, disponible en ligne : [http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789242596441\\_fre.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789242596441_fre.pdf)
- Perspectives démographiques sur les mutilations génitales féminines, UNFPA, disponible en ligne : [https://www.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/Demographic%20Perspectives%20on%20FGM\\_FR\\_0.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/Demographic%20Perspectives%20on%20FGM_FR_0.pdf)
- Unicef, Nigeria, Statistical profile on female genital mutilation, disponible en ligne : [nigeria – UNICEF Data](#)

### Références belges

- Manuel pratique à l’usage des avocats, les mutilations génitales féminines dans le cadre d’une demande d’asile, actualisation, juin 2014, disponible en ligne : <https://www.intact-association.org/images/outils/manuel-avocats-2014.pdf>
- Mutilation génitale féminine, Guide à l’usage des professions concernées, SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et GAMS Belgique, Bruxelles 2011, disponible en ligne : [http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/guide-mgf-fr\\_web.pdf](http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/guide-mgf-fr_web.pdf)

### Références canadiennes

- Domestic Violence and Gender-Based Persecution: How Refugee Adjudicators Judge Women Seeking Refugee from Spousal Violence – and Why Reform Is Needed, Constance Macintosh, Vol 26, No 2 (2009): No Borders as Practical Politics, disponible en ligne <https://refuge.journals.yorku.ca/index.php/refuge/article/view/32085/29331>



- Female genital cutting (FGC) and the ethics of care: community engagement and cultural sensitivity at the interface of migration experiences, by Bilkis Vissandjée, Shereen Denetto, Paula Migliardi and Jodi Proctor, BMC, International Health and Human Rights, 2014, disponible en ligne  
<https://bmcinthealthhumrights.biomedcentral.com/articles/10.1186/1472-698X-14-13>
- Les mutilations génitales féminines, Un état de situation au Québec, Réalités, besoins et recommandations, TCRI, janvier 2020, disponible en ligne  
[http://tcri.qc.ca/images/publications/volets/voletfemmes/2020/E%CC%81tat\\_de\\_Situation\\_sur\\_les\\_MGF\\_TCRI\\_2020\\_.pdf](http://tcri.qc.ca/images/publications/volets/voletfemmes/2020/E%CC%81tat_de_Situation_sur_les_MGF_TCRI_2020_.pdf)
- Les soins aux enfants néo-canadiens, Guide pour les professionnels de la santé œuvrant auprès des familles immigrantes et réfugiées, La mutilation génitale féminine/excision, <https://www.enfantsneocanadiens.ca/screening/fgm#ce-que-les-praticiens-de-la-sant%C3%A9-peuvent-faire>
- Politique sur la mutilation génitale féminine, Commission ontarienne des droits de la personne, Approuvé par la Commission le 9 avril 1996, révisé le 22 novembre 2000, disponible en ligne : <http://www.ohrc.on.ca/fr/politique-sur-la-mutilation-genitale-feminine/4-la-mgf-au-canada#fnB29>

#### Articles de presse / quotidiens

- Confinement et après Covid-19 : le risque d'excision en hausse, les associations donnent l'alerte, 4 juin 2020, disponible en ligne : <https://information.tv5monde.com/terriennes/confinement-et-apres-covid-19-le-risque-d-excision-en-hausse-les-associations-donnent-l>
- MGF : 1 survivante sur 4 a été excisée par un prestataire de la santé, publié le 6 février 2020, UNICEF, disponible en ligne: <https://www.unicef.fr/article/mgf-1-survivante-sur-4-ete-excisee-par-un-prestataire-de-soins-de-sante>
- Mutilations génitales féminines : plus de 4 millions de filles menacées cette année, alerte l'ONU, ONU Info, 6 février 2020, disponible en ligne: <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1061322>
- Plan internationale signale une augmentation considérable des MGF en Somalie en période de confinement, 27 mai 2020, disponibles en ligne: <https://www.plan-international.fr/info/actualites/communiqués-de-presse/plan-international-augmentation-mgf-somalie-confinement>

#### Documents de la CISR

- Code de déontologie des commissaires de la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada, Date d’entrée en vigueur : le 9 avril 2019, disponible en ligne : <https://irb-cisr.gc.ca/fr/commissaires/Pages/MemComCode.aspx#coherence>

### Cohérence

22. Lorsqu’ils statuent sur un cas, les commissaires doivent soutenir l’intérêt institutionnel de la CISR consistant à assurer la cohérence dans ses décisions, tout en reconnaissant qu’aucune influence indue ne doit porter atteinte à leur indépendance décisionnelle.<sup>214</sup>

- Directives numéro 3 du président : Les enfants qui revendiquent le statut de réfugié, 30 septembre 1996, disponible en ligne : <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir03.aspx#AIII>
- Directives numéro 4 du président : Revendicatrices du statut de réfugié craignant d’être persécutées en raison de leur sexe, 13 novembre 1996, disponible en ligne <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir04.aspx>
- Directives numéro 8 du président : Procédures concernant les personnes vulnérables qui comparaissent devant la CISR, 15 décembre 2012, disponible en ligne : <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/politiques/Pages/GuideDir08.aspx>
- Évaluation de la crédibilité lors de l’examen des demandes d’asile, Services juridiques, 31 janvier 2004, disponible en ligne : <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/ressources-juridiques/Pages/Credib.aspx#13>
- Guide jurisprudentiel pour le Nigéria (révoqué depuis avril 2020) TB7-19851, disponible en ligne : <https://irb-cisr.gc.ca/fr/decisions/Pages/TB7-19851.aspx>
- La jurisprudence sur la définition de réfugié au sens de la Convention, publication de la CISR, 31 mars 2019, chapitre 7 : Changements de circonstances, raisons impérieuses et demande d’asile sur place, disponible en ligne : <https://irb-cisr.gc.ca/fr/legales-politique/ressources-juridiques/pages/RefDef07.aspx>

---

<sup>214</sup> Code de déontologie des commissaires de la Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada, Date d’entrée en vigueur : le 9 avril 2019, [En ligne] <https://irb-cisr.gc.ca/fr/commissaires/Pages/MemComCode.aspx#coherence>

## 9. AUTORITÉS CANADIENNES CITÉES<sup>215</sup>

### Mention de la Note du HCR

- Mohamoud c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 1408 (CanLII)
- Owobowale c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2010 CF 1150 (CanLII)
- Winifred c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 827 (CanLII)

### Directives 3

- Camayo c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2020 CF 213 (CanLII)
- Douillard c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 390 (CanLII)
- Kim c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2010 CF 149 (CanLII), [2011] 2 RCF 44
- Sanchez Cruz c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2012 CF 664 (CanLII)

### Directives 4

- Allinagogo c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2010 CF 545 (CanLII)
- Chavez c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 442 (CanLII)
- Danelia c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2014 CF 707 (CanLII)
- Daniel c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 589 (CanLII)
- Diallo c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2004 CF 1450 (CanLII)
- Evans c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 444 (CanLII)
- Kandha c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2016 CF 430 (CanLII)
- Keleta c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2005 CF 56 (CanLII)
- Olah c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 401 (CanLII)
- Ogundairo c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2017 CF 612 (CanLII)
- Rezmoves c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2013 CF 973 (CanLII)

### Directives 8

- Al-Sarhan c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 1438 (CanLII)
- Fedee c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 88 (CanLII)
- Gilles c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 7 (CanLII)
- Joseph c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 393 (CanLII)
- Tariel c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2018 CF 607 (CanLII),

---

<sup>215</sup> Seuls les jugements de la Cour fédérale sont repris et ceux figurant dans le Tableau d’analyse ont une « \* » pour faciliter leur identification

## **RAISONS IMPÉRIEUSES**

- Ching c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 725 (CanLII)
- Mwaura c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2015 CF 874 (CanLII)
- Nadjat c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2006 CF 302 (CanLII)

## **PREUVE**

- Mejia c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2009 CF 1091 (CanLII)
- Egbesola c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2016 CF 204 (CanLII)

## **PROTECTION DE L’ÉTAT**

- Aisowieren c. Canada (Citoyenneté et Immigration) 2020 CF 305 (CanLII)\*
- Antoine c. Canada (Citoyenneté et Immigration) 2015 CF 795 (CanLII)
- Aurelien c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2013 CF 707 (CanLII)
- Campos Quevedo c. (Citoyenneté et Immigration), 2011 CF 297 (CanLII)
- Canada (Procureur général) c. Ward, 1993 CanLII 105 (CSC), [1993] 2 RCS 689
- Kaur c. Canada (Citoyenneté et Immigration) 2005 CF 1491 (CanLII)
- Orsos c. Canada (Citoyenneté et Immigration) 2015 CF 248 (CanLII)
- Razo c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2007 CF 1265, 162 A.C.W.S. (3d) 659

## **PRI**

- Ambrose Esede c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2018 CF 1241 (CanLII),.
- Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2019 CF 1126 (CanLII)
- Feboke c Canada (Citoyenneté et Immigration), 2020 CF 155
- Griffith c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 1999 CanLII 8416 (CF)
- Olalere c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2017 CF 385 (CanLII)
- Rasaratnam c Canada (Citoyenneté et Immigration), [1992] 1 CF 706
- Thirunavukkarasu c Canada (Citoyenneté et Immigration), 1993 CanLII 3011 (CAF), [1994] 1 CF 589

## ANNEXE A

### AIDE MÉMOIRE POUR DOSSIER IMPLIQUANT UNE MGF/E

- [ ] S’assurer d’une communication adaptée pour favoriser les échanges et renforcer le lien de confiance avec la demanderesse.
- [ ] S’assurer d’employer le terme « mutilation » auprès des commissaires, pour bien mettre en exergue la gravité de l’acte (MGF) qui est craint ou qui a été subi.
- [ ] S’assurer d’exposer le continuum de violence et/ou de discrimination genrée dans lequel s’inscrit le dossier MGF de la ou des femme(s) et/ou fillette(s).
- [ ] Soumettre en preuve la *Note d’Orientation sur les demandes d’asile relatives aux mutilations génitales féminines* du HCR.
- [ ] S’assurer d’avoir une preuve/attestation médicale.
- [ ] S’assurer d’avoir une preuve psychologique.
- [ ] S’assurer de soumettre une preuve démontrant l’inefficacité d’une loi criminalisant l’excision.
- [ ] S’assurer de bien identifier les passages de la preuve du CDN démontrant l’incapacité de protection de l’état et la possibilité de refuge interne (PRI) qui n’est pas raisonnable.
- [ ] Si le dossier implique une ressortissante du Nigéria veiller à réviser l’ancien Guide jurisprudentiel pour toutes références documentaires qui seraient désuètes.
- [ ] S’assurer de bien identifier les Directives pertinentes (3,4 & 8) et faire valoir les raisons de leur pertinence (pas seulement en faire une mention générique).
- [ ] Demander à ce que les Directives ne servent pas exclusivement à la procédure, mais bien pour l’analyse portant sur le fond de la demande.
- [ ] Faire une demande d’adaptation procédurale, au besoin.
- [ ] Faire une demande d’analyse distincte lorsqu’une enfant mineure craint une MGF/E.
- [ ] Présenter l’argument voulant qu’une femme et/ou une fillette excisée soit victime de persécution continue en vertu de l’article 108 (4) de la LIPR.